

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA MONNAIE

à employer dans les Paiements

(ÉTUDE DE QUELQUES PROBLÈMES JURIDIQUES)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

Soutenue le 26 Novembre 1923, à 3 heures et 1/2

PAR

P. RAOUL DUVAL

DOCTEUR EN DROIT (Sciences Politiques et Economiques)

Président : M. RIPERT, Professeur.

Suffragants : { M. PERREAU, Professeur.
M. NOGARO, Professeur.

SAUMUR

IMPRIMERIE GIROUARD & RICHOU
Place du Marché-Noir

1923

La Monnaie à employer dans les Paiements

(ÉTUDE DE QUELQUES PROBLÈMES JURIDIQUES)

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA MONNAIE

à employer dans les Paiements

(ÉTUDE DE QUELQUES PROBLÈMES JURIDIQUES)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

Soutenue le 26 Novembre 1923, à 3 heures et 1/2

PAR

P. RAOUL DUVAL

DOCTEUR EN DROIT (Sciences Politiques et Economiques)

Président : M. RIPERT, Professeur.

Suffragants : { M. PERREAU, Professeur.
M. NOGARO, Professeur.

SAUMUR
IMPRIMERIE GIROUARD & RICHOU
Place du Marché-Noir

—
1923



INTRODUCTION

Pour tout esprit tant soit peu au courant des problèmes économiques, la question monétaire apparaît comme l'une des plus graves de l'heure présente. Si nous parcourons les travaux des conférences et commissions qui paraissent caractériser notre époque, nous remarquons le nombre des enquêtes et rapports qui ont été consacrés à la recherche de la solution du problème monétaire. Le contre-coup des événements qui se sont produits depuis 1914 a été tel, en cette matière, que l'on aurait peine à trouver, actuellement, une nation qui, directement ou indirectement, n'en subisse les conséquences.

Cette situation économique fâcheuse a donné naissance à des problèmes juridiques d'espèces diverses, et nombreux sont actuellement les procès qui n'ont pas d'autre source que l'instabilité monétaire devenue, malheureusement, courante en de trop nombreux pays.

Ce sont ces différents problèmes juridiques que nous nous proposons d'examiner dans cette brève étude. Ces derniers, bien que naissant tous de la question de la monnaie à employer dans les paiements, proviennent cependant de deux sources un peu différentes : dans les uns, le litige est soulevé par l'emploi d'une monnaie étrangère et peut, par conséquent, provenir d'une contestation relative soit à la validité de la stipulation, soit à son exécution. Pour la clarté de notre exposé, nous diviserons l'étude de cette première source de litiges en deux chapitres : nous examinerons dans l'un, la question des paiements en

monnaie étrangère dans le cas où la monnaie à employer a été clairement désignée dans la convention ; dans l'autre, nous essayerons de résoudre les problèmes soulevés par la détermination de la monnaie du contrat, lorsqu'il y a, pour une raison quelconque, doute sur ce point.

Après avoir étudié les contestations soulevées par l'emploi des monnaies étrangères, c'est-à-dire plutôt les litiges entre nationaux de pays différents, nous examinerons la question de la monnaie à employer entre personnes de même nationalité, ce qui nous amènera, plus particulièrement, à étudier la validité de la convention de paiement en or entre Français.

Notre dernier chapitre sera consacré à l'étude du paiement stipulé en valeur or, nouveau mode de contracter destiné, dans l'esprit de ses promoteurs, à atténuer les conséquences de la confusion monétaire actuelle. (1)

Nous sommes ainsi ramenés aux questions économiques qui restent la source commune de ces problèmes juridiques. Il nous semble indispensable de donner comme introduction à cet ouvrage, où nous aurons assez souvent l'occasion d'envisager le point de vue économique, un bref exposé de la question de la monnaie et un aperçu des inconvénients des variations de son pouvoir d'achat.

Il ne nous semble pas douteux que, pour l'étude des problèmes juridiques, objet de ce travail, l'économiste et le juriste aient tout intérêt à mettre en commun leurs connaissances. Comme on l'a dit, avec raison, le jurisconsulte vraiment digne de ce nom doit « connaître non seulement le texte des lois et la manière de le comprendre et de l'in-

(1) Nous avons cru devoir laisser en dehors de notre étude les problèmes juridiques soulevés par l'introduction du franc en Alsace et en Lorraine. Il s'agit là, en effet, de questions régies par des lois spéciales et qui échappent par là même au régime de droit commun que nous étudions dans cette thèse. On peut consulter à ce sujet :

L'Introduction du franc en Alsace et en Lorraine, par WERNER WITTICH, article paru dans la *Revue d'Economie Politique* 1922 — N° 1, P. 20 et suiv.
N° 4, P. 500 et suiv.

Les arrêtés des 26 Novembre 1918 et 4 Avril 1919 sur la Valorisation des marks en Alsace et Lorraine et la Jurisprudence — 1923 — par MARCEL REBOURSET.

interpréter, mais encore sa raison d'être et un idéal au-delà au moyen duquel il puisse s'éclairer pour la solution des cas nouveaux et difficiles. » (1)

Au début de ce que l'on a appelé l'économie monétaire, il est évident que les questions juridiques dont nous allons nous occuper ne pouvaient guère se poser. En effet, lorsque le métal précieux n'était pas monnayé, lorsqu'on le pesait au lieu de le compter, on était toujours sûr de recevoir le même poids du même métal. Nous ne rappelons que pour mémoire les formalités de l'ancien *nexum* (exemple qui ne serait pas le seul à citer en pareille matière) où la pesée des espèces, devenue fictive par la suite, a d'abord été réelle. Le créancier et le débiteur ne souffraient alors que des variations de la valeur du métal.

Mais une évolution qui paraît fort simple, et se fit probablement d'une façon insensible, devait amener des conséquences inattendues. Pour plus de commodité, le métal précieux fût monnayé, c'est-à-dire divisé en lingots, de différentes valeurs et poids, permettant les plus minimes transactions, et les poids furent garantis par le législateur. Ces lingots furent désignés, non par leur poids de métal précieux, mais par l'unité ou les multiples d'un mot déterminé (par exemple, actuellement, les mots : franc, dollar, livre, mark). Ce mot, devenu étalon de la monnaie, et qui n'a pu primitivement exister qu'à la condition de représenter une marchandise définie (car, sinon, qu'eût-il signifié ?) est passé insensiblement, de l'emploi d'étalon de la monnaie, à l'emploi d'étalon de la valeur, en servant indirectement à mesurer la valeur de n'importe quelle marchandise et cela parce qu'il servait directement à mesurer leur valeur à l'égard de la monnaie.

Primitivement, le nom de la pièce de monnaie se trouve, dans l'esprit des contractants, étroitement associé à l'idée du poids de métal qu'elle contient ; ces contrac-

(1) COURCELLE-SENEUIL — L'enseignement de l'Economie Politique dans les Facultés de Droit — *Journal des Economistes* — 1877 — P. 177.

tants devaient alors avoir certainement présent à l'esprit, à la fois, la dénomination de la somme pour laquelle ils traitaient et le poids et la qualité du métal représenté par cette dénomination. Au cours de cette période, la monnaie était non seulement une marchandise, mais elle était considérée comme telle. A mesure que les transactions se sont développées et, principalement au cours des périodes de stabilité monétaire, l'étalon, bien que représentant un poids de métal, est devenu une sorte d'unité de compte. On semble ne plus prêter attention à la valeur du métal représenté par le mot franc, par exemple, et les marchandises semblent alors être comparées directement entre elles sans l'intermédiaire d'une marchandise commune.

Théoriquement, rien n'empêcherait en effet la monnaie d'être uniquement une monnaie-signes, c'est-à-dire une monnaie sans valeur intrinsèque et n'ayant que la valeur de crédit qui lui viendrait de la certitude où serait son porteur de pouvoir toujours l'échanger contre une marchandise quelconque (1).

Toutefois, dans l'état actuel des choses, l'application pratique de cette théorie nous semble poser, aux Pouvoirs Publics, un problème insoluble en les mettant dans l'obligation de faire perpétuellement respecter la même proportion entre la quantité de monnaie en circulation et les besoins de l'échange.

De plus, nous noterons l'impossibilité de se servir de cette monnaie pour l'épargne. C'est une monnaie condamnée à circuler perpétuellement. Supposons qu'il en sorte de la circulation une certaine quantité pour l'épargne, les autorités compétentes seront alors obligées, pour éviter un resserrement monétaire, de mettre en circulation une quantité de monnaie égale à celle qui en est sortie, mais alors que se passera-t-il si les épargnants remettent en circulation les bons qu'ils en avaient retirés ?

(1) Voir ANSIAUX — *Traité d'Economie Politique* — Tome II — 1923 — P. 242 et suiv.

Mais, l'apparence dont nous avons parlé plus haut — ce fait que, durant les périodes de stabilité, l'unité monétaire paraissait désigner une certaine quantité de valeur absolue et immuable — devait engendrer les plus graves abus. Il sembla au législateur que la valeur de l'unité monétaire, du franc par exemple, était une quantité absolument fixe, indépendante de la valeur intrinsèque et de la quantité des signes monétaires.

Aussi, dès que les Pouvoirs Publics furent assaillis de besoins d'argent, ils trouvèrent fort simple de multiplier les signes monétaires. Anciennement, on affaiblissait le titre des monnaies pour pouvoir, avec le même poids de métal précieux, fabriquer un plus grand nombre de pièces; aujourd'hui, nous avons le procédé, moins malhonnête peut-être, mais plus expéditif, des émissions de billets à cours forcé.

Or, il est évident que, si 10 milliards de numéraire circulent là où auparavant quatre milliards suffisaient, les prix, malgré toute leur force de résistance, ne peuvent se maintenir. Naturellement, les métaux précieux peuvent, comme toute marchandise, avoir une valeur plus ou moins grande, mais, sauf dans des circonstances exceptionnelles, comme au début du xvi^e siècle, par exemple, les variations sont lentes et n'amènent que des variations de prix peu sensibles, surtout si l'on considère que la grande majorité des contrats embrasse une période de temps relativement peu étendue. C'est ce qui a pu amener certains économistes (de Folleville, par exemple) à rejeter la méthode des Index-Numbers pour tenir compte dans les contrats à long terme des changements survenus dans la valeur de la monnaie, comme devant amener plus de complications que d'avantages.

Mais une circulation fiduciaire exagérée entraîne des conséquences bien plus graves, car, à la crise de quantité, se joint, la plupart du temps, une crise de confiance. On a pu écrire (1) que dans certains pays où la circulation in-

(1) ANGLAUX — Op. cit. P. 243.

convertible avait duré un certain temps, les populations finissent par s'y habituer au point de ne plus accepter qu'avec défiance, et parfois même de refuser, les espèces métalliques qui, d'aventure, reparaissent dans la circulation. Nous ne nions pas la possibilité de ce fait, mais, pour notre part, nous n'en avons jamais été témoin en France. Nous croyons que l'indifférence du public, en ce qui concerne la valeur de la matière circulant comme monnaie, n'est qu'apparente. Pour la plupart des gens le mot « monnaie » est synonyme d'objet précieux, de chose qui, par conséquent, doit avoir une valeur intrinsèque ; le billet de banque à cours forcé n'est qu'un bon d'échange. Que la situation devienne anormale, que le papier-monnaie soit émis en quantités trop considérables, et ce sentiment reprend toute sa force. D'ailleurs, si la majorité des gens était indifférente à la matière qui circule comme monnaie, comment expliquer, pendant les périodes de cours forcé, la disparition des espèces d'or et d'argent ? en un mot, comment expliquera-t-on la loi de Gresham ?

Si nous étudions les phénomènes généraux qui se produisent au cours d'une période d'inflation, nous remarquons qu'il se produit une animation artificielle de la circulation, du débit et de la consommation. Certains esprits superficiels ont même conclu de là que l'inflation était une chose excellente et recommandable. Mais en considérant d'un peu plus près la vie économique d'un pays où sévit l'inflation, nous remarquons que les oscillations des prix sont beaucoup plus saccadées que celles qui proviennent de la variation de valeur du numéraire. Le terrain devient des plus propices pour l'éclosion d'une spéculation énorme. L'inflation tend à donner aux nationaux des contrées où elle sévit la fâcheuse mentalité des habitués des maisons de jeux, et cela vient de ce que le hasard des émissions fait les gains des spéculateurs beaucoup plus que leurs légitimes prévisions.

La hausse des prix provenant de l'augmentation déré-

glée de la circulation fiduciaire entraîne les plus grandes souffrances pour la partie de la population qui vit de revenus. Celle qui vit de son salaire n'est pas pour cela à l'abri des inconvénients qui résultent de ces perturbations, car il est assez rare que l'augmentation des salaires aille de pair avec l'augmentation du prix de la vie.

L'inflation a également une néfaste influence sur le commerce extérieur.

Temporairement, les producteurs des pays à papier-monnaie peuvent se trouver dans une situation avantageuse pour leurs exportations ; mais cette situation n'a qu'un temps, car les autres pays se hâtent de dresser des barrières douanières et, comme on l'a dit justement, le change tue le libre échange. Toute politique directe de droits protecteurs, de primes d'exportation vaudrait mieux, parce que l'effet en serait plus facile à apprécier. De plus, dès que les changes se rapprochent du pair, les conditions du commerce international se modifient et des crises commerciales peuvent en résulter.

Remarquons en passant que cette éventualité a peu de chances de se produire lorsque les variations de l'étalon proviennent de la hausse ou de la baisse du métal, car, comme le montre Schmoller « les variations de la valeur du numéraire s'effectuent le plus souvent lentement et s'étendent assez uniformément aux Etats civilisés reliés par la circulation. » (1)

C'est d'ailleurs ce que nous avons fait remarquer plus haut en montrant que les variations de la valeur des métaux précieux, quelque intéressantes qu'elles soient pour l'économiste, ne peuvent guère, sauf des cas exceptionnels, soulever des contestations demandant une décision judiciaire.

Si les Pouvoirs Publics n'agissent pas avec la plus grande prudence lorsqu'ils essayent de réduire la circulation fiduciaire et de revenir au pair de l'or, ils risquent

(1) SCHMOLLER — *Principes d'Economie Politique* — Tome III — P. 402

d'amener, en sens inverse, une perturbation aussi dangereuse que celle produite par l'inflation.

En effet, si la circulation est comprimée sans ménagements, un resserrement monétaire se produit. Les prix baissent trop brusquement et le producteur, qui n'a pas envisagé cette éventualité dans ses bilans précédents, peut être acculé à la faillite.

Cette baisse aggrave la situation des débiteurs ayant contracté pendant la période d'inflation. Supposons un emprunteur ayant donné une hypothèque sur sa propriété, le produit avili de sa terre ne lui permet plus de faire face à ses engagements. Le créancier l'exproprie, mais il se peut que lui-même subisse une perte, si le fonds déprécié ne suffit plus à couvrir la créance.

Les capitaux engagés dans l'industrie, les propriétés sont dépréciés .

La dette des Etats devient une charge trop forte et, au même moment, certaines branches de leurs revenus se trouvent diminuées ; les impôts, devenus proportionnellement trop lourds, rentrent plus difficilement, et les pays qui ont une dette importante peuvent être poussés vers la banqueroute.

La question sociale est aggravée, car il est difficile de faire comprendre aux ouvriers que la marge des profits n'est pas inépuisable et que le moment est arrivé de réduire les salaires. D'autant plus que, souvent, le prix de la vie peut n'avoir pas baissé en proportion de la réduction de salaires demandée par les employeurs.

Pourrait-on, renonçant à ramener l'ancienne monnaie à la parité de l'or, lancer en circulation une monnaie nouvelle ! Mais, de deux choses l'une, ou l'émission serait très limitée, ou elle serait illimitée. Dans ce deuxième cas, ce serait le discrédit inévitable, mais dans le premier, ne serait-il pas aussi difficile de s'engager à payer dans cette monnaie nouvelle que de s'engager à livrer des livres, des dollars ou de l'or ?

Nous avons voulu, dans cette courte esquisse, montrer quelques-uns des dangers auxquels sont presque fatalement exposés les gouvernements qui se sont vu forcés de s'engager dans la voie hasardeuse du papier-monnaie et qui n'ont pas su ou pu en maintenir les émissions dans de raisonnables limites.

On pourrait objecter que le tableau des inconvénients d'une émission trop abondante de papier-monnaie, que nous avons tracé à larges traits au cours des lignes précédentes, intéresse surtout l'économiste et que cette question ne saurait être du ressort du jurisconsulte. Sans méconnaître ce que cette observation peut avoir de fondé, nous remarquerons — et c'est un point que l'on semble souvent laisser dans l'ombre — que la perturbation générale que nous venons de décrire n'est, si nous osons nous exprimer ainsi, que la somme d'un grand nombre d'injustices particulières, car le déséquilibre et l'insécurité causés par les variations perpétuelles de la valeur de la monnaie rendent impossible que l'équité et la justice soient respectées dans les contrats.

Expliquons notre pensée sur ce point : parmi les obligations résultant des contrats qui sont conclus journellement, un grand nombre ont pour objet une somme d'argent ; soit qu'une seule des parties soit obligée à une prestation pécuniaire comme dans le contrat de vente, soit que les deux parties aient contracté une obligation de ce genre, par exemple dans un contrat de prêt d'argent. Or, le contrat repose sur l'équivalence des prestations réciproques ; chaque contractant, lorsqu'il s'agit d'une convention à titre onéreux, a un droit moral à ce que la prestation de la partie adverse soit égale à la sienne propre. Presque instinctivement, on a le sentiment qu'il est normal, qu'il est juste que cet équilibre existe et qu'il est injuste qu'il n'existe pas. Certes, il est presque impossible qu'il soit parfait ; la plupart du temps, l'un des contractants aura l'impression qu'il aurait pu traiter à des conditions plus avantageuses,

mais encore faut-il que l'équilibre ne soit pas trop gravement compromis.

Or, comme nous l'avons vu plus haut, si l'unité monétaire, par suite d'une inflation démesurée ou de toute autre cause, prend une valeur perpétuellement variable, cet équilibre des prestations deviendra irréalisable dans tous les contrats qui comporteront un paiement en numéraire. Si les oscillations de la valeur de la monnaie sont relativement lentes, seuls les contrats à terme en seront influencés ; si elles deviennent très brusques, même les personnes contractant au comptant pourront être lésées.

La baisse du pouvoir d'achat de la monnaie permettra aux débiteurs de frauder légalement leurs créanciers qui ne recevront pas la valeur qu'ils avaient fournie. (1) D'autre part, le créancier qui, en période d'inflation, a prêté une certaine somme et qui est remboursé lorsque l'étalon monétaire est revenu au pair, recevra plus qu'il n'avait versé.

Ce déséquilibre peut affecter non seulement les contrats nationaux, mais encore les contrats internationaux. Le débiteur étranger peut avoir stipulé que son paiement devra être effectué avec la monnaie de son créancier, et la somme à payer peut avoir été évaluée en cette monnaie, d'où perte pour le créancier, si l'étalon monétaire national n'a plus la même valeur qu'au moment de la passation de l'acte. Le contrat peut également évaluer en plusieurs monnaies la somme à payer et le débiteur cherchera, naturellement, à verser la monnaie la moins onéreuse pour lui, si ces diverses monnaies perdent leur égalité de valeur.

Les contractants essayeront, par de nouvelles clauses, à mettre leurs conventions à l'abri des variations de valeur de la monnaie ; les tribunaux auront à apprécier la valeur juridique de ces clauses.

(1) M. MARION, dans son *Histoire Financière de la France* (Tome III, P. 343), cite un métayer qui, ayant reçu en entrant 100 bêtes à cornes du prix (en or) de 240 francs, soit : 24.000 francs, quitte son propriétaire en lui en laissant 20 estimées 1.200 francs (assignats) soit : 24.000 francs ; vend les 80 autres, à son profit, 96.000 francs, et, avec cette somme, achète 3 maisons nationales qui valaient en 1790 : 150.000 francs.

Si, même en temps normal, les particuliers ont souvent besoin de faire appel à l'autorité publique et de lui demander d'assurer l'exécution des conventions qu'ils ont conclues, combien plus fréquemment ne sera-t-il pas fait appel aux tribunaux pour faire respecter des contrats dont l'exécution risque de spolier plus ou moins l'un des contractants.

On conçoit combien la décision à prendre par les juges est alors délicate. D'une part, l'équilibre des prestations paraît tellement naturel, comme nous l'avons vu plus haut, que nos lois ont fait (pour certaines conventions) de ce déséquilibre, une cause de rescision d'une obligation, valable en elle-même, mais à la suite de laquelle l'un des contractants a subi quelque lésion ; (1) d'autre part, la loi ne fait aucune distinction et considère comme ayant la même valeur l'unité monétaire papier et l'unité monétaire or.

Les tribunaux devront-ils prendre sur eux de faire cette distinction ? Devront-ils valider les conventions spéciales conclues par les particuliers ?

Toutes les fois que la loi ne se prononce pas catégoriquement, et il en est souvent ainsi dans cette querelle des créanciers et des débiteurs, la jurisprudence devra décider en se basant sur l'intérêt général.

Elle pourra contribuer à l'éducation économique du public en amenant insensiblement, par les décisions qu'elle rendra, les particuliers à prendre telle ou telle mesure, à

(1) Bien que la lésion ne soit prise en considération par la loi que dans certains cas particuliers, la jurisprudence se réserve parfois le droit de modifier ou d'interpréter les conventions des parties de manière à sauvegarder le principe de l'égalité des prestations.

Par exemple : il a pu être jugé que l'énonciation de 180 paires de bœufs, dans un acte de vente, était une erreur de rédaction et que les parties avaient seulement voulu dire 80 paires et la Cour de Cassation a déclaré, qu'en statuant ainsi, les juges du fond s'étaient livré à une interprétation souveraine qui, à supposer qu'elle contient un mal jugé, n'impliquait la violation d'aucune loi (22 Novembre 1865 — *Dalloz* 66 — 1 — 108).

Il est de jurisprudence constante que les Tribunaux peuvent, nonobstant la convention intervenue entre l'agent d'affaires et son client, réduire le chiffre de cette rémunération s'il est prouvé que le salaire convenu d'avance est manifestement hors de proportion avec l'importance de l'affaire et les soins qu'elle a exigés.

Il en est également ainsi dans l'appréciation du droit de Commission demandé par un Banquier (Civ. req. 8 Mars 1897 — *Dalloz* 97 — 1 — 311).

choisir dans leurs conventions telle clause au lieu de telle autre.

Il est encore deux points sur lesquels nous tenons à attirer l'attention : On devra se rappeler que, pour beaucoup de personnes, l'idée génératrice de la notion de justice est l'idée de la contrainte légale. En refusant une valeur juridique à des conventions qui ont été conclues de toute bonne foi et avec le plus grand désir de respecter l'équité, on risque d'émousser, chez les contractants, la notion du juste et de l'injuste.

Au point de vue économique, le manque de sécurité dans les conventions est excessivement néfaste, et il n'est pas exagéré de dire, comme on l'a écrit (1), que la sécurité est la plus indispensable des nécessités après la nourriture et qu'aucun être humain ne peut faire quelque chose sans elle.

On voit combien les décisions prises par les tribunaux, en ces matières, pourront influencer l'intérêt général.

Nous nous excusons de la longueur de cette introduction, mais avant d'entrer, suivant le plan que nous avons esquissé plus haut, dans l'étude des questions pratiques qui ont été soumises aux tribunaux, il nous a paru indispensable d'insister sur les causes et les conséquences de l'instabilité monétaire, source de ces litiges.

(1) STUART MILL — *De l'Utilitarisme* — Chap. V. — Du rapport qui existe entre la justice et l'utilité.

CHAPITRE PREMIER

**Des Conventions dans lesquelles
les espèces à verser pour effectuer le Paiement
ont été évaluées en monnaie étrangère**

SECTION I. — Deux contractants, Français et domiciliés en France, peuvent-ils stipuler que le paiement d'une obligation devra être effectué dans une monnaie étrangère ?

Nous nous plaçons ici devant l'hypothèse suivante : deux contractants de nationalité française peuvent-ils, pour s'assurer contre les fluctuations de l'étalon monétaire national déprécié, évaluer le montant de l'obligation, faisant l'objet de leur convention, en monnaie étrangère circulant au pair de l'or — en dollars, par exemple — ?

Deux questions semblent devoir être examinées : celle de la validité de la convention et celle de son exécution.

Validité de la Convention. — Au point de vue juridique, rien ne nous paraît s'opposer à la validité d'une pareille stipulation. « Une convention spéciale peut imposer au débiteur l'obligation de se libérer en une monnaie étrangère déterminée, quelle qu'elle soit. La convention

est valable, car la monnaie est une marchandise qui peut toujours faire l'objet d'une promesse licite ». (1)

L'article 143 du Code de Commerce est formel « Une lettre de change doit être payée dans la monnaie qu'elle indique ». La validité d'une telle convention étant inattaquable juridiquement, la seule question à résoudre reste celle-ci : si le paiement doit être effectué en France, quelle est la monnaie qui devra être versée ?

Exécution de la Convention. — Deux circonstances différentes doivent être envisagées, suivant que les contractants ont exprimé ou non l'intention formelle de recevoir des espèces étrangères.

a) Dans le premier cas, il paraît hors de doute que, juridiquement, le créancier a le droit d'exiger le versement des espèces étrangères stipulées. Certains auteurs (2) expriment même l'avis que, dans les deux cas, le créancier ne peut recevoir d'autres espèces que celles indiquées sur le titre. Ces auteurs se basent sur ce que le paiement doit avoir pour objet la chose même qui était l'objet de l'obligation (art. 1243. C. Civ.). Si le débiteur remet en paiement à son créancier d'autres espèces que celles qui étaient dues en vertu de l'obligation, il y a, non pas paiement, mais dation en paiement ; or, ce mode de libération ne peut être employé que du consentement du créancier.

A plus forte raison, doit-il en être ainsi, s'il y a eu convention expresse.

La Cour de Cassation a même décidé le 1^{er} août 1921 (3) que, lorsque suivant un usage constant, le fret des marchandises chargées pour Pondichéry est payable d'avance et que, bien qu'évalué en francs, il est payable en roupies, le chargeur est tenu de livrer des roupies et non une traite à vue sur Paris, quelle qu'en soit la valeur.

(1) PLANIOL — *Traité de Droit Civil* — Tome II — 6^e Edition

(2) Nouguier — Tome I — N° 946 ; LYON-CAEN et RENAULT, N° 301.

(3) *Gaz. des Tribunaux* du 3 Septembre 1921.

b) Mais s'il n'y a pas eu convention expresse en faveur de l'emploi de la monnaie stipulée, que doit-on décider ? A première vue, il semble que la personne qui s'est engagée à payer des dollars ou des pesetas devra livrer des dollars ou des pesetas. Mais si nous trouvons quelques jugements rendus en ce sens (1), ils ne forment qu'une minorité et il semble admis par la majorité des auteurs et par la jurisprudence que le débiteur, s'il n'y a pas de convention contraire, a le droit d'imposer au créancier le paiement en monnaies ayant cours en France. (2)

La Cour de Bordeaux a statué en ce sens le 26 janvier 1831 (affaire Dufau c/ Deyme) (3) ; « Attendu, dit l'arrêt, que la succession d'Aug. Dufau doit à la veuve 15.000 piastres, monnaie des Etats-Unis ; que chaque piastre, réduite en francs, a une valeur de 5 fr. 25,... qu'à la vérité, cette valeur peut varier selon le cours du change, mais qu'il existe toujours, entre les deux monnaies, un rapport résultant de leur valeur réelle et qui doit servir de règle pour le débiteur qui, s'étant obligé aux Etats-Unis, veut se libérer en France dans la monnaie française ; que, dès lors, il doit être fait compte à la Vve Dufau de la valeur réelle de la piastre dans l'Etat de la Louisiane. »

Il est, en effet, logique de supposer que le créancier préférera recevoir une monnaie qu'il pourra employer immédiatement ; il nous semble que l'opinion qui soutient que le paiement doit être fait dans la monnaie du contrat, tire, d'une idée juste, des conséquences exagérées. Le débiteur, en opérant lui-même le change de la monnaie, rend, en

(1) Un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine, en date du 26 Août 1920 (*Gaz. du Palais* 1921 — 1 — 382) décide que le fait d'avoir souscrit un billet en monnaie étrangère oblige le souscripteur à s'assurer d'avance le change nécessaire à sa libération en cette monnaie à l'échéance. — Il ajoute qu'aucun texte de loi, aucun usage n'oblige un banquier à recevoir en francs une lettre de change énoncée en monnaie étrangère et, qu'à défaut d'accord, le paiement reste exigible dans la monnaie d'origine.

(2) Voir en ce sens : *Alauzet* N° 1394 — *Boistel* N° 799 — *Massé* N° 611 et *T. N.* N° 2125 ; *Bedarride* N° 484

(3) Arrêt cité dans le *Recueil de Jurisprudence Générale Dalloz*, V° Paiement.

quelque sorte, un service à son créancier. Celui-ci ne peut se trouver lésé puisqu'avec la même somme de francs français il peut racheter, le jour même, la quantité de monnaie étrangère qui lui était due. On ne voit d'ailleurs pas très exactement pour quelle raison le débiteur (si le créancier en manifestait le désir) pourrait faire des difficultés pour verser les espèces prévues au contrat. Le versement de ces espèces ne lui occasionnerait pas, en réalité, un déboursé supérieur à celui auquel l'obligerait sa libération en monnaie du lieu de paiement.

La jurisprudence est généralement d'avis que, sauf conventions contraires, le paiement doit être fait en monnaie ayant cours à l'endroit où il est effectué. Partant de là, de très nombreux jugements (1) décident qu'il est de principe que tout paiement fait en France doit être effectué en monnaies françaises.

Malgré les exceptions que nous avons vues plus haut, on peut dire que, d'une façon générale, notre jurisprudence voit plutôt avec faveur l'emploi de la monnaie nationale, et cette impression se dégage également d'un examen rapide des jurisprudences étrangères. On est donc amené à se demander si nos tribunaux resteraient indifférents à ce que des stipulations expresses, en monnaies étrangères, deviennent courantes entre Français.

Conséquences probables des stipulations en monnaies étrangères. — Certes, il ne nous paraît pas douteux que l'on doive, juridiquement, considérer une stipulation de monnaies étrangères comme une stipulation de marchan-

(1) Voir en ce sens : Cour d'Appel de Rouen, 6 Juillet 1897 — *Journal de Droit Intern. Privé* 1898 — P. 547.
Cour de Paris — 8^e Ch. — 12 Avril 1916 — *Journal de Droit Intern. Privé* 1918 — P. 210.
Cour de Cassation — 11 Juillet 1917 — *Sirey* 1918-19 — 1 — 215.
Trib. Civ. de la Seine — 21 Juillet 1920 — *Gaz. des Tribunaux* 19 Janvier 1921.
Trib. Civ. de Belfort — 5 Novembre 1920 — *Gaz. du Palais* 1921 — Tome I — P. 229 —
Trib. Civ. de la Seine — 15 Juillet 1921 — *Gaz. des Tribunaux* 9 Septembre 1921.

dises et, par conséquent, comme une stipulation valable (1), quelles que soient les lois sur le cours forcé qui aient pu intervenir. Cependant, ne peut-on pas être tenté de voir, dans l'emploi courant de cette clause, une atteinte au cours forcé, aussi grave que celle qui résulte de l'usage de la clause de paiement en or, que nous aurons l'occasion d'étudier plus loin ? N'est-ce pas là une répudiation, par les nationaux, de leur propre monnaie ; répudiation qui peut mettre les Pouvoirs Publics dans de graves embarras.

Au point de vue du cours de nos devises sur les marchés étrangers, cette pratique, devenue courante, serait fort mal interprétée et pourrait avoir de graves conséquences, car ce serait afficher que les nationaux, mieux à même que les étrangers d'apprécier la situation économique du pays, n'ont plus aucune confiance dans la stabilité de leur monnaie.

Un article de M. John Moody, paru dans *The American Magazine* de septembre 1922, et intitulé « *Why I think the stage is set for a reconstructive period of business.* » reflète assez bien l'impression produite, par ces stipulations en monnaies étrangères, sur l'esprit des spectateurs étrangers «Des gens montrent la dépréciation de la monnaie fiduciaire en Europe (en Allemagne, par ex.) et disent : « Un jour ou l'autre, cette grosse bulle crévera, ils seront » forcés de répudier leur papier et alors la casse se produira. » Ces gens semblent ne pas se rendre compte que le numéraire allemand s'est répudié graduellement lui-même. La répudiation ne vient pas en une nuit. Elle s'est déjà produite quand un peuple devient si soupçonneux au sujet de son numéraire national qu'il ne veut plus l'accepter. Cette tendance n'a fait que grandir en Allemagne... ». « Quand j'étais en Autriche, ce procédé de répudiation avait été encore plus loin. Dans toute transaction d'affaire considérable, on employait l'argent étranger... »

(1) Voir dans le même sens : AUBRY et RAU ; V. ed. — IV — 318 — note 9

Nous n'en sommes heureusement pas là, mais il n'en est pas moins certain que de pareilles habitudes seraient probablement très mal interprétées. On se plaint, avec raison, de la spéculation qui sévit sur le marché des changes, mais que serait-ce si, même sur le marché intérieur, on stipulait des livres ou des dollars.

Remarquons, d'ailleurs, que cette habitude de stipuler des monnaies étrangères est beaucoup plus la conséquence que la cause de la dépréciation de la monnaie nationale. Pratiquement, elle est très voisine de la clause « payable en francs-or » que nous étudierons dans notre dernier chapitre, puisque la valeur du franc-or est calculée d'après la valeur du dollar.

Sur quelles bases juridiques pourrait-on établir l'annulation de conventions en monnaies étrangères ? Pourrait-on, comme le propose M. Demogue (1), dire que l'emploi de cette clause constitue un abus du droit et qu'en stipulant, sans motif légitime, une autre monnaie que la monnaie nationale, on accomplit un acte illicite ? La chose nous paraît difficile sans nouveau texte législatif. Le remède à cet état d'esprit du public ne saurait d'ailleurs être un texte de loi que l'on arrive fort souvent à tourner et à rendre inopérant ; l'emploi de ces clauses étant provoqué par une crise de confiance, le meilleur remède serait que les Pouvoirs Publics donnassent, dans la gestion des Finances de l'Etat, l'impression qu'ils ont conscience de la gravité de la situation et qu'ils prennent les mesures nécessaires pour y remédier. La confiance se rétablissant, l'emploi de ces clauses serait abandonné.

Nous pourrions donc conclure que, juridiquement, rien n'empêche, dans un contrat entre Français, d'exprimer dans une monnaie étrangère le montant de l'obligation, mais nous pourrions ajouter que si, spécialement dans les rapports commerciaux, l'emploi des monnaies étrangères

(1) *Journal des Notaires* — Année 1923 — Page 101.

peut s'imposer, et si cette manière de faire est admise implicitement par le *Code de Commerce*, il est cependant, pratiquement, plus prudent de réserver, pour certains cas spéciaux, ce genre de stipulation et de ne pas en faire, dans les conventions, une clause de style.

SECTION II. — Deux contractants, de nationalités différentes, ont stipulé une monnaie étrangère. — Problèmes juridiques qui peuvent être soulevés par un contrat de cette espèce.

Si la question que nous venons d'étudier dans la première section de ce chapitre n'a pas une grande importance pratique, du moins, jusqu'à présent, il en est tout autrement des conventions, concernant les espèces à fournir en paiement, conclues entre personnes de nationalités différentes. Ce sont, d'ailleurs, les seuls paiements en monnaies étrangères que les tribunaux aient eu à apprécier jusqu'ici.

Pour tenter de mettre un peu d'ordre dans une matière que l'on peut envisager sous des aspects divers, nous diviserons les questions à étudier en deux groupes :

Dans le premier, nous examinerons les problèmes soulevés par la détermination de la monnaie à fournir ;

Dans le second, nous supposerons résolu la question de savoir quelle monnaie étrangère a été stipulée, et nous examinerons comment le débiteur pourra valablement payer son créancier étranger.

§ I. — Quelle monnaie devra être fournie ?

a) *Les parties ont exprimé le désir de recevoir une monnaie déterminée.* — Une stipulation est-elle valable ? telle est la première question que doit se poser le juriste mis en présence d'une convention. Si nous supposons que les parties ont désigné, sans aucun doute possible, une mon-

naie déterminée, quelle est la loi qui déterminera la validité de cette stipulation ? Il est de jurisprudence constante que, lorsqu'un contrat est intervenu entre personnes qui n'ont pas la même nationalité, la loi applicable est, en principe, celle du pays dans lequel la convention est intervenue. Si l'une des parties a traité par l'intermédiaire d'un mandataire, la loi qui doit être suivie est celle du lieu où le mandataire s'est acquitté de sa mission. Toutefois, pour tout ce qui concerne l'exécution du contrat, c'est à la loi du lieu de cette exécution qu'on doit se référer. C'est donc la loi du lieu de l'exécution qui régira le mode de paiement.

Si donc la convention est clairement rédigée, si l'on a stipulé, sans aucun doute possible, que le débiteur devrait livrer des couronnes, des florins ou des dollars, il est évident, comme nous l'avons vu en étudiant les stipulations de monnaies étrangères entre Français, que cette convention est valable et doit être exécutée en France en dollars, etc. L'article 143 du *Code de Commerce* est formel, et il nous semble inadmissible de poser comme une règle absolue que le paiement en francs est seul libératoire en France, ainsi que le fait un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine (1). Les jugements condamnant à convertir les monnaies étrangères en francs, au cours du change, semblent laisser supposer qu'une convention contraire eût été valable. (2) Nous avons vu plus haut un jugement (3) se basant uniquement sur l'usage constant pour exiger la livraison d'une monnaie étrangère. Si un usage constant est suffisant, à plus forte raison doit-il en être ainsi d'une convention formelle. Les jurisprudences étrangères envisagent également cette stipulation contraire qu'elles considèrent comme valable.

Une autre question intéressante peut également se po-

(1) Jugement du 18 Février 1921 — *Gaz. des Tribunaux* 1921 — 2 — 479.

(2) Voir par exemple : Cour d'Appel de Rouen, 6 Juillet 1897.

(3) Cassation 1^{re} Août 1921 — *Gaz. des Tribunaux*, 3 Septembre 1921.

ser. Les lois sur le cours forcé des billets de la Banque de France qui, suivant l'interprétation de la jurisprudence, s'opposent à la validité de la clause de paiement en monnaies d'or si le débiteur est un Français, ne peuvent-elles être opposées par le débiteur étranger et ne peut-il, se basant sur ces lois qui sont considérées comme d'ordre public, payer valablement, en francs-papier pris pour leur valeur légale, la somme qu'il devait en pièces d'or ? Cette question, que nous avons citée pour ordre, sera examinée dans le chapitre que nous avons consacré à la question du paiement en or.

b) *Les parties ne paraissent tenir à aucune monnaie spéciale ; quelles espèces devront être fournies ?* — Mais il se peut, et c'est probablement le cas le plus fréquent, que les contractants, en stipulant le prix payable en monnaie étrangère déterminée, aient simplement voulu fixer le montant de leur obligation de la manière qui leur semblait la plus commode, vu leurs habitudes, vu le pays où le contrat était passé, et qu'ils n'aient aucun désir d'être payés dans la monnaie stipulée plutôt que dans une autre.

Donc, dans le doute, faudra-t-il présumer que les contractants ont considéré les espèces indiquées dans l'acte, comme une marchandise dont ils entendaient exiger la livraison en nature, ou faut-il présumer qu'en fixant le prix ils ont simplement voulu fixer la valeur à payer ?

Il nous semble qu'en général la seconde proposition doit être considérée comme exacte, mais alors se pose une question fort importante : Quelles espèces devront être fournies ? Nous y répondrons très brièvement, car nous avons l'intention d'étudier plus à fond certains aspects de cette question dans le chapitre suivant.

Par suite des règles admises en droit international privé que nous avons résumées plus haut, ce sont les lois du lieu où l'obligation doit être exécutée qui régissent les modalités de cette exécution. La valeur à fournir devra

donc consister dans le versement de la monnaie ayant cours légal dans le pays où le paiement doit avoir lieu. En équité, cette solution ne soulève aucune objection ; il est à prévoir que, pour le créancier, ce sont ces espèces qui présenteront le maximum d'utilité, puisqu'il en pourra faire usage immédiatement et sans aucune formalité ennuyeuse pour lui. Cette monnaie du lieu de paiement peut être employée, même si elle consiste en billets de banque ayant cours forcé, c'est-à-dire n'ayant qu'une valeur purement fiduciaire, mais, toutefois, à la condition que ceux-ci soient reçus pour leur valeur réelle (1).

La jurisprudence française décide, dans la plus grande partie de ses jugements, que lorsqu'une dette est payable dans un pays donné, soit par convention, soit parce qu'elle est présumée quérable, elle doit être payée dans la monnaie de ce pays.

Partant de ce principe, le Tribunal Civil de Belfort a jugé (5 nov. 1920) que des travaux faits en France en 1914, par un entrepreneur suisse, sont payables en francs français (2).

Le Tribunal de Commerce de la Seine a également décidé, le 18 mars 1921, que la loi du lieu de paiement détermine en quelles espèces et de quelle manière le paiement doit être fait. (3)

Lorsque la dette consiste en une somme d'argent, le paiement doit donc, à moins de clause contraire, consister dans le versement de la monnaie ayant cours dans le pays où il doit avoir lieu. (4)

(1) Un arrêt de la Cour de Justice de Genève du 10 Janvier 1903 (*Journal de Droit Intern. Privé* — 1905 — P. 744) nous paraît conforme à cette idée de la fixation du prix en une monnaie quelconque, faite simplement pour déterminer la valeur de la marchandise vendue.

Nous y lisons ceci : Un marché conclu en francs doit être exécuté, même en Italie en se basant sur la valeur du franc dans ce pays, car le lieu de paiement ne peut pas changer le prix des marchandises (fixé, en l'espèce, en francs) — Les acheteurs qui ont payé en lire, doivent donc payer, en outre, la différence.

(2) *Gaz. du Palais* — 1921 — 1 — P. 229.

(3) *Gaz. du Palais* — 1922 — 1 — 116.

(4) Trib. Civ. Seine — 15 Juillet 1921 — *Gaz. des Tribunaux* — 9 Septembre 1921.

Nous croyons pouvoir résumer la jurisprudence française sur cette question de la façon suivante :

En principe, tout paiement fait en France, quelle qu'en soit la cause, doit être effectué, non en monnaie étrangère, mais en monnaie française, seule légalement obligatoire.

Il en est surtout ainsi lorsqu'il n'appert pas des circonstances de la cause que les parties aient entendu déroger à cette règle. (1)

Le droit Suisse [C. O. Art. 84], Allemand [B. G. B. Art. 244], Hongrois [Code de Commerce Art. 326] décident que le débiteur d'une dette en monnaie étrangère possède, sauf stipulation contraire des parties, le choix entre le paiement en monnaie étrangère et le paiement en monnaie du lieu de paiement.

Lorsque les parties ont fixé la somme à payer en livres sterling, dit un arrêt de la Cour de Bruxelles du 8 juin 1921 (2), il faut, pour que la convention soit respectée, que le débiteur remette au créancier une somme d'argent qui permette, au moment du paiement, d'acheter le nombre de livres stipulé.

Lorsque le paiement d'une somme d'argent a été stipulé sans indication de la monnaie en laquelle il doit être effectué, il doit l'être à l'aide de la monnaie ayant cours au lieu où l'obligation doit être exécutée. (3)

Ces deux jugements confirment donc la jurisprudence française, et nous pouvons conclure que, sauf convention contraire, une obligation stipulée payable en monnaie étrangère peut être valablement acquittée en monnaie du

(1) En ce sens :

Cour de Paris (8^e Chambre), 12 Avril 1916 — *Journal de Droit Intern. Privé* — 1918 — P. 210.

Trib. Civ. Seine — 21 Juillet 1920 — *Gaz. des Tribunaux* 1921 — 2 — 209.

Trib. Civil Seine — 8 Mars 1922 — *Gaz. du Palais* 1922 — 2 — 412.

Cour de Paris — 29 Janvier 1923 — *Gaz. du Palais*, 16 Juin 1923.

(2) *Journal de Droit Intern. Privé* 1921 — P. 613.

(3) Trib. Suprême Fédéral du Brésil, 22 Mai 1918 — *Journal de Droit Intern. Privé* 1918 — P. 993.

lieu de paiement et que, s'il n'y a pas d'indications suffisantes d'une volonté contraire, c'est cette monnaie du lieu de paiement que les parties sont présumées avoir voulu stipuler.

C'est, d'ailleurs, ce que nous enseigne la doctrine. En matière de prêt, par exemple, MM. Baudry Lacantinerie et Wahl émettent l'opinion que si le lieu du remboursement diffère du lieu du prêt, le remboursement peut se faire en monnaie ayant cours à l'endroit où il est effectué (1).

§ II. — Difficultés soulevées par la conversion des espèces prévues par la convention en monnaie ayant cours dans le pays où le paiement est effectué.

Nous supposons, maintenant, que le créancier et le débiteur soient d'accord sur la monnaie qui doit être versée : ce sera la monnaie du lieu où l'obligation devra être exécutée, c'est-à-dire la monnaie du lieu de paiement.

Si la monnaie du lieu de paiement se trouve être celle qui avait été prévue dans la convention, aucune difficulté ne peut s'élever, et la liquidation de l'opération ne semble guère pouvoir soulever de litige. Mais il en est tout autrement si les deux monnaies sont différentes ; les conditions économiques nées de la guerre soulèvent une question dont la solution a une importance de premier ordre : à quel cours la monnaie stipulée devra-t-elle être convertie en monnaie du lieu de paiement ?

Si nous considérons les fluctuations du cours des changes, leur caractère continu, imprévisible et même, pourrait-on dire, anormal, nous voyons facilement que la fixation du jour de la conversion a une importance pratique énorme, tant pour le débiteur que pour le créancier.

Prenons un exemple : Deux personnes ont stipulé une obligation, une vente, pour un prix payable en France,

(1) Tome 23 — *De la Société, du Prêt, du Mandat.* — Ed. 1907 — P. 445.
Voir également : AUBRY et RAU — *Droit Civil* 5^e Ed. — I — parag. 31 — P. 164.

mais énoncé en pesetas ; si nous supposons que la convention a été conclue en Espagne , sur quel cours peut-on se baser pour convertir les pesetas en francs ? Si la vente a été conclue le 1^{er} janvier 1918, et si le prix était payable le 1^{er} janvier 1922, nous pouvons déjà envisager deux cours différents pour la conversion, celui du 1^{er} janvier 1918, jour où la vente a été conclue, et celui du 1^{er} janvier 1922, jour du paiement. Mais c'est là l'hypothèse la plus simple ; le paiement peut ne pas s'être effectué au jour convenu, ou même le recouvrement du prix peut avoir nécessité une action en justice et nous nous trouvons en présence de trois nouveaux cours qui peuvent être pris comme bases pour opérer la conversion des pesetas en francs. Nous pourrions alors choisir entre le jour de la conclusion du contrat, le jour de l'échéance, le jour de la sommation, le jour du paiement et le jour du jugement.

I. — EXAMEN DE LA JURISPRUDENCE

Il nous semble qu'avant de poursuivre et d'étudier théoriquement cette difficulté, il est indispensable de parcourir les solutions que pratiquement la jurisprudence lui a données.

Parmi les jugements et arrêts qui décident que le cours du change à appliquer doit être celui du jour où l'obligation a été contractée, nous pouvons citer les suivants :

a) *Le cours du change appliqué est celui du jour où l'obligation a été contractée.* — Dans une affaire de dommages-intérêts dus, en cas de retard, par une Compagnie de Chemin de fer, il a été jugé (1) que, si le prix de facture était converti en monnaie étrangère, la Compagnie devait payer le prix converti en francs français au cours du change tel qu'il existait lors de l'expédition et qu'elle n'était pas tenue de calculer le cours du change à une époque postérieure, alors qu'elle n'avait pu prévoir l'élévation du change.

(1) Besançon — 21 Juin 1920 — *Dalloz*, 1921 — 2 — 105

Le Tribunal de Commerce du Havre (1) a décidé, à l'occasion d'un litige soulevé par suite de manquants à l'arrivée d'une cargaison, que c'était au jour où le droit à l'indemnité était né et, par conséquent, au jour où le manquant avait été constaté que l'on devait se placer pour le calcul du change ; les intérêts de droit courant, à partir de ce jour et jusqu'au règlement, au profit du demandeur.

Le Tribunal de Commerce de la Seine a jugé, le 20 novembre 1920 (2), que celui qui a fait, pour le compte d'autrui et en livres sterling, l'avance de surestaries, n'est pas fondé à demander le remboursement de son avance au cours du change de la livre au cours du jour où ce remboursement lui sera fait, mais au cours du jour où il a lui-même fait le paiement.

Le même Tribunal avait décidé, le 26 juin 1920 (3), qu'une Banque, mandataire pour faire rembourser à son client des obligations espagnoles, devait rembourser à son client les pesetas au cours du jour du remboursement obtenu de la Société débitrice.

La Cour de Cassation a rendu, le 27 décembre 1921, un arrêt dans lequel elle décide que, lorsque des sommes sont portées sur un compte courant régulier, c'est au jour de l'inscription que le change relatif à ces sommes doit être calculé, si les parties n'ont pas convenu que le change devrait être apprécié au jour du règlement de compte (4).

Le Tribunal de Paix de Paris (9^e Arrond.) a statué dans le même sens le 6 janv. 1922 (5). Une personne avait adressé, à une Banque de Paris, un chèque à l'encaissement, chèque payable en livres à Londres. Remis à Paris le 17 janvier, il avait été touché à Londres le 21. Le Tribunal a jugé que le mandataire devait convertir les livres en

(1) 7 Juillet 1920. — *Rec. Havre* 1920 — 1 — 174.

(2) *Gaz. des Tribunaux*. — 5 Juin 1921.

(3) *Gaz. du Palais*. — 1921 — 1 146.

(4) *Revue du Droit Bancaire*. — Novembre 1922 — P. 55.

(5) *Gaz. du Palais*. — 1922 — 1 — 585.

francs, non au jour où il avait encaissé le chèque, mais au jour de la reddition de compte, c'est-à-dire au moment de l'inscription au compte du client.

b) *Change du jour de l'échéance de la dette.* — De nombreuses décisions judiciaires prennent, comme base de conversion des monnaies étrangères en monnaies nationales, le jour de l'échéance de la dette.

Le 12 avril 1916, la Cour de Paris décide que le montant d'une dette en principal se trouve fixé, *ipso facto*, dès que cette dette est exigible et que, si cette dette est obligatoire en France, elle ne pourra être fixée qu'en monnaie française ; il suit donc de là que le cours du change du jour de l'exigibilité, c'est-à-dire, en fait, du jour de l'échéance, devra être appliqué (1).

Un autre arrêt de la Cour de Paris du 8 novembre 1919 (2) semble bien admettre que la date devrait être celle de l'échéance de la dette ; mais dans cet arrêt, une autre question était en jeu : celle de savoir si la disposition du décret du 27 septembre 1914, annulant l'exécution au profit des sujets ennemis des obligations pécuniaires contractées antérieurement, permettait de prendre, comme date de conversion, la date de l'échéance (15 janv. 1915) qui se trouvait sous le coup de ce décret.

La Cour fût d'avis que cette disposition suffisait pour que l'exécution de cette obligation soit suspendue, mais que la loi du 24 octobre 1919 ayant eu pour effet de lever, à partir du lendemain 25, la prohibition édictée par le décret du 27 septembre 1914, cette date du 25 octobre 1919 devait désormais servir de base au règlement de la dette.

La date du jour de l'échéance, comme jour de conversion, a été également admise par le Tribunal Civil de la Seine dans un jugement du 11 décembre 1922 rendu en faveur du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie contre le

(1) *Journal de Droit Intern. Privé* 1918 — P. 210

(2) *Journal de Droit Intern. Privé* 1920 — P. 214

département d'Antioquia. Ce dernier fût condamné à payer les coupons échus et le capital des titres amortis de ses emprunts, en or, ou, à défaut, en billets de la Banque de France comptés pour leur valeur au cours du change au jour des échéances des coupons et des amortissements (1).

Plusieurs jugements étrangers ont, également, été rendus dans ce sens.

Nous relevons, par exemple, dans la Jurisprudence Suisse, les décisions suivantes :

La Cour de Justice Civile de Genève décide, le 22 juin 1920, en se basant sur l'article 84 du code Suisse des Obligations, que la conversion de la monnaie étrangère en monnaie nationale doit se faire, non au cours du jour de la mise en demeure du débiteur par le créancier, mais au cours du jour de l'échéance de la dette (2).

Le Tribunal Fédéral (1^{re} Section Civile) juge, le 3 mai 1921, qu'une somme étant échue et payable le 30 septembre 1917, c'est aussi cette date qui — contrairement à l'opinion de l'instance cantonale — doit faire règle pour la conversion des marks en francs suisses et non pas la date, postérieure de 2 ans, de l'introduction de l'action. (3)

Nous pouvons citer encore un jugement du Tribunal Fédéral, en date du 30 janvier 1922 (4).

Dans la jurisprudence italienne, nous trouvons un arrêt rendu par la Cour d'Appel de Milan, le 25 février 1921 (5), arrêt qui semble également poser comme principe que la somme de monnaie nationale à verser doit être calculée d'après le cours du jour de l'échéance.

La jurisprudence anglaise a statué dans le même sens à plusieurs reprises. Nous citerons deux espèces : Dans la

(1) *Gaz. du Palais* — 18 Mars 1923

(2) *Journal de Droit Intern. Privé* — 1921 — P. 281

(3) *Journal Trib. Lausanne* — 30 Novembre 1921 — P. 260

(4) *Journal de Droit Intern. Privé* — 1922 — P. 760

(5) *Journal de Droit Intern. Privé*, 1921 — P. 999.

première (1), un transporteur anglais s'était engagé à livrer à Milan certaines marchandises et n'avait pas rempli son obligation. Le premier juge avait fixé au 10 février 1919 la date à laquelle le contrat eût dû s'exécuter et avait réglé les dommages-intérêts sur la valeur qu'auraient eu, à Milan, les marchandises vendues à cette date. Cette valeur eût été de 48.000 lire, soit, au jour indiqué, 1.155 livres anglaises. Au 30 mars 1920, jour du jugement, le chiffre italien n'équivalait plus qu'à 980 livres et les défendeurs prétendaient se libérer en versant cette somme. Le juge avait décidé que le droit à 1.155 livres était acquis depuis le jour de la rupture du contrat. Le transporteur appela de cette décision, soutenant que son adversaire était dans la même situation en recevant 980 livres en 1920 ou 1.155 un an plus tôt, il touchait toujours 48.000 lire. Le *Court of Appeal* ne se rendit pas à cette raison, et, le 12 juillet 1920, confirma le jugement. « L'argument, fût-il dit, n'était que spécieux et la règle de droit est certaine. Les dommages-intérêts doivent s'apprécier au jour du manquement au contrat et ils ne sauraient être estimés, par un tribunal anglais, qu'en monnaie anglaise. Les dommages acquis à la rupture doivent donc être calculés d'après le taux de change admis à cette date. Peu important les fluctuations ultérieures qui n'ont que des rapports trop éloignés avec la rupture du contrat. Les raisons qui font ne pas tenir compte d'un changement de valeur des marchandises sont les mêmes pour ne pas tenir compte d'un changement dans la valeur de la monnaie qui les figure à l'époque du manquement. »

c) *Cours du jour de l'assignation en justice.* — Le jour de l'assignation en justice a également été choisi comme jour de conversion. Nous pouvons citer quelques décisions judiciaires rendues en ce sens. La Cour de Bruxelles a décidé, le 26 juin 1909, que la réduction d'une

(1) *Journal de Droit Intern. Privé*, 1921 — P. 611.

monnaie étrangère devait s'évaluer au moment où le paiement était réclamé en justice. De même, les tribunaux anglais ont jugé qu'une somme évaluée en francs, et due en 1914 par une Anglaise à un hôtel français et qu'on réclamait en justice seulement en 1919 et devant un tribunal anglais, devait être convertie en livres, non au cours de 25 francs pour une livre, mais au cours de 1919 (1).

La Cour de Paris a également, dans plusieurs espèces, choisi comme taux de conversion le cours du jour de la mise en demeure. (2)

d) *Cours du jour du paiement.* — Enfin, le jour du paiement de la somme due peut également être choisi, et il en a, à maintes reprises, été ainsi. Par exemple, il a été jugé plusieurs fois que, lorsque le paiement a été stipulé en monnaie étrangère, le créancier est bien fondé à réclamer son paiement au cours du change à la date où il est effectué (3). Toutefois, il nous semble important de remarquer que, dans la plupart de ces espèces, le jour de l'échéance et celui du paiement de la dette semblent se confondre. Nous devons ajouter qu'un autre jugement, qui, à la vérité, se base surtout sur le fait que la différence entre la monnaie étrangère et la monnaie française ne peut être exigée du débiteur français que s'il était obligé d'effectuer le paiement en monnaie étrangère au domicile du vendeur étranger, conclut en ces termes : Par suite, le tailleur anglais qui a livré en France et à un Français des vêtements et en a réclamé le prix avant la guerre, en évaluant, lui-même, dans une assignation, en monnaie française au cours de la livre à cette époque (1914), le montant

(1) Cité par la *Revue du Droit Bancaire*. — Novembre 1922 — P. 61.

(2) 31 Octobre 1922 — *Gaz. du Palais*, 12 Décembre 1922.
Gaz. des Tribunaux — 27 Mai 1923.

(3) Lyon, 8 Juin 1920 — *Mon. Jud. Lyon* — 3 Décembre 1920.
Poitiers 18 Octobre 1922 — *Revue du Droit Bancaire* — Janvier 1923 —

P. 116.

Nancy — 25 Juillet 1922 — *Revue du Droit Bancaire* — Mars 1923 —

P. 236.

Paris — 18 Octobre 1922. — *Gaz. du Palais* — 7 Novembre 1922.
Paris — 16 Avril 1923. — *Gaz. du Palais* — 12 Juin 1923.

de sa créance, est mal fondé à prétendre, par voie de conclusions additionnelles, en 1920, obtenir une condamnation plus élevée, suivant le cours de la livre au jour du paiement (1). Toutefois, pour la raison dont nous avons parlé plus haut, il ne semble pas que l'on puisse s'appuyer sur cette décision pour dire que la jurisprudence française ne désignerait pas le jour du paiement comme jour de la conversion ; nous avons vu, au contraire, que de nombreux jugements ont statué en ce sens. Notre jurisprudence a, d'ailleurs, l'exemple de plusieurs décisions de tribunaux étrangers.

La Cour de justice Civile de Genève, se référant à l'art. 768, § 3, du *Code des Obligations*, a décidé, le 13 janvier 1920 que lorsqu'un effet est souscrit à l'étranger, (payable en monnaie étrangère y ayant cours) en cas de poursuites en Suisse, le paiement de cet effet doit y être effectué en monnaie de ce pays, au cours du change à la date du paiement. (2)

La Cour de Bruxelles a conclu également dans le même sens. (3)

La jurisprudence Italienne a décidé que le jour de conversion devait être celui du jour du paiement, mais du paiement réellement effectué. (4)

e) *Cours du jour du jugement.* — En dernier lieu, on peut encore choisir le jour du jugement, c'est ce qu'a fait le Tribunal Commercial d'Anvers le 10 juin 1921. (5)

Il a également été décidé que, lorsqu'un jugement rendu en Allemagne avant la guerre a été, antérieurement à 1914, rendu exécutoire en France et porte une condam-

(1) Trib. Civ. Seine — 21 Juillet 1920 — *Gaz. des Tribunaux* — 19 Janvier 1921

(2) *Journal de Droit Intern. Privé.* — 1920 — P. 279.

(3) *Journal de Droit Intern. Privé.* — 1921 — P. 613.

(4) *Journal de Droit Intern. Privé.* — 1922 — P. 1051.

Egalement en ce sens : Jugement du Trib. de Commerce de Nantes en date du 30 Octobre 1922 — *Revue du Droit Bancaire* — n° 5 — P. 425

(5) *Journal de Droit Intern. Privé.* — 1922 — P. 742.

nation à pension alimentaire en marks, le mark doit être celui d'avant-guerre et non celui actuel. (1)

II. — EXAMEN DE LA QUESTION AU POINT DE VUE THÉORIQUE

Devant toutes ces décisions en sens divers, on est amené à se demander s'il est possible de répondre catégoriquement à la question : A quel cours la monnaie étrangère doit-elle être convertie en monnaie nationale ? Ne serait-il pas préférable de régler, comme semble le faire la jurisprudence, chaque cas spécial suivant l'équité, si les textes ne donnent pas une solution claire et précise de la difficulté.

Il nous semble cependant qu'il n'est pas complètement impossible de donner quelques directives pouvant aider à trancher cette importante question.

Nous croyons que les conventions susceptibles de soulever un litige en matière de change peuvent être divisées en deux groupes. Nous placerons dans le premier groupe les conventions contenant stipulation d'un prix payable lors de la conclusion de l'acte. Dans ce genre de convention, il paraît presque impossible qu'un litige puisse être soulevé, car les deux parties contractantes ont dû se rendre un compte exact de la valeur respective de leurs prestations, qu'elles peuvent évaluer immédiatement dans leurs monnaies nationales respectives. Dans une période où les changes sont uniquement soumis à de très légères fluctuations, et tel était le cas avant 1914 pour les principales monnaies, il semblerait donc logique de se reporter au moment de la conclusion du contrat pour se faire une idée exacte de la valeur de la prestation à laquelle le débiteur a voulu s'obliger (2). Mais lorsque les changes sont soumis à des fluctuations absolument imprévisibles, comme c'est le

(1) Trib. Civ. de Lyon. — 11 Avril 1922 — Mon. Jud. Lyon. — 2 Octobre 1922.

(2) Voir en ce sens l'art. 338 du *Code de Commerce* qui décide que lorsque, dans le contrat d'assurances maritimes, l'évaluation a été faite en monnaie étrangère, on doit convertir cette évaluation en monnaie française suivant le cours à l'époque de la signature de la police.

cas actuellement, si convertir la monnaie étrangère en monnaie nationale au jour de la conclusion du contrat est toujours équitable en ce qui concerne le premier groupe de conventions que nous avons envisagé, (celui des conventions dans lesquelles le prix est réglé séance tenante), ce système devient absolument illogique si on l'applique au second groupe de conventions, celui des conventions à terme.

A notre avis, dans les circonstances économiques actuelles, tout contrat à terme dont le prix doit être, au moment du paiement, converti en une autre monnaie que celle dans laquelle il a été stipulé, prend, par ce fait même, un caractère aléatoire. L'évaluation de la prestation due par le débiteur, bien qu'immédiatement certaine si l'on envisage la monnaie stipulée dans la convention, devient incertaine, comme participant à l'incertitude du cours des changes, si l'on considère la monnaie en laquelle devra être convertie la monnaie stipulée.

Qui est-ce qui devra supporter les conséquences de cette incertitude, de ce caractère aléatoire du contrat ? Remontons aux sources ; pourquoi la convention est-elle aléatoire ? Uniquement parce que le prix en est payable à terme ; or, le terme est présumé stipulé en faveur du débiteur seul ; il est, *a priori*, considéré comme une faveur accordée par le créancier à son débiteur ; il semble donc que la logique exige que le créancier ne souffre pas d'un terme qu'il est supposé avoir accordé par complaisance ; il devra donc toucher l'exakte valeur de la prestation qu'il a fournie ; mais comment estimer cette valeur ?

Supposons, par exemple, un Français ayant vendu à un Américain des Etats-Unis, 5.000 fr. de marchandises au moment où le dollar valait 10 fr. ; l'Américain aurait pu, à cette époque, se libérer en versant 500 dollars, mais son créancier lui avait accordé un an de terme. Si au bout de cette année, par exemple, le dollar vaut 14 fr., l'Américain, devant payer en France et en monnaie française, de-

vra donc déboursier seulement 350 dollars environ, pour payer les 5.000 fr. dûs. Le Français, tout en touchant la valeur légale qui lui est due, ne touchera pas la valeur réelle de sa prestation, car les marchandises ayant haussé par suite de la dépréciation du franc, il n'achètera pas, avec les 5.000 fr. versés, ce qu'il aurait pu obtenir avec 5.000 francs un an plus tôt.

Si nous envisageons l'hypothèse inverse : un Américain ayant vendu à un Français des marchandises payables en dollars ; le commerçant français qui aura vendu les marchandises dès réception sera en perte lorsqu'il devra payer son créancier, car il devra verser plus de francs qu'il n'en a peut-être touchés en vendant la marchandise.

Comment résoudre cette difficulté de façon à ne léser personne et à rendre à chacun ce qui lui est dû ? Peut-on demander aux tribunaux d'apprécier chaque cas en particulier, en pesant les bénéfices ou les pertes que les variations du change auront amené pour chacune des parties et en voyant quel est le solde débiteur ou créateur qui en résulte pour chaque contractant ? Certainement non. Il faudra donc se référer à un cas type et y ramener les cas semblables ; or, l'obligation type doit être l'obligation pure et simple, c'est-à-dire celle qui n'est affectée d'aucune modalité ; le paiement d'une telle obligation devant avoir lieu immédiatement et donnant, par conséquent, la valeur exacte des prestations respectives des parties, même évaluées en monnaies différentes, ne serait-il pas logique, même pour les conventions à terme, d'admettre que la date du paiement, ou, pour être plus exact, de l'échéance, devra être également la date à choisir pour opérer la conversion. Nous adopterions très volontiers la théorie admise par la Cour de Bruxelles dans l'arrêt du 8 juin 1921 (cité plus haut), théorie aboutissant à la conclusion que, lorsque les parties ont fixé la somme à payer en monnaie étrangère (en livres, en l'espèce), il faut, pour que la convention soit respectée, que le débi-

teur remette au créancier une somme d'argent qui permette, au moment du paiement, d'acheter le nombre de livres stipulé. Il paraît, en effet, logique d'admettre que les parties, en demandant un terme ou en acceptant d'en accorder un, ont tenu un compte suffisamment exact des risques auxquels elles s'exposaient.

Si le débiteur paie exactement à l'échéance, cette doctrine ne souffre aucune difficulté d'application ; il paiera valablement en se basant sur le cours du change de ce jour. Mais, que décider s'il paie après l'échéance ; qui devra alors souffrir des variations du cours des devises ?

Quelques exemples feront mieux comprendre le genre de cas que nous voulons envisager :

Une personne doit 500 dollars à un Français ; elle devait payer le 1^{er} septembre. Nous supposons (et, d'ailleurs, nous donnons des chiffres fictifs) que le dollar valait à cette époque, 15 fr., le débiteur aurait donc payé valablement en versant 7.500 fr. Mais il ne paie que 6 mois plus tard, le dollar est revenu à 12 fr. et 500 dollars ne font alors que 6.000 fr. Le créancier français peut-il réclamer les 1.500 fr. formant la différence ?

Autre cas. — Un Français doit 500 fr. à un Anglais. Supposons qu'à l'époque de l'échéance la livre vaille 50 fr., le débiteur, devant payer en Angleterre, se libérera en remettant 10 livres à son créancier ; mais s'il ne paie qu'un an plus tard et que la livre soit, par exemple au cours de 62 fr., il ne devra guère remettre que 8 livres et le créancier touchera donc deux livres de moins.

Esquisse d'une théorie des dommages-intérêts au cas de retard dans le paiement d'une somme énoncée en monnaie étrangère. — Est-il possible d'esquisser une théorie des dommages-intérêts applicable à ces questions de change ? Bien que nous soyons loin d'avoir la prétention d'établir une théorie générale et que nous ne nous cachions pas la difficulté du problème, nous croyons devoir consacrer ici quelques lignes à cette question,

Il nous semble que trois cas principaux peuvent se présenter :

Le retard dans le paiement peut être la conséquence soit d'une faute du créancier, soit d'un cas fortuit ou de force majeure, soit enfin d'une négligence ou d'une faute du débiteur.

Dans le premier cas, il paraît tout à fait conforme à l'équité de décider que la faute du créancier ne saurait préjudicier au débiteur, et que les offres que celui-ci a pu faire en la monnaie du contrat demeureront valables même si le créancier a refusé de les recevoir (1). Mais que décider si, le cours des devises ayant baissé depuis le jour de l'échéance, le débiteur pouvait, par suite du refus du créancier de recevoir ses premières offres, se libérer plus tard à meilleur compte ? Par exemple, un Russe devait cent roubles payables en 1916 ; pour un motif non valable son créancier refuse de les recevoir ; ce débiteur pourrait-il se libérer en 1920 en versant 100 roubles à leur valeur de 1920 ? Il nous semble que le retard fautif du créancier ne devrait pouvoir nuire au débiteur et que celui-ci ne peut pas être obligé à verser, en 1920, la valeur de cent roubles en 1916. On ne pouvait exiger que, le créancier refusant son paiement, le débiteur convertisse en 1916 ses roubles en monnaie étrangère : ce sont des roubles qui étaient dûs et qui restent dûs, quelles que soient les fluctuations de leur valeur.

Une autre circonstance peut encore se présenter : supposons qu'il ait été stipulé dans un contrat de vente que le prix, payable dans une monnaie étrangère, devrait être

(1) Nous devons noter ici que des offres verbales de paiement ne sauraient, en cas de refus du créancier, libérer le débiteur si elles ne sont pas suivies d'offres réelles et de la consignation de la somme.

En ce sens : Arrêt de la Cour de Cass. du 23 Avril 1923 — (*Gaz. des Tribunaux* du Maroc du 23 Août 1923).

C'était également l'opinion de DOMAT :

« Que si le créancier ayant différé de recevoir son paiement, il arrivait un décri des monnaies, avant que le débiteur eût fait des offres réelles au créancier, la perte que pourrait causer le décri des espèces qui seraient encore entre les mains du débiteur tomberaient sur lui, car il en serait demeuré le maître. » (*Lois Civiles* — Livre IV — Des paiements — Tit. I — Sect. II — n° 14).

versé au moment de la délivrance de la marchandise vendue. Si cette délivrance n'est effectuée qu'avec un retard par suite duquel les variations qui se sont produites dans les cours du change ont occasionné à l'acheteur un déboursé plus élevé que s'il avait pu effectuer le paiement à l'époque prévue, le vendeur doit-il supporter la perte que subit l'acheteur du fait de ce retard ? La Cour de Cassation de Turin a rendu, le 4 mars 1922 (1), un arrêt dans le sens de l'affirmative et cette opinion paraît incritiquable.

Si, au lieu d'être le résultat d'une faute du créancier, le retard est imputable à la force majeure, il semble équitable de décider que le débiteur et le créancier devront alors supporter les risques et que, selon les circonstances, l'un ou l'autre bénéficieront des fluctuations du change. C'est ainsi que le décret du 27 septembre 1914, déclarant nulle, jusqu'à nouvel ordre, l'exécution au profit des sujets ennemis des obligations pécuniaires contractées antérieurement, constitue un cas de force majeure. C'est alors le cours des changes à la date du 25 octobre 1919 qui, par suite de la loi du 23 octobre 1919 levant la prohibition édictée par le décret de 1914, servira de base aux règlements. La Cour de Paris l'a décidé avec raison le 8 novembre 1919.

Le moratorium devrait-il pouvoir nuire au créancier ? En équité, il ne nous le semble pas. On ne peut guère le considérer comme un cas de force majeure, puisque le débiteur était libre d'en faire usage ou non. Le créancier devrait donc pouvoir choisir le cours qui lui serait le plus favorable, soit le cours du jour où devait se faire le paiement, soit le cours du jour où il a réellement été fait. Cependant, dans un jugement du 18 février 1921, le Tribunal de Commerce de la Seine a décidé que le change devait être alors calculé au jour où devait se faire le paiement primitif.

(1) *Journal de Droit Intern. Privé* — 1922 — P. 1051

Nous voici maintenant en présence du cas le plus commun : celui où le retard provient soit d'une faute, soit d'une négligence du débiteur.

Tout d'abord, une première question se présente : quand des dommages-intérêts pourront-ils être réclamés ? Il nous paraît indubitable que, sauf convention contraire, une mise en demeure est nécessaire (1) ; le créancier qui s'abstient de mettre son débiteur en demeure paraît naturellement consentir à l'inexécution de l'obligation, et son silence peut faire présumer que ce retard ne lui cause aucun préjudice. Cette solution paraît être conforme à la logique et au texte du Code.

Mais si le débiteur a été mis en demeure, soit, *ipso facto*, par la seule arrivée du terme, si la convention le prévoyait ainsi ; soit, après l'arrivée du terme, par une sommation du créancier ; que devra-t-il payer lorsqu'il s'exécutera ?

Juridiquement, rien ne nous paraît s'opposer à ce que le créancier touche alors, en plus des intérêts moratoires, un supplément d'indemnité pour compenser le préjudice qui, indépendamment de ce retard, a pu lui être causé par les fluctuations du change. Pourrait-on argumenter du fait que l'art. 1153 C. Civ. porte que le préjudice doit être indépendant du retard, alors qu'il est évident que les variations du change n'ont été cause d'un préjudice que par suite de ce retard ? Certainement non, car ce serait alors ôter à cet article toute son importance, puisque le préjudice supposé doit, forcément, venir indirectement du retard et que, d'autre part, les variations du change sont indépendantes du retard, en ce sens que ce n'est pas là la cause qui les a produites. Il existe donc bien, dans ce cas, une cause de préjudice indépendante.

Parmi les législations étrangères, nous pouvons citer, sur cette question, l'art. 1231 du *Code Civ. Italien* dont la

(1) Voir en ce sens un arrêt de la Cour de Paris, rendu le 31 Octobre 1922 — *Gaz. du Palais*, le 12 Décembre 1922.

rédaction est identique à celle de notre article 1153 ; l'art. 221 du *Code Suisse* des obligations qui décide que, lorsque le débiteur est en faute, il est tenu de réparer entièrement le dommage causé au créancier, même lorsque ce dommage est supérieur aux intérêts moratoires ; après avoir fixé les intérêts moratoires ordinaires, l'art. 288 du *Code Civil* Allemand ajoute : « La demande de dommages-intérêts plus étendus n'est pas exclue ».

Mais comment devra être calculée l'indemnité ? Un Français devait toucher 100 livres sterling. Le jour de l'échéance, la livre valait 70 fr., mais lorsque le débiteur se décide à payer sa dette elle ne vaut plus que 60 fr. ; soit donc, pour la dette entière, une différence en moins de cent francs. Les dommages-intérêts compensatoires doivent-ils s'élever également à la somme de cent fr. ? Ce serait la solution la plus simple ; cependant, certains arrêts ne semblent pas l'admettre. Ainsi, un arrêt de la Cour de Justice Civile de Genève, du 18 février 1921, contient la phrase suivante « ...on ne peut admettre, *a priori*, qu'une différence entre le cours du franc français en Suisse à l'échéance et ce même cours au jour du paiement a causé un dommage au créancier français, ni que, s'il y a eu dommage, le préjudice est égal à cette différence..... (1) » — « Pour pouvoir réclamer à titre de dommages-intérêts une somme correspondant à la baisse de la devise étrangère par rapport à la devise suisse depuis le jour de l'échéance, le créancier doit prouver qu'il aurait immédiatement converti en argent suisse le montant de la créance, si le débiteur s'était acquitté à cette date. La dépréciation de l'argent à l'intérieur du pays étranger en question n'entre pas en ligne de compte ». (2)

Cependant, d'autres jugements laissent supposer que, si le débiteur est en demeure, il doit supporter les consé-

(1) *Journal de Droit Intern. Privé*, 1921 — P. 637

(2) Trib. Fédéral (2^e Sect. Civ.) 1^{er} Décembre 1920 — *Journal de Droit Intern. Privé*, 1921 — P. 282

quences des variations du change. Dans un jugement du Tribunal Fédéral, du 2 juin 1921 (1), par exemple, nous lisons ceci : « Le droit Suisse n'est applicable qu'en ce qui concerne la question de savoir si, la dette en argent étranger devant être acquittée en Suisse, le défendeur doit rembourser en outre au demandeur la perte de change qu'il subit depuis la chute du mark. Conformément à sa jurisprudence constante, le défendeur répond d'une dette semblable en tant que conséquence de la demeure. »

Un autre jugement du 3 mai 1921 (2) dit que « d'après l'art. 103 C. O., c'est la défenderesse, débitrice en demeure, qui doit supporter le risque de la chute du mark qui s'est produit dans l'intervalle. »

Le 30 janvier 1922 (3), le Tribunal Fédéral décide que le débiteur, en demeure, d'une dette stipulée en monnaie étrangère, répondant des cas fortuits, est tenu de supporter les fluctuations du change.

La jurisprudence belge semble même ne pas exiger une mise en demeure : « Si le débiteur, en ne payant pas au jour indiqué, voit les variations du change augmenter le nombre de francs nécessaires pour parfaire le paiement stipulé, cela provient d'une faute dont il est lui-même responsable et dont il doit supporter les conséquences. » (4)

Nous nous rallierions volontiers à la solution donnée par la Cour d'Appel de Milan, le 25 février 1921 (5), dans un arrêt décidant que, lorsque dans un contrat, la somme à verser est énoncée en monnaie étrangère, le débiteur qui ne s'est pas acquitté de sa dette au jour voulu n'est pas fondé à exiger que le montant de la somme qu'il devra verser en monnaie nationale soit calculé d'après les cours pratiqués au jour qui avait été fixé pour l'échéance ; au

(1) *Journal de Droit Intern. Privé*, 1921 — P. 1014.

(2) *Journal Trib. Lausanne*, 30 Novembre 1921 — P. 260.

(3) *Journal de Droit Intern. Privé*, 1922 — P. 760.

(4) Cour de Bruxelles — 8 Juin 1921 — *Journal de Droit Intern. Privé* — 1921 — P. 613.

(5) *Journal de Droit Intern. Privé* — 1921 — P. 999.

contraire, le créancier est en droit d'exiger que ce calcul soit fait, soit d'après le cours pratiqué au jour du paiement, soit d'après celui de la date de l'échéance, si celui-ci était plus élevé. Cet arrêt déclare que le débiteur ne saurait soutenir que l'obligation qui lui incombe d'avoir à payer les intérêts moratoires le dispense de celle de payer la différence entre la somme qu'il aurait dû verser au jour de l'échéance et celle, plus élevée — à raison des variations du change — que le créancier lui réclame au jour du paiement. Le montant des intérêts moratoires doit être calculé d'après le montant de la somme capitale qui aurait dû être versée le jour de l'échéance, suivant le cours du change à ce moment.

Nous trouvons que l'article 1153 du *Code Civil* peut être appliqué fort justement en cette circonstance, car il serait inadmissible que le fait que le débiteur se laisse mettre en demeure et ne paye qu'après de longs délais lui procure un bénéfice et mette le créancier doublement en perte.

Jusqu'à présent nous avons envisagé le cas où le débiteur exécute finalement son obligation, mais comment devront être calculés les dommages-intérêts s'il ne l'exécute jamais, s'il y a rupture du contrat ? A quel cours du change devra être évalué le dommage ?

La jurisprudence anglaise paraît fixée dans le sens suivant : lorsqu'une action est engagée pour rupture de contrat ou quasi délit et lorsque le préjudice résulte de circonstances dont on peut déterminer la date, mais doit être évalué en monnaie étrangère, la conversion doit avoir lieu au cours du change en vigueur, non à la date du jugement, mais à la date du préjudice, en un mot à la date de la rupture du contrat (1).

Le Tribunal Fédéral a jugé, le 10 avril 1922 (2), que

(1) Voir en ce sens : Deux jugements cités dans la *Revue du Droit Bancaire* de Novembre 1922 — P. 61.

— Arrêt du Court of Appeal du 12 Juillet 1920 (*Journal de Droit Intern. Privé*, 1921 — P. 611.

(2) *Revue du Droit Bancaire* — N° III — P. 247.

lorsqu'un contrat doit être considéré comme inexistant, ce que le vendeur doit être condamné à rembourser, c'est la valeur dont il s'est trouvé effectivement enrichi à la date du contrat. Date qui est celle que l'on prend pour le cours de conversion s'il s'agit de monnaie étrangère.

Le contractant qui souffre des conséquences « imprévisibles » d'une convention reste-t-il obligé ? — Devant les fluctuations déconcertantes du cours des changes, on est amené à se poser une autre question : Le débiteur d'une dette devenue énorme, si on l'évalue en sa monnaie nationale, pourrait-il conclure de l'article 1150 du *Code Civil* qu'il peut se soustraire, pour partie, à l'exécution de l'obligation qu'il avait contractée ? Devrait-on dire qu'un Français ayant stipulé en 1916, par exemple, des livres ou des dollars et n'ayant pu payer en 1918, année de l'échéance, pouvait prévoir que sa dette en viendrait à tripler et pourrait-on le condamner à verser une somme deux à trois fois plus considérable que celle qu'il pouvait légitimement s'attendre à devoir verser ? Nous touchons là un problème très délicat et en cette matière les tribunaux ne sauraient, selon nous, agir avec trop de circonspection.

Un jugement que nous avons rapporté plus haut (1) paraît en faveur de cette limitation des dommages-intérêts aux dommages prévus. Toutefois, il ne conviendrait pas de tirer de ce jugement une conclusion trop générale. L'action était intentée contre un transporteur à raison d'un retard et, en cette matière, la jurisprudence paraît avoir toujours limité la responsabilité des Compagnies de transport. (2)

(1) Besançon — 21 Juin 1920.

(2) Voir en ce sens : *Dalloz* 1912 — 1 — 123 ; 1915 — 1 — 35 ; 1907 — 1 — 415 ;

Notons ici, pour mémoire, que, dans une matière où la dépréciation de la monnaie légale a amené de graves perturbations, celle des baux à cheptel, la Cour de Cassation a jugé (6 Juin 1921 — *Dalloz* 1921 — 1 — 73) que le fermier a droit à toute la plus-value acquise par le bétail — Elle n'admet pas que l'imprévision par les parties d'une hausse extraordinaire due à la dépréciation monétaire puisse permettre de modifier le contrat.

Un jugement du Tribunal Fédéral dont nous avons déjà parlé (1) ne paraît pas admettre cette limitation des dommages pour le débiteur en demeure. L'acheteur allemand, demandeur, devait être payé en marks ou en francs suisses ; les 14.762 marks (soit 9.760 fr. suisses) devaient lui être payés le 30 septembre 1917. Bien qu'il ait attendu deux ans pour intenter sa demande et que le jugement n'ait été rendu qu'en 1921, alors que le cours du mark, sur les marchés étrangers, était déjà réduit à une valeur infime, la maison suisse, défenderesse, a été condamnée à payer 9.760 fr. suisses et non 14.762 marks. « Le fait d'avoir attendu deux ans pour ouvrir action ne saurait nuire au demandeur, car rien ne permet d'admettre qu'il ait voulu porter préjudice à la défenderesse. » Il s'agissait simplement d'une demande en dommages-intérêts pour une marchandise non livrée. Supposons que les rôles aient été renversés et que le débiteur eût été la maison allemande ; aurait-il été obligé de livrer la somme énorme que représentait déjà en 1921 la valeur en marks de 9.760 fr. suisses ? Nous croyons qu'il faudrait répondre par l'affirmative (2), car ne serait-il pas un peu étrange de dire que le débiteur devra les dommages-intérêts exacts si sa monnaie nationale prend place parmi les devises appréciées, mais qu'il ne les devra plus dans le cas contraire. En ce qui concerne l'application de notre article 1150, il serait donc plus sage, du moins dans la généralité des cas, de préjuger que les parties contractantes ont prévu toutes les conséquences de leurs obligations, surtout s'il s'agissait de conventions conclues depuis 1918.

C'est une solution qui peut paraître dure pour les débiteurs des pays à devises dépréciées, mais la solution contraire aurait certainement pour effet de faire complètement répudier leur monnaie sur le marché international tandis

(1) Rapporté par le *Journal Trib. Lausanne* — 30 Novembre 1921 — P. 260.

(2) Voir d'ailleurs en ce sens : Jugement du Reichsgericht du 24 Mai 1921 — *Journal de Droit Intern. Privé*, 1922 — P. 175.

que la première tend à activer les règlements de position et à empêcher certaines spéculations de débiteurs de mauvaise foi.

Il faudra donc conclure que le débiteur d'une dette stipulée en monnaie étrangère devra fournir une somme suffisante de sa monnaie nationale pour acheter, au cours du jour de l'échéance, la somme de monnaie étrangère stipulée et que, s'il y a retard provenant de la mauvaise volonté ou de la faute du débiteur, celui-ci, à condition d'avoir été mis en demeure, devra répondre du cas fortuit constitué par les fluctuations du cours des changes.

Par conséquent, si les changes ont varié au préjudice du débiteur, on devra décider qu'il devra, malgré cela, prendre le cours du change au jour du paiement effectif (1). S'ils ont varié en sa faveur, le créancier devra recevoir la somme calculée suivant le cours du jour de l'échéance (2). Cela équivaut, d'ailleurs, à appliquer la solution donnée par la Cour d'Appel de Milan, le 25 février 1921, que nous avons rapportée plus haut.

(1) En ce sens : Jugement du 18 Oct. 1922 — *Gaz. du Palais* 1922 — 2 — 483
Arrêt de la Cour de Lyon — 8 Juin 1920 — *Journal de Droit Intern. Privé*, 1922 — P. 997

(2) Tribunal Fédéral, 30 Janvier 1922 — *Journal de Droit Intern. Privé*, 1922 — P. 760

CHAPITRE II

Des Conventions contenant stipulation de plusieurs Monnaies et de celles dans lesquelles la Monnaie stipulée est douteuse.

SECTION I. — Conventions contenant stipulation de plusieurs Monnaies.

Les conventions dans lesquelles le paiement a été stipulé en plusieurs monnaies ne sont, croyons-nous, devenues d'un usage fréquent que depuis la multiplication des valeurs mobilières et sont restées à peu près limitées à ce genre d'obligations. Mais, si l'on parcourt un annuaire quelconque de valeurs mobilières (1), on se rend compte qu'il existe une quantité relativement considérable d'obligations dans lesquelles la valeur du titre, ainsi que celle des coupons, sont exprimées en plusieurs monnaies.

Citons, parmi beaucoup d'autres, les emprunts 1909 et 1912 de la province de Buenos-Ayres libellés en livres sterling, en francs et en pesos-or ; l'emprunt de la Province de Tucuman dont la valeur est exprimée en piastres-or et en francs.

(1) Voir, par exemple, l'*Annuaire des Valeurs admises à la Cote Officielle de la Bourse de Paris*, édité par la Compagnie des Agents de Change, et celui des valeurs inscrites à la cote du marché des Banquiers en Valeurs au Comptant près la Bourse de Paris, édité par le Syndicat des Banquiers en Valeurs au comptant.

Le record, s'il est permis de s'exprimer ainsi, nous a paru appartenir, en cette matière, aux emprunts Bulgares 1896 et 1902; le premier est libellé en florins-or d'Autriche, en marks, en livres et en francs-or; le second, en francs, en roubles, en marks, en couronnes, en florins hollandais et en levas d'or.

Si toutes les monnaies figurant sur les titres circulent au pair, aucune difficulté ne peut s'élever, puisque, quelle que soit la monnaie fournie par la société ou l'Etat débiteurs, c'est la même valeur qu'ils débourseront et que toucheront les obligataires créanciers. Ni débiteurs, ni créanciers, n'ont alors intérêt à être payés ou à payer dans une monnaie plutôt que dans une autre. Mais, vienne une période d'instabilité monétaire et par là-même d'instabilité des changes, le capital du titre et le montant du coupon pourront avoir une valeur considérablement différente suivant qu'on les considérera comme libellés en telle ou telle monnaie : c'est ce qui a lieu actuellement.

Le débiteur a intérêt à payer dans la monnaie la plus dépréciée, tandis que le créancier a, naturellement, intérêt à recevoir les devises les plus appréciées. Cette opposition d'intérêts soulève des litiges inévitables, et pour les résoudre il est indispensable de savoir d'une façon certaine à qui appartient le choix de la monnaie. (1)

La réponse à cette question dépend uniquement de celle que l'on fait à une question préalable qui domine tout le débat : Une obligation rédigée en plusieurs monnaies peut-elle être considérée comme une obligation alternative ou comme une obligation pure et simple ?

(1) Le choix de la monnaie peut également avoir une grande importance pour la perception des droits de Timbre auxquels sont soumis les titres. C'est ainsi que nous pouvions lire dans *l'Economiste Français* du 22 Septembre 1922, l'entre-filet suivant :

« Les titres (Obl. Chemins de Fer Nationaux du Mexique) doivent être timbrés pour participer au règlement proposé par le Gouvernement Mexicain, c'est chose naturelle, mais on nous dit que l'Administration du Timbre calculerait les droits sur le pair du titre en dollars et ceci nous semble une prétention exorbitante. On ne voit pas que la simple raison fiscale justifie le choix de la monnaie la plus chère pour des titres qui circulent en France et dont le capital nominal est exprimé en francs aussi bien qu'en dollars, en pesos ou en livres. »

Si une obligation ainsi conçue doit être considérée comme une obligation alternative, il est évident que, d'après les textes catégoriques du *Code Civil* (Art. 1189 et 1190) le débiteur sera libéré par la délivrance de l'une des monnaies prévues au contrat et que le choix de cette monnaie lui appartiendra puisque, d'après nos textes, le choix appartient au débiteur s'il n'a été expressément réservé au créancier. Il faut donc que la clause réservant le choix au créancier soit clairement énoncée, il ne suffirait pas qu'elle puisse se déduire des circonstances dans lesquelles l'obligation a pu être contractée. Si donc, nous admettons qu'une obligation, du genre de celles qui nous occupe, est une obligation alternative, nous nous voyons forcés, par suite des dispositions formelles de notre Code, de laisser le choix au débiteur, c'est-à-dire que nous devons, sans protester, admettre qu'il puisse se libérer, en certaines circonstances, avec une monnaie ayant pour lui une valeur infime, et n'en ayant guère plus, sinon moins encore, pour son créancier. Est-ce à ce résultat qu'ont pu vouloir aboutir nos lois ?

Pour qu'il y ait obligation alternative, il faut tout au moins que le débiteur (ou le créancier, s'il y a eu convention en ce sens) ait le choix entre deux ou plusieurs choses à donner ou à faire, c'est-à-dire qu'il est nécessaire qu'une telle obligation comporte au moins deux objets. Or, dans l'espèce qui nous intéresse, nous ne pouvons voir qu'un objet : une somme d'argent, une valeur (1). Cette valeur, il a fallu naturellement l'exprimer par sa mesure : la monnaie ; or, comme il s'agit d'obligations destinées à des créanciers étrangers, il est absolument normal que l'on ait, pour donner plus de commodités à ces créanciers, écrit l'évaluation de cette valeur en leurs monnaies nationales respectives. Par exemple, s'il s'agit de titres destinés aux

(1) Dans le jugement et l'arrêt rendus dans l'affaire de « La Baloise » et dont nous parlons plus loin (Page 70) le Tribunal et la Cour ont décidé, en ce sens, qu'il y avait obligation non alternative mais unique, l'alternative ne portant que sur le lieu et la monnaie, mais non sur l'objet du paiement.

marchés français et anglais, mais émis par l'Etat Argentin, le titre sera libellé en pesos-or, en francs et en livres. Dans tout contrat, il faut, pour en bien juger, remonter autant que possible aux sources et voir quelles ont pu être les intentions des contractants. Si le débiteur (l'Etat débiteur, dans l'exemple que nous venons de choisir) avait voulu créer autre chose qu'une obligation pure et simple, il l'eût fait probablement pour sauvegarder ses intérêts. Aurait-il eu, alors, la négligence de laisser dans une telle imprécision la rédaction du contrat ? Il semble, au contraire, que s'il avait entendu profiter de la différence de valeur qui pouvait survenir entre les monnaies stipulées, il eût pris toutes ses précautions pour pouvoir, le moment venu, profiter de cette différence de valeur sans que ses créanciers eussent la faculté de lui intenter une action avec quelque chance de succès. Rappelons-nous que les obligations dont nous nous occupons sont rédigées par des personnes (Etats ou sociétés) qui ont besoin de fonds et qui, par conséquent, sont les premières intéressées au succès de leur appel au crédit. Il est donc logique qu'elles donnent toutes facilités à leurs prêteurs éventuels ; or il faut, avant tout, que les conditions du contrat puissent être parfaitement comprises de ces prêteurs, et pour cela le mieux est de traduire en leurs langues, non seulement les mots, mais, si nous pouvons nous exprimer ainsi, les valeurs. Supposons qu'une société japonaise veuille, pour une raison quelconque, émettre un emprunt en France ; si elle intitule ses titres : « Obligations de 200 yens-or, productrices d'un intérêt annuel de 10 yens-or » il y a peu de chances pour qu'elle trouve beaucoup de prêteurs, et, cependant, elle a traduit exactement en mots français les mots japonais, mais ceux-ci, même francisés, n'éveillent que des idées très vagues chez la plupart des lecteurs. Si, au contraire, la société japonaise prend la peine de traduire, non seulement les mots japonais en mots français, mais les valeurs japonaises en valeurs françaises, il y a beaucoup plus de chances pour

que ses obligations trouvent des acheteurs ; car, alors, nous pourrions lire sur les titres : « Obligations de 200 yens-or ou 516 francs-or, productrices d'un intérêt annuel de 10 yens-or ou 25 francs-or 80. » ce qui éveillera dans notre esprit des idées beaucoup plus nettes sur la valeur du placement offert à notre épargne.

Nos attachés commerciaux à l'étranger s'appuient sur ces données de ce que nous pourrions appeler la « psychologie commerciale », lorsqu'ils s'efforcent d'obtenir de nos exportateurs, des catalogues, non seulement rédigés dans la langue des pays auxquels ils sont destinés, mais indiquant également les prix dans la monnaie de ces pays.

C'est encore à ce même principe qu'obéissent les éditeurs-cartographes, lorsque, sur les cartes qui leur paraissent destinées à l'étranger, ils impriment en plusieurs langues la traduction des signes géographiques conventionnels et qu'ils donnent différentes échelles d'évaluation des distances, en les graduant, par exemple, en kilomètres, en milles anglais, en milles géographiques allemands, en lieues portugaises, etc.

Tout ceci appuie indirectement l'opinion que, lorsque nous nous trouvons en présence d'une obligation où la valeur est exprimée en plusieurs monnaies, il n'y a pas une obligation alternative, il n'y a qu'un seul objet, la valeur promise ; si la valeur exprimée par certains des mots employés a varié dans le pays où l'on fait usage de ces mots, on doit, pour savoir quel objet est exactement dû, l'apprécier non d'après les mesures qui ont pu varier, mais d'après celles qui sont restées les mêmes qu'au moment où l'obligation s'est formée.

L'objet étant unique, quelles que soient les évaluations en termes divers dont on a pu le faire suivre, il ne peut donc y avoir d'obligation alternative. C'est, semble-t-il, en s'appuyant sur cette idée qu'il a pu être jugé que l'appréciation en argent d'une rente foncière en grains ne constitue pas une obligation alternative que le débiteur

puisse acquitter soit en argent, soit en grains (1). « Considérant, dit le jugement, que si l'acte porte : ladite rente appréciée entre les parties à raison de 25 liv. le septier dont le franchissement se pourra faire au denier vingt » on ne peut induire de ces mots, qui ont pu avoir pour objet une appréciation relative à la perception du droit d'enregistrement, que les parties aient eu l'intention de créer une obligation alternative de payer la rente soit en grains, soit en numéraire, à raison de 25 liv. le septier ; qu'une obligation alternative ne se présument pas doit être clairement stipulée et que l'acte du 25 janvier n'en contient pas. »

Mais, pourrait-on objecter, si le texte des conventions dont nous nous occupons ne nous dit pas catégoriquement que les parties ont entendu stipuler une obligation alternative, il ne nous dit pas non plus, d'une façon certaine, qu'elles n'ont pas entendu conclure une convention de ce genre ; or, l'art. 1162 du *Code Civil* nous dit que, dans les cas douteux, la convention doit s'interpréter contre celui qui a stipulé et en faveur de celui qui a contracté l'obligation. De ce texte, il devrait donc résulter que, sauf naturellement conventions contraires, nous devrions considérer l'obligation où la somme à payer est énoncée en monnaies diverses, comme une obligation alternative tant que les sommes à fournir seraient équivalentes et comme une obligation pure et simple dès qu'elles ne le seraient plus. En effet, une obligation n'est plus alternative lorsque les objets qui y sont envisagés n'ont plus la même valeur, celui qui a contracté l'obligation n'est plus alors débiteur que de l'objet ayant la moindre valeur (2). Logiquement, nous serions donc amenés à décider que non seulement le débiteur a, dans les cas douteux, le droit de payer dans la monnaie la plus dépréciée, mais que s'il a fourni une

(1) Rennes, 6 Août 1813 — *Juris. Gén. Dalloz* — V^o Obligations, N^o 1316.

(2) DEMOLOMBE, Tome 26 — N^o 5 ; — BAUDRY LACANTINERIE et BARDE, Tome II, N^o 1043

monnaie de plus grande valeur et par conséquent une somme plus forte, il a payé l'indû et peut agir en conséquence.

Durant la deuxième moitié du xix^e siècle, on eût très souvent tendance à considérer le créancier comme un personnage omnipotent devant lequel le débiteur restait faible et désarmé. Nous n'avons pas ici à discuter le bien-fondé de cette opinion, mais il nous paraît, en tout cas, évident que, même en admettant que cette infériorité du débiteur soit la règle générale, elle comporte, du moins, beaucoup d'exceptions.

Dans nombre de cas, la jurisprudence, dont le principal rôle doit être de faire respecter l'équité, devra donc mettre tous ses soins à protéger le créancier contre le débiteur et à empêcher ce dernier de s'abriter avantageusement derrière l'ambiguïté des termes de la convention.

Voilà, par exemple, une société puissante, un Etat étranger qui ont besoin de capitaux. Cette société va-t-elle appeler, par voie d'annonces ou autrement, les personnes ayant des fonds disponibles et va-t-elle discuter de gré à gré avec chacune d'elles les conditions auxquelles elle voudra lui confier ses capitaux disponibles ? Une telle façon de faire serait impraticable. La société va, tout simplement, faire étudier par ses experts l'état du marché des capitaux ; elle s'entremettra avec quelques grosses maisons de banque qui, après avoir étudié l'opération et posé leurs conditions, établiront elles-mêmes, et sans qu'il y ait de discussion possible de la part des prêteurs individuels futurs, le contrat qui liera la société avec ces prêteurs éventuels. Ensuite, des intermédiaires qui n'auront aucun pouvoir pour amender telle ou telle clause feront passer ces titres, ces contrats de prêt dans le public. Peut-on dire qu'en cette circonstance, c'est le créancier qui a fait la loi du contrat ? Ce serait insoutenable. Souvent, même, le prêteur n'a pas lu les clauses de l'acte, qui sont peut-être d'ailleurs à double sens et dont la véritable signification

peut exiger, pour être découverte, de sérieuses connaissances juridiques ; l'acheteur n'a pas lu les statuts de la société, dont le titre lui-même ne porte souvent qu'un très court extrait ; en un mot, l'acheteur a vu beaucoup plus le rendement immédiat de son achat et la personnalité du banquier qui le lui a fait prendre, que le titre lui-même. Ce n'est pas ici le lieu d'établir les responsabilités des établissements de Crédit dans la vente à l'épargne nationale de titres étrangers et telle n'est pas, d'ailleurs, notre intention, nous avons simplement voulu montrer que, dans le cas présent, la présomption de l'art. 1162 porte complètement à faux et que la présomption inverse aurait beaucoup plus de chances d'être juste.

Volontiers, nous émettrions l'avis que, lorsqu'une clause imprimée soulève un doute dans son interprétation, le doute devrait être interprété contre le rédacteur de cette clause. Il est permis de supposer que ce doute est plutôt le résultat d'une réticence voulue. Si une clause manuscrite n'est pas très claire, on peut toujours supposer que le rédacteur a été pressé par l'heure, qu'il n'a pas eu le temps de peser ses termes ; au contraire, une clause imprimée doit, par suite des corrections d'épreuves, être relue plusieurs fois ; de plus, on ne fait imprimer que des contrats très importants et portant sur un nombre considérable d'exemplaires, double raison pour donner toute son attention à ce que l'on rédige.

En matière d'assurances, il a été jugé que le doute qui s'élève sur l'interprétation d'une clause imprimée doit s'interpréter contre la compagnie rédactrice de la police. C'est ce que décide un jugement du Tribunal de Paix de Paris (3^e Arr.) du 14 janvier 1897 (1). « Attendu, dit le jugement, que cet article est imprimé ; qu'il a été rédigé par la compagnie et qu'en admettant qu'un doute puisse s'élever sur sa portée, le doute devrait s'interpréter contre la compagnie. »

(1) *Dalloz* — 99 — 2 — 246

Encore en matière d'assurances, un arrêt de la Cour de Paris (1) exprime l'avis « qu'à supposer que la déclaration contenue dans la police d'assurance présentât quelque ambiguïté, l'obscurité de la déclaration devrait tourner à la charge de la compagnie qui l'a reçue et rédigée et que la compagnie d'assurances a à s'imputer de n'avoir pas spécifié d'une manière plus claire la déclaration par suite de laquelle la déchéance dont elle excipe aurait dû être encourue. »

La Cour de Paris, en mai 1923 (2), a tourné, peut-être sans intention, la difficulté, en considérant, dans un contrat d'Assurance-Vie, que celui qui contractait l'obligation était l'assuré et que l'assureur était le stipulant :

« Considérant, dit l'arrêt, qu'il résulte des clauses de la police qui ne présentent pas d'ambiguïté et qui, au surplus, en cas de doute, devraient s'interpréter contre la compagnie stipulante..... »

Si l'on doit ainsi interpréter un contrat d'assurance, convention dans laquelle l'assuré a, dans une certaine mesure et s'il possède les connaissances juridiques nécessaires, la faculté de faire modifier ou annuler certaines clauses imprimées et d'en faire ajouter de manuscrites plus à sa convenance, l'agent avec lequel il discute ayant souvent, même sans en référer au siège de la compagnie, les pouvoirs nécessaires pour opérer ces modifications, à plus forte raison devrait-on donner la même interprétation du contrat de prêt contracté par un Etat ou une société avec un simple particulier. Dans ce genre de contrat, aucune discussion n'est possible, l'intermédiaire, le banquier qui prête ses guichets pour le placement de ces titres n'a aucun pouvoir pour modifier les clauses du contrat, les explications bénévoles ou intéressées qu'il peut donner à l'acheteur ne l'engagent à rien, à plus forte raison n'engagent-elles pas l'emprunteur.

(1) 1^{er} Août 1844 — Dalloz 45 — 2 — 7.

(2) *Gaz. des Tribunaux* du 27 Mai,

On pourrait objecter que personne n'est obligé d'acheter ces titres et qu'il n'est par conséquent aucunement contraire à l'équité que les conséquences d'une clause douteuse soient supportées par le prêteur. Nous pourrions répondre que personne n'est également obligé de contracter une assurance et que, si l'on interprète contre la compagnie les clauses douteuses d'une police d'assurance, aucune raison ne peut empêcher d'interpréter contre la société ou l'Etat débiteurs, mais qui en réalité ont fait la loi du contrat, les clauses douteuses que ce contrat peut contenir.

Le Tribunal Civil de la Seine, dans le jugement qu'il a rendu dans l'affaire du Banco el Hogar Argentino (1), a repoussé, à bon droit selon nous, les prétentions du Banco qui s'appuyait principalement sur le fait que la convention, objet du litige, était une obligation alternative. Voici en quelques mots sur quoi roulait le procès : Les prospectus émis par le Banco el Hogar Argentino pour offrir à l'épargne française ses obligations $4\frac{1}{2}$ et 5 % en précisait ainsi le capital : « 100 pesos-or ou 500 francs » et l'intérêt annuel : « pesos-or 4,50 ou 22 fr. 50 pour les obligations $4\frac{1}{2}$ % et pesos-or 5 ou 25 fr. pour les obligations 5 %. » Le prospectus de 1911 spécifiait tant le paiement des arrérages que le remboursement du capital à Paris en francs et à Buenos-Ayres en pesos. Le Banco avait fait le service financier de ses obligations à Buenos-Ayres en pesos et à Paris en francs, jusqu'à la décision prise de rembourser à 500 fr. toutes les obligations. Le Tribunal fût d'avis, qu'en la circonstance, l'alternative n'existait que sur le lieu et la monnaie du paiement, mais que l'objet restait le même « 100 pesos-or ». Il observait que, même si l'article 1190 avait été applicable, cet article, en remettant au débiteur le choix de l'alternative, n'est qu'interprétatif de la volonté des parties, de sorte que, même si son application

(1) 16 Novembre 1921 — *Droit Financier*, N° de Janvier 1922, P. 40.

en droit était possible, il devrait cependant être écarté si cette volonté paraissait différente.

Le Tribunal concluait que le mot franc, employé dans les obligations, était une faveur offerte à l'épargne française au cas de baisse du peso et qu'il serait incompréhensible que cette faveur puisse aujourd'hui se retourner contre les porteurs français.

Dans un autre litige, la question de l'alternative a été également repoussée par le débiteur lui-même. Le Gouvernement de la Province de Buenos-Ayres avait émis sur le marché français plusieurs séries d'obligations. Par exemple un emprunt, autorisé par la loi du 22 novembre 1910, était libellé en pesos-or et en francs et sur les coupons était inscrite la valeur nominale de chaque coupon, à savoir : « fr. 11,25 ou pesos-or 2,25 », payables le 25 mai et le 25 novembre aux guichets des banques désignées sur le titre, au dos de chaque coupon, à savoir : en République Argentine, la Banque de la Province de Buenos-Ayres, et à Paris, à Bruxelles et à Genève, la Banque de Paris et des Pays-Bas, etc... Le Gouvernement de la Province de Buenos-Ayres refusant de faire le service de cet emprunt en pesos-or, les porteurs français l'assignèrent. La question pouvait, en un mot, être ramenée aux termes suivants : La Province était-elle ou n'était-elle pas obligée d'effectuer en pesos-or le service des intérêts et de l'amortissement des coupons et titres appelés au remboursement, présentés aux guichets de la Banque de la Province de Buenos-Ayres ? Bien que l'affaire eût légèrement traîné en longueur, les Tribunaux Argentins n'eurent pas le temps de faire connaître leur avis, car le 26 avril 1923, un décret du Gouvernement de la Province de Buenos-Ayres rétablissait le service de cet emprunt, en pesos-or, à Buenos-Ayres, quelle que soit la nationalité des porteurs. La traduction de ce décret nous a été aimablement communiquée par « l'Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières » ; l'exposé des motifs s'étend d'abord longuement sur la légalité des

conditions dans lesquelles ont été déterminées les monnaies et lieux de paiement portés sur les conventions relatives à cet emprunt et sur les titres. Puis, venant à la discussion juridique, l'exposé pose les conclusions suivantes :

« Que c'est un principe général de droit que, sur les titres au porteur, les obligations de payer, établies à la charge des émetteurs, doivent être clairement exprimées (art. 744 du *Code de Commerce*). »

« Que, d'autre part, le simple fait que des titres au porteur sont émis dans le public donne droit aux porteurs ou aux endosseurs de réclamer le paiement de la somme consignée ou le bénéfice des avantages exprimés sur les dits titres ».

« Que si le paiement des obligations..... a été stipulé indistinctement en or et en francs, suivant le lieu dans lequel est demandée l'exécution du service des intérêts et de l'amortissement, il ne peut en aucune manière être apporté de modification à l'interprétation de cette clause et que son accomplissement ne peut être subordonné à des raisons de convenances, tenant compte d'avantages éventuels, fait qui serait une preuve de mauvaise foi et affecterait le crédit de la Province de Buenos-Ayres. »

« Que les obligations inhérentes au paiement, quant au lieu et en la nature de la monnaie, ne sont pas proprement de caractère alternatif, lequel pourrait favoriser la province débitrice, d'après les dispositions de l'art. 637 du *Code Civil*, dès que les lieux de paiement et la monnaie ne sont pas fixés sous forme disjonctive, c'est-à-dire à Paris en francs ou en République Argentine en pesos-or, mais, au contraire, il a été prévu conjointement ici et là tant de francs à Paris et tant de pesos-or en République Argentine contre la présentation des coupons et titres respectifs. »

« Que la jurisprudence administrative et judiciaire de la nation et de la province s'est orientée dans le sens qu'indiquent les considérants précités comme le prouve.....

l'arrêt prononcé, le 10 juin 1921, par la Cour d'Appel du Département Judiciaire de la capitale dans le procès intenté par Don Pedro A. Benvenuto contre la province de Buenos-Aires. »

La règle posée par notre article 1134 C. Civ. « Les conventions doivent être exécutées de bonne foi » est une règle de bon sens qui s'impose à toutes les législations et qui nous paraît devoir dominer tout ce débat. N'est-il pas contraire à l'équité que le débiteur puisse se libérer envers son créancier en rendant la moitié ou le tiers de ce qu'il a reçu et quelquefois moins encore. Ne parlait-on pas, en mars dernier, de l'invraisemblable prétention, émise par le contrôleur fédéral de la province de San Juan, de rembourser un des emprunts de cette province en marks papiers. Or, d'après les renseignements que nous avons recueillis, cet emprunt n'était pas libellé en marks, et le contrôleur s'appuyait simplement sur ce fait que les banquiers souscripteurs de l'emprunt avaient l'intention, prouvée par leur correspondance, de placer en Allemagne une partie de cet emprunt, si les marchés français et anglais ne suffisaient pas à l'absorber. Ainsi, le mot mark ne figure pas sur le titre et c'est en s'appuyant uniquement sur ce que la correspondance susdite donne au titre la valeur de 400 marks, de 20 livres ou de 500 francs, que l'on veut rembourser en marks-papier des titres libellés en livres et en francs ; il y a là mauvaise foi manifeste. Mais, même si nous supposons que le mot mark figure sur le titre, serait-il admissible que, légalement, le débiteur puisse rembourser par quelques liards la valeur reçue, soit 500 francs-or ou 400 marks-or ?

On pourrait objecter que, dans les pays qui sont sous le régime du cours forcé, il arrive tous les jours que des emprunts qui ont été effectués avant la dépréciation de la monnaie sont remboursés ensuite en monnaie dépréciée ; mais, dans ce cas, la question n'est pas la même au point de vue juridique, bien que, pour le créancier, le résultat

soit identique. Nous verrons dans un chapitre ultérieur que le Français qui a emprunté 1.000 francs en 1910 à un de ses compatriotes et qui touche, en 1924, un billet de mille francs ne peut pas, juridiquement, se plaindre, car nos lois se basent sur la valeur nominale des espèces et non sur leur valeur réelle. — Valeur réelle que le législateur estime dangereux d'apprécier. — Mais si ce même Français a souscrit un titre de rente étranger, la situation n'est plus la même ; il a droit à une valeur réelle, par exemple à 500 pesos-or ; il serait inadmissible que l'énonciation de cette valeur réelle dans la monnaie nationale du créancier, faite pour faciliter ses calculs, put un jour se retourner contre lui.

L'équité nous paraît d'ailleurs exiger que, pour apprécier une convention chiffrée en plusieurs monnaies, on se réfère non pas à la monnaie qui a pu varier, mais à celle qui est restée stable, qui a conservé la même valeur qu'au moment où l'obligation a été stipulée. Il faut examiner si le créancier exige de son débiteur la valeur que celui-ci pouvait s'attendre à déboursier au moment où le contrat a été conclu ; comme dans la plupart des obligations stipulées en plusieurs monnaies, la monnaie fondamentale est celle du pays même du débiteur, celui-ci ne semble guère avoir, en stricte justice, le droit de se plaindre qu'on lui réclame la somme qui représente à la fois les valeurs nominales et réelles qu'il s'était engagé à fournir.

SECTION II. — Conventions dans lesquelles la monnaie stipulée est douteuse.

Une autre difficulté, pour déterminer la monnaie qui doit être fournie en paiement, vient de ce que le même mot peut désigner des monnaies de valeurs très différentes. Citons, par exemple, le mot « franc » qui désigne à la fois l'étalon monétaire français, belge et suisse. Tant que ces

monnaies circulent au pair de l'or, la question n'a pas une grande importance, puisqu'elles ont à la fois la même valeur nominale et la même valeur réelle ; mais si, comme c'est actuellement le cas par suite du cours forcé, elles ne sont plus convertibles en or, les billets qui les représentent peuvent voir leur valeur réelle tomber bien au-dessous de leur valeur nominale, ce qui rend très désirable pour le créancier d'être payé avec les francs les plus appréciés. Certaines monnaies portant la même dénomination ont, d'ailleurs, une valeur nominale très différente, ce qui, même en temps normal, donne un intérêt énorme à la question de savoir quelle monnaie les parties ont entendu stipuler. Prenons par exemple le mot « piastre » : en Chine, il désigne 5 fr. 38 ; au Maroc, 5 fr. ; en Egypte, 0 fr. 25. Le mot « peso » représente une valeur de 5 fr. 38 en Uruguay ; de 5 fr. dans la République Argentine et le Guatemala ; de 2 fr. 58 au Mexique et aux Iles Philippines ; de 1 fr. 89 au Chili. Nous pourrions multiplier ces exemples ; mais les chiffres que nous avons donnés montrent, qu'en tout temps, il y a le plus grand intérêt à pouvoir déterminer exactement quelle est la monnaie du contrat.

Notons, en passant, que cette difficulté d'interprétation ne peut guère se présenter pour les conventions conclues par des personnes de même nationalité dans leur propre pays. Deux Français contractent en France une obligation quelconque, par exemple, un contrat de prêt ; il est évident que si le montant de ce prêt est évalué en francs, il ne sera pas douteux, sauf convention contraire formelle, qu'il n'a pu être question que de francs français. Mais si nous supposons un contrat passé entre un Français et un Suisse, ou encore une société étrangère ayant émis des obligations dont le capital et les intérêts, énoncés en francs, sont stipulés remboursables et payables à Paris, Bruxelles et Genève, comment savoir en quelle monnaie les contractants ont entendu stipuler ? Comment résoudre la question : quelle est la monnaie du contrat ?

EST-IL POSSIBLE DE DÉTERMINER D'UNE FAÇON CERTAINE
LE LIEU DE L'EXÉCUTION D'UNE CONVENTION CONCLUE
ENTRE PERSONNES DE NATIONALITÉS DIFFÉRENTES
ET, PAR LA-MÊME, LA LOI QUI DOIT LA RÉGIR ?

D'après une règle universellement admise en Droit International Privé, pour tout ce qui concerne l'exécution d'un contrat conclu par des personnes qui n'ont pas la même nationalité, c'est à la loi du lieu de cette exécution qu'il convient de se référer ; il en sera ainsi, par exemple, pour les règles qui sont relatives à la délivrance et à la réception de l'objet dû, au mode de paiement, aux offres réelles, etc. Par conséquent, si le lieu de paiement a été arrêté dans le contrat et que la monnaie stipulée (franc, par ex.) se trouve être employée dans ce lieu, on présumera que le prix a été fixé en se basant sur cette monnaie et que ce sont les francs en usage au lieu où le contrat doit être exécuté que les parties ont entendu stipuler. Ce principe de Droit International est d'ailleurs reconnu par plusieurs textes, en particulier par l'Art. 84 du *Code Suisse des Obligations*.

Nous avons envisagé la situation la plus simple, celle où le lieu de paiement est prévu au contrat. Mais si le lieu de paiement n'a pas été arrêté dans le contrat, sur quoi baser la présomption du lieu de paiement, comment la baser sur un fondement solide ? Devra-t-on attribuer compétence à la loi du domicile du débiteur ou à celle du domicile du créancier ? Certes, en cas de litige, l'instance doit être engagée au domicile du débiteur ; mais, d'autre part, celui-ci a le droit de payer son créancier à son domicile, donc pourquoi ne pas préférer la loi du domicile de ce créancier ?

Plusieurs lieux de paiement peuvent également avoir été prévus : quelle monnaie devra alors être employée, si l'expression employée dans la convention ne représente pas la même valeur dans les divers endroits prévus pour son exécution ?

On ne peut guère répondre à ces questions qu'en se reportant aux diverses circonstances de l'espèce (1). Toutefois, en parcourant la jurisprudence que ces diverses questions ont pu provoquer, il nous sera peut-être possible de donner quelques directives pratiques.

a) *Le contrat prévoit le lieu où la convention doit être exécutée.* — Quand le contrat prévoit le lieu où l'obligation doit être exécutée et que les espèces stipulées sont douteuses, nous croyons que cette connaissance formelle du lieu de l'exécution doit lever tous les doutes relativement à la monnaie qui doit être employée : sauf convention contraire, ce sera donc la monnaie légale du lieu expressément ou implicitement désigné par le titre de l'obligation que le débiteur devra employer (2).

Divers jugements montrent la prépondérance donnée par la jurisprudence, en cas de doute, à la monnaie du lieu de paiement.

Deux jugements ont été rendus en ce sens par le Tribunal Civil de la Seine, l'un par la 5^e Chambre, le 8 mars 1922, l'autre par la 2^e Chambre le 14 juin de la même année. Les deux espèces avaient beaucoup de points communs. Dans la seconde, il s'agissait d'un prêt consenti par la Banque Foncière du Jura, dont le siège est à Bâle, et il avait été stipulé que les versements des débiteurs seraient effectués à Bâle, en bonnes espèces d'or ou d'argent ayant cours légal en France ou en Suisse... Dans la première, le litige provenait (3) également d'un prêt consenti par une Banque Suisse à un Français ; le contrat contenait la clause suivante : « Les débiteurs promettent, en outre, solidairement... de faire tous les versements dans les bureaux de l'établissement créancier, sans frais pour lui, en bonnes espèces de monnaies d'or et d'argent ayant cours légal en

(1) VALÉRY — *Manuel de Droit Intern. Privé*, 1914 — P. 1002

(2) Voir en ce sens : BAUDRY LACANTINERIE et WAHL — Tome 23 — (Ed. 1907) P. 445.

(3) *Journal de Droit Intern. Privé*, 1922 — P. 999.

France et en Suisse. » Dans cette première espèce, les débiteurs furent condamnés à effectuer leurs paiements en francs suisses, « seule monnaie libératoire à l'égard du créancier » et à verser la somme due, en billets français, mais pour leur valeur au cours du change en Suisse « comme l'imposeraient d'ailleurs, à défaut de convention expresse, les règles communément admises en droit international privé, règles suivant lesquelles le paiement doit être fait en monnaie ayant cours légal au lieu fixé pour l'exécution de l'obligation ». Dans la seconde espèce, au contraire, le paiement de la dette ayant dû se faire en France « contrairement, sans doute, aux stipulations de l'emprunt, mais à raison d'une circonstance que les parties n'avaient pas été sans envisager », il a été jugé que la loi du 5 août 1914 étant d'ordre public, le créancier n'était pas en droit d'exiger d'autre monnaie que le billet de banque français, pour sa valeur légale.

Le Tribunal de Commerce de la Seine a décidé, le 11 mai 1922 (1), que, lorsqu'un contrat d'assurance entre un Français et une compagnie étrangère devait être et a été exécuté en France, et que l'assuré a toujours payé ses primes en monnaie française, il ne peut pas exiger l'indemnité en monnaie étrangère.

Le 15 novembre 1922 le Tribunal Civil de Nantua (2) rendait également un jugement spécifiant que des effets de commerce, souscrits par un Français mais créés et payables en Suisse, devaient être présumés stipulés en francs suisses et, qu'en tous cas, il est de principe que, en l'absence de convention contraire, le paiement doit être effectué en monnaie du lieu de paiement.

Nous avons déjà vu plus haut que la jurisprudence étrangère, en cas de non indication de la monnaie stipulée, décide, en général, que c'est la monnaie du lieu de paie-

(1) *Revue du Droit Bancaire*, Mars 1923 — P. 239.

(2) *Gaz. du Palais*, 1923 — 1 — 294.

ment qui doit être employée. Citons encore à ce sujet un arrêt :

La Cour de Justice Civile de Genève a décidé, le 28 février 1922 (1), que l'assuré domicilié en Suisse qui a contracté avec une compagnie française ayant un siège en Suisse est en droit de percevoir la part de bénéfices, auxquels il a droit, en francs suisses et non en francs français.

b) *Le titre ne fournit aucune indication relative au lieu de l'exécution.* — Mais il est possible que le titre ne fournisse aucune indication permettant de décider, à coup sûr, en quel lieu l'obligation devra être exécutée. Est-il possible de présumer quel est le lieu de paiement que les parties ont pu vouloir sous-entendre dans leur convention et par là-même de savoir quelle est la monnaie du contrat ? Le Code Civil Français nous apporte, dans son article 1247, une solution à cette question : « dans tous les cas où le lieu que les parties ont voulu désigner comme lieu d'exécution de leur contrat ne peut être présumé, le paiement doit être fait au domicile du débiteur », et de fait, pratiquement, la jurisprudence s'est souvent basée, pour décider quelle monnaie devait être fournie, sur le principal domicile du débiteur.

« C'est, à défaut de convention expresse, la loi du domicile du débiteur qui détermine de quelle manière et en quelles espèces le paiement doit être effectué » nous dit un jugement du Tribunal Civil de Belfort, en date du 5 novembre 1920 (2).

« En conséquence, ajoute-t-il, c'est en pareil cas la monnaie légale du pays de l'exécution qui devra être remise en paiement et le créancier ne pourra refuser le papier-monnaie qui a cours forcé dans ce pays, alors même que la substitution du papier-monnaie à la monnaie métallique a eu lieu postérieurement à la convention. »

(1) *Journal de Droit Intern. Privé*, 1922 — P. 460.

(2) *Rec. de la Gaz. du Palais*, 1921 — I — 229.

Le changement de domicile peut-il exercer une influence sur l'étendue des obligations du débiteur ? La jurisprudence égyptienne a décidé (1) que le débiteur, en quelque lieu que se trouve le créancier, reste tenu au paiement des mêmes sommes. Si le changement de domicile du créancier oblige ce dernier à être payé en la monnaie qui a cours forcé dans le pays où il se trouve, il n'en a pas moins le droit, si cette monnaie a, par suite du cours du change, une valeur inférieure au montant de ce qu'il doit recevoir, de réclamer qu'on lui paye, en cette monnaie même, la valeur effective du montant qui lui est dû.

L'employé retraité d'une société qui lui payait ses appointements en francs, à la valeur légale de cette unité monétaire en Egypte, a le droit de recevoir, même en France, le règlement de sa pension sur la même base.

Nous croyons, parmi les cas un peu plus compliqués qui ont été soumis à l'appréciation des Tribunaux, devoir citer les suivants :

Un vendeur français et un acheteur suisse traitent un marché dans une ville de Suisse, ville où les marchandises françaises sont ensuite livrées. Le contrat n'indique, en aucune manière, quelle monnaie les parties ont entendu stipuler et il se trouve que le Suisse, acheteur, a également un domicile en France. La convention doit-elle être considérée comme conclue en francs suisses ou en francs français ? Le Tribunal Civil d'Annecy a décidé, le 2 décembre 1920, que c'était des francs suisses qui devaient être versés, l'acheteur débiteur pouvant toutefois se libérer en monnaie française à son domicile en France, mais en tenant compte du change (2).

Un Bulgare avait souscrit, à l'agence de Sofia d'une Compagnie d'Assurances Française, une assurance dotale ; à l'expiration du contrat, la compagnie voulut payer en

(1) Cour d'Appel, 2^e Ch. 9 Février 1922.

Cité par *Revue du Droit Bancaire*. — Juillet 1923 — P. 435.

(2) *Rec. de la Gaz. du Palais*, 1921 — 1 — 141.

levas ou francs bulgares ; la 1^{re} Chambre de la Cour de Paris a décidé que la société, ayant son siège social à Paris, devait payer le montant de l'assurance en francs français. (1)

Un notaire de Paris, M^e Georges Salles, avait contracté, avant la guerre, auprès de « La Bâloise », compagnie d'assurances qui a son siège à Bâle et une succursale à Paris, une assurance aux termes de laquelle une somme de 20.000 francs devait lui être remise en février 1920, ou, au cas de décès, à sa veuve. A la date fixée, la société offrit 20.000 francs français. Le notaire réclama le paiement en monnaie suisse ou 46.000 francs français. Le Tribunal Civil de la Seine (2) a fait droit à sa demande, en condamnant la société suisse à verser au bénéficiaire 46.000 francs français.

Jusqu'à présent, nous avons examiné deux cas : celui où le titre spécifie un lieu déterminé pour l'exécution de l'obligation et celui où il n'en indique pas du tout. Un troisième genre de difficulté peut encore se présenter et rendre encore plus délicate la solution de la question qui nous intéresse : nous voulons parler des conventions qui prévoient que le paiement pourra être effectué en plusieurs endroits.

c) *Plusieurs lieux de paiement sont prévus par la convention.* — Cette situation, un peu spéciale, paraît jusqu'à présent se rencontrer seulement dans divers contrats d'assurances et dans certaines obligations émises par d'importantes sociétés, et payables, par exemple, en francs mais à Paris, Bruxelles, Zurich.

Au moment où nous écrivons ces lignes, diverses instances sont engagées devant les tribunaux par des obligataires français (3) désireux de se faire payer dans le lieu de paiement où la monnaie a la plus grande valeur, parmi

(1) *Journal de Droit Intern. Privé*, 1922. — P. 259.

(2) 24 Janvier 1922. — *Rec. de la Gaz. des Tribunaux*, 1922 — 2 — 177.

(3) En particulier, par un groupe de porteurs d'oblig. 3.40 % du Crédit Foncier Franco-Canadien,

ceux prévus au contrat, mais les jugements n'ont pas encore été rendus. (1)

Par contre, en matière d'assurances, une affaire d'un genre analogue vient d'être jugée en appel, en mai dernier (1923), par la Cour de Paris (4^e Chambre) (2). En raison de l'intérêt que présente ce genre de litige, il nous paraît utile de donner rapidement l'analyse de cette affaire.

Il s'agissait d'une police d'assurances sur la vie signée à Bâle et stipulant le versement d'un capital à une date déterminée, avec la clause suivante : « Le paiement de la somme sera effectué, soit à la Caisse Générale de la Compagnie à Bâle, soit au domicile de son Agence Générale à Paris. » La Compagnie « La Bâloise », refusant de payer en francs suisses, fut assignée par le bénéficiaire de la police.

Par un jugement du 15 juillet 1921 (3) la 8^e Ch. du Tribunal Civil de la Seine a condamné la compagnie à payer la valeur en argent suisse, au cours du change du 10 juin 1920, du montant du capital de l'assurance. « Lorsque la dette est d'une somme d'argent, le paiement, dit le jugement, doit, à moins de clause contraire, consister dans le versement de la monnaie ayant cours dans le pays où il doit avoir lieu, d'après la valeur nominale de celle-ci au moment où il est effectué. Il en est ainsi même si la valeur des monnaies a subi des variations depuis la formation du contrat. Par suite, le bénéfice de l'option du lieu de paiement, énoncée dans la police, en des termes ni obscurs, ni ambigus, doit être reconnu au seul bénéficiaire de la police qui a le droit privatif de se présenter à son gré, à la caisse de la compagnie, soit à Bâle, soit à Paris. »

Sur appel interjeté par la compagnie « La Bâloise », la Cour de Paris a rendu l'arrêt confirmatif cité plus haut, décidant que :

(1) Voir *addenda* page 153.

(2) *Gaz. des Tribunaux* — 27 Mai 1923.

(3) *Gaz. des Tribunaux* — 9 Septembre 1921.

Lorsqu'une police d'assurance sur la vie, rédigée sur une proposition faite par un assuré français à un agence, établie en France, d'une société étrangère, a été acceptée au siège social de cette société, par des administrateurs suisses, il n'y a pas lieu de tenir compte des dispositions de la loi du 17 mars 1905 et de leur portée, il faut s'attacher uniquement à la loi du contrat. C'est alors le lieu du paiement, sauf convention contraire, qui détermine dans quelles espèces le paiement doit être fait.

Sur le point particulier du choix de la monnaie, l'arrêt s'exprime ainsi : « Considérant qu'il résulte des clauses de la police qui ne présentent pas d'ambiguïté, et qui, au surplus, en cas de doute, devraient s'interpréter contre la compagnie stipulante, que le capital assuré était quérable, c'est-à-dire payable au domicile de la compagnie à Bâle, qui est son siège social et que l'option du lieu de paiement était au choix de la bénéficiaire, le paiement à l'agence générale de Paris n'étant qu'une facilité laissée à l'assuré. »

Il est regrettable que nous ne trouvions dans ces extraits rien qui nous montre si les primes étaient payées en francs suisses ou français ; cette circonstance pouvait cependant avoir une importance considérable dans le choix de la détermination prise par le Tribunal (1). Nous voyons, par exemple, dans une affaire jugée par la 1^{re} Chambre du Tribunal Civil de la Seine, le 8 avril 1922 (2), que, lorsqu'une Compagnie Suisse d'Assurances sur la Vie, après avoir assuré un sujet suisse, a contracté avec une autre compagnie ayant son siège en France, une réassurance aux

(1) Plusieurs jugements du même genre rendus par les Tribunaux Egyptiens tiennent le plus grand compte de ce fait. Voir par exemple dans la *Revue du Droit Bancaire*, N° de Juillet 1923, Pages 434 et suiv.

Trib. Civ. Alexandrie — 1^{re} Ch. — 24 Décembre 1921 — et 31 Décembre 1921

Cour d'Appel — 2^e Ch. — 27 mai 1922

Trib. Commerce Alexandrie — 1^{re} Ch. — 3 Avril 1922

Voir également le jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 11 Mai 1922 dont nous avons parlé plus haut.

(2) *Journal de Droit Intern. Privé*, 1922 — P. 658.

clauses et conditions de la police directe ; cette référence ne doit s'entendre qu'à des conditions générales des polices se trouvant dans la police directe et compatibles avec celles du contrat de réassurance ; elle ne saurait viser en aucune manière les conditions spéciales stipulées par la société assureuse pour sa libération envers l'assuré et qu'il en est surtout ainsi lorsque la compagnie suisse réassurée a payé ses primes d'assurances en francs français. Par conséquent, il en résulte que la compagnie suisse réassurée est sans droit pour exiger en francs suisses le paiement de son capital.

d) *Plusieurs lieux de paiement sont prévus, mais le débiteur ne possède la nationalité d'aucun d'eux.* — La question se complique encore lorsqu'il s'agit de savoir quelle monnaie doivent fournir les compagnies ayant émis des obligations dont les intérêts et le capital sont stipulés payables en différents pays, (lorsqu'il s'agit de pays ayant, en temps normal, le même étalon monétaire), mais que la société ne possède la nationalité d'aucun des pays envisagés.

Par exemple, si une société américaine émet une tranche d'emprunt dont les titres soient énoncés en francs et payables à Bruxelles, Bâle et Paris, devra-t-on décider que la société émettrice a entendu stipuler des francs suisses ?

Devrons-nous décider que si l'acte constitutif de la société a été passé dans un des trois pays envisagés, c'est le franc de ce pays qui sera dû ? Le Tribunal Civil de Thonon a rendu, le 22 décembre 1920 (1), un jugement qui, bien que l'espèce ne soit pas celle de notre exemple, semble adopter cette thèse en décidant que, lorsque l'acte d'ouverture de crédit passé en France, par devant notaire, par une banque établie en Suisse à un Français domicilié en France, ne spécifie pas s'il s'agit de francs français ou

(1) *Rec. Gaz. du Palais*, 1921. — 3 — 142

de francs suisses, le mot franc doit être présumé signifier franc français et, par suite, c'est en francs français que le remboursement est dû. Cependant, d'après l'acte, tous les paiements devaient être effectués en Suisse, ce qui aurait dû impliquer le paiement en monnaie suisse ; mais l'avis du Tribunal fût que, s'il est exact de soutenir que le lieu d'exécution du contrat détermine les espèces dans lesquelles le paiement devra être effectué, cette règle ne saurait avoir d'autre portée que d'obliger les parties à accepter ou à effectuer chaque paiement en monnaie ayant cours dans le lieu du paiement, augmentée ou diminuée, le cas échéant, de la valeur du change ; mais que l'on ne saurait en induire qu'elles ont, par là-même, accepté contrairement aux principes posés par l'art. 1159 du *Code Civil* de contracter en une monnaie autre que celle du pays où le contrat lui-même a été passé.

Appliquons l'article 1159 à l'exemple suivant : une société étrangère ayant son siège social dans un pays resté au régime de la saine monnaie et ayant une succursale à Paris, a, par l'intermédiaire de cette succursale et par acte passé en France, avant la guerre, contracté un emprunt en francs, dont capital et intérêts sont remboursables et payables à Zurich et à Paris ; nous devons donc décider que, si les titres portent le mot franc, sans autre qualificatif, il s'agira de francs français. Par conséquent, le Suisse qui a acheté avec cinq cents francs suisses une obligation de cette société verra cette obligation lui être remboursée par 180 ou 190 francs suisses. Le Français touchera bien ses 500 francs ; mais ces 500 fr. seront loin d'avoir la même valeur que ceux qu'il avait fournis. Or, nous devons remarquer que la société (qui est américaine) a reçu en francs l'équivalence de 99 dollars environ par obligation, tandis qu'elle se libérera en versant une trentaine de dollars.

Si, au contraire, nous appliquons à ce cas l'article 1247 *C. Civ.*, nous devons alors décider que l'obligation

remboursée en Suisse vaudra deux fois et demie celle remboursée en France. Il peut paraître un peu singulier que des titres qui avaient la même valeur le jour de l'émission prennent une valeur si différente le jour du remboursement. Il est donc presque impossible d'appliquer l'art. 1247 sans décider en même temps, comme l'a fait la jurisprudence dans l'affaire de « La Bâloise », que les porteurs d'obligations ont la faculté de se faire payer les coupons et rembourser les titres par celui des guichets ouverts à leur service qui est situé dans le pays où la monnaie est restée le plus près du pair.

Lorsqu'il s'agit de sociétés étrangères, ayant une existence prospère, une jurisprudence adoptant cette manière de voir serait facilement acceptée. Elle aurait pour elle l'équité ; n'est-il pas juste que la prospérité de la société, prospérité à laquelle les obligataires ont contribué par leurs avances de capitaux, profite un peu à ces obligataires en leur permettant, tout au moins, d'obtenir une valeur égale à celle qu'ils ont versée.

Mais supposons qu'il s'agisse de sociétés effectuant leurs opérations en monnaie dépréciée ; ne serait-ce pas les acculer à la faillite que de les forcer à faire le remboursement des titres et le paiement des coupons en monnaie beaucoup plus appréciée que celle qu'elles encaissent ? Prenons nos compagnies de Chemins de Fer et supposons qu'elles aient eu l'idée d'émettre tous leurs emprunts en francs mais payables à Paris, Bruxelles et Genève, croit-on qu'elles pourraient faire face au service de leurs emprunts en francs suisses ?

Cependant, nous supposons que dans tous les cas pris comme exemples, les emprunts ont été émis en France ; il semble donc que, juridiquement, le même traitement devrait-être appliqué à tous.

EXAMEN DE LA QUESTION AU POINT DE VUE DE L'EQUITÉ

Avouons qu'en cette matière, il est difficile de tracer une ligne de conduite générale. Les Tribunaux se trouvent devant des cas d'espèces qu'ils devront plutôt juger en équité. Ils devront essayer de se faire une idée exacte des engagements qu'a pu raisonnablement vouloir contracter la société au moment de l'émission des titres. Pourquoi n'admettrait-on pas, lorsqu'il y a doute sur la monnaie qu'a voulu envisager le débiteur, qu'on devra décider qu'il devra fournir sa monnaie nationale si elle porte le nom qui est employé dans la convention ; si la monnaie stipulée n'a pas la même dénomination que la monnaie nationale du débiteur, on pourrait choisir la monnaie du lieu où on a conclu la convention (1). En matière d'obligations de sociétés, par exemple, si une compagnie suisse émet des obligations en francs payables à Berne, à Paris et à Bruxelles, il ne semble pas que l'on se trompe en présumant qu'elle a entendu stipuler des francs suisses, puisque, en toutes circonstances, ses comptes, ses bilans seront établis en francs suisses. De même, si une société française a émis des obligations du même genre, il semble qu'équitablement on peut présumer que ce sont des francs français qui ont été stipulés.

Le fait d'ouvrir un guichet à Berne, à Bruxelles, à Paris, etc., est naturellement dans l'intérêt de la société puisque cela lui permet de placer plus facilement ses titres en leur donnant un plus large marché, mais il est aussi dans l'intérêt des porteurs d'obligations, puisque cela pouvait leur permettre de toucher sans frais leurs coupons. Ne serait-il pas fâcheux qu'une clause destinée à avantager les deux parties puisse préjudicier seulement au débiteur ?

(1) C'est ce que semble avoir fait le Tribunal Commercial d'Anvers en décidant, le 22 Août 1921, que lorsqu'un contrat d'affrètement est conclu en France, entre un Suédois et une Société Française, c'est le franc français qui demeure applicable au paiement, le solde du fret payable en Belgique devant l'être au cours du franc belge. (*Journal de Droit Intern. Privé* — 1922 — P. 1030).

En matière de titres de Bourse, n'est-il pas un peu choquant de constater que la plupart des porteurs d'obligations de telle ou telle société, qui encaissaient leurs coupons à Paris, enverront, à la suite d'un procès favorable, tous leurs coupons à Genève et seraient prêts à les faire encaisser l'année suivante à Bruxelles si le franc belge prenait une valeur supérieure au franc suisse, alors que ces obligataires sont Français et ne pensaient qu'au franc français, au franc légal, lorsqu'ils ont accepté de prêter de l'argent à la société débitrice ?

Est-il possible d'esquisser quels seraient, au point de vue purement économique, les effets d'une jurisprudence qui laisserait, en règle générale, au créancier le libre choix de la monnaie qu'il désire recevoir parmi celles qui seraient imprimées sur le titre ?

Au point de vue particulier du créancier, le résultat serait ce que l'on peut désirer de plus équitable, puisque le prêteur, quelles que soient les fluctuations de la monnaie, pourrait probablement y échapper dans une large mesure en choisissant la monnaie la moins dépréciée parmi celles stipulées.

Toutefois, nous craindrions justement que ce fait amenât des résultats fâcheux au point de vue économique général. Les valeurs des pays à monnaie saine, même libellées en francs, seraient encore beaucoup plus recherchées qu'elles ne le sont actuellement, puisque, pourvu qu'elles fussent payables en divers pays, les porteurs seraient toujours assurés de toucher le meilleur franc. Il serait difficile aux sociétés françaises ayant leur siège en France d'offrir le même avantage sans s'exposer, dans les circonstances actuelles, à des contre-coups fâcheux pour leur trésorerie. Cette stipulation en plusieurs monnaies ne favoriserait d'ailleurs pas nos sociétés en cas de déflation, car les obligataires créanciers s'empresseraient de réclamer alors leur paiement en francs français.

En cette matière, comme en bien d'autres, il nous

semble que les tribunaux, tout en ne perdant de vue ni les textes législatifs, ni l'intérêt national, devront surtout baser leurs décisions sur l'art. 1134 du *C. Civ.* C'est lorsque les textes manquent, ou peuvent être interprétés en sens divers, qu'il faut surtout chercher à faire prévaloir les règles de l'équité et veiller à ce que les deux parties exécutent de bonne foi ce à quoi elles se sont obligées.

Lorsqu'il s'agit de litiges soulevés par les porteurs d'obligations émises par une société quelconque, on pourrait, comme nous le proposons plus haut, se baser sur la nationalité de la compagnie émettrice ; on pourrait également rechercher en quelle monnaie la société chiffre ses bilans, en quelle monnaie elle paie les dividendes de ses actions. Il n'y a qu'en cas de doute absolu que l'on serait réduit à conjecturer qu'elle a pu vouloir stipuler la monnaie du lieu de paiement ou du lieu où les titres ont été émis. En matière d'assurances, on pourrait, comme nous avons vu plusieurs jugements le faire, rechercher en quelle monnaie les primes étaient payées.

SECTION III. — Étude rapide de quelques autres questions.

Les décisions des tribunaux en pareille matière — nous avons surtout en vue les actions intentées par les sociétés d'obligataires pour se faire payer dans la monnaie la plus appréciée — ne peuvent-elles pas, quel que soit le sens dans lequel elles seront rendues, soulever d'autres litiges ?

a) Une société, croyant devoir le paiement en monnaie étrangère, a payé les coupons et remboursé les titres de ses obligations avec une prime de 100 ou 150 %. Quelques mois plus tard, elle a des doutes sur les droits des obligataires et refuse le paiement au change. Les obligataires intentent une action et perdent leur procès. La société qui

a, par une erreur de droit, payé l'indû pendant quelques années, va-t-elle pouvoir essayer de récupérer les sommes versées en trop.

Il nous semble que cette société aurait le droit d'agir en répétition de l'indû.

En effet, de l'avis de la jurisprudence et de la doctrine, il y a paiement de l'indû lorsque l'on paye par erreur une chose autre que celle qui était due ; or, n'est-ce pas le cas si l'on a versé des francs suisses alors qu'il était dû des francs français ? On sait, d'autre part, qu'il n'y a pas lieu de distinguer entre l'erreur de droit et l'erreur de fait et qu'elles sont, l'une comme l'autre, susceptibles d'entraîner la nullité d'un acte juridique.

Notons, toutefois, la difficulté pratique d'effectuer cette récupération lorsqu'il s'agit de coupons, puisqu'il serait nécessaire de rechercher les possesseurs successifs du titre ayant pu profiter de l'erreur commise par la société.

Dans un sens opposé, un obligataire, ignorant que la société à laquelle il avait prêté pouvait être contrainte à le payer en devises appréciées et qu'une instance était même engagée à ce sujet, accepte le remboursement à cinq cents francs de celles de ses obligations qui sortent au tirage. Plus tard, il est instruit du procès engagé et apprend que, les obligataires ayant eu gain de cause, il aurait pu, en attendant pour encaisser ses titres, toucher cinq ou six cents francs de plus par titre. L'erreur qu'il a commise en présentant le titre au remboursement (au lieu de le conserver en attendant les événements) lui permet-elle de réclamer le moins perçu ?

Certes, le paiement doit consister dans la prestation exacte de l'objet promis. Dans l'espèce que nous envisageons, le débiteur n'a donc pas payé, au sens juridique du mot.

Mais le créancier (obligataire) a remis son titre de créance (obligation, coupon) à son débiteur. Il y a donc en faveur de ce dernier une présomption légale de libéra-

tion. Le créancier devrait toutefois être admis à faire la preuve de son erreur.

b) Notons enfin, bien qu'elle soit un peu en dehors de notre étude, une question fort intéressante : un tribunal peut-il prononcer une condamnation en une autre monnaie que la monnaie nationale ? Il nous semble que, si les parties n'ont pas exprimé expressément dans la convention le désir de recevoir les espèces étrangères stipulées, le Tribunal ne pourra prononcer une condamnation en monnaie étrangère ; mais que décider dans le cas contraire ? Nous croyons que la jurisprudence française n'admettrait guère une condamnation en monnaie étrangère, car nous avons vu plus haut la faveur avec laquelle elle voit l'emploi de la monnaie française dans les paiements exécutés en France. Lorsqu'une dette en monnaie étrangère est exigible, que son montant se trouve d'ores et déjà fixé, il ne peut, semble-t-il, ne l'être qu'en monnaie française lorsque le lieu de paiement est situé en France ; par suite, la condamnation doit être prononcée en monnaie française (1).

On pourrait cependant objecter que la pratique contraire aurait l'avantage, en cas de retard dans le paiement, d'éviter un nouveau litige. Par exemple : une personne doit des pesetas et est condamnée à verser, en francs, la somme représentant les pesetas au cours du change au jour du jugement ; le débiteur ne s'étant pas libéré tout de suite (et le change de la peseta ayant haussé) prétend verser seulement la somme prévue dans la condamnation ; une nouvelle instance et une nouvelle condamnation deviennent donc nécessaires (2). Une condamnation en pesetas eût évité une nouvelle instance, mais il convient de remarquer que si, au lieu d'être en hausse, la peseta eût été en baisse, le retard coupable du débiteur lui eût profité tout à fait injustement.

(1) Voir en ce sens : Arrêt de la Cour de Paris (8^e Ch.) du 12 avril 1916 — *Journal de Droit Intern. Privé*, 1918 — P. 210.

(2) Une affaire de ce genre est venue devant la Cour de Lyon le 8 juin 1920.

Même au cas où le tribunal, devant la convention expresse des parties, estimerait devoir considérer la monnaie étrangère comme une marchandise et condamner le débiteur au versement de cette monnaie, nous estimerions que, au cas d'attribution au créancier de dommages-intérêts, ces dommages-intérêts devraient être évalués en monnaie nationale (1). Il semble qu'il y a là une règle qui peut s'appliquer d'une façon générale : les Tribunaux doivent faire en sorte de ne pas contribuer à la répudiation de la monnaie nationale.

Parmi les jurisprudences étrangères, nous trouvons un arrêt de la Cour de Justice Civile de Genève spécifiant que la condamnation doit être libellée en argent suisse (2).

Par contre, un autre arrêt de la même cour (3) semble décider que dans le jugement dont appel, le tribunal a eu tort de convertir d'office les francs français en francs suisses et que c'est simplement si le débiteur ne s'était pas exécuté que le créancier devait, en requérant les poursuites, opérer la conversion en francs suisses.

Le 25 février 1921, la Cour d'appel de Milan a rendu un arrêt spécifiant qu'il n'existe aucune loi qui interdise d'indiquer, « dans un contrat ou une décision judiciaire », le montant d'une somme en l'exprimant dans une monnaie étrangère, alors que cette pratique peut s'imposer, spécialement dans les rapports commerciaux, et qu'elle est admise implicitement par les articles 36 et 293 du *Code de Commerce*. (4)

(1) En ce sens : Arrêt du Court of Appeal du 12 Juillet 1920. — *Journal de Droit Intern. Privé*, 1921 — P. 611.

(2) *Revue du Droit Bancaire* — Mars 1923 — P. 242.

(3) 18 Février 1921 — *Revue du Droit Bancaire*, même numéro — P. 244.

(4) *Journal de Droit Intern. Privé* 1921 — P. 999.

CHAPITRE III

De la Clause de Paiement en espèces métalliques et, plus particulièrement, de la clause de Paiement en or.

Les difficultés juridiques que nous avons étudiées jusqu'ici sont, pour ainsi dire, une conséquence normale des conventions nécessitées par les relations commerciales internationales et, si l'on en excepte, peut-être, les obligations en plusieurs monnaies dont nous avons parlé dans notre second chapitre, il semble permis d'affirmer que ces conventions sont loin d'avoir été rédigées dans le but principal, sinon unique, de mettre les contractants à l'abri des fluctuations monétaires.

Il en est tout autrement des clauses que nous allons étudier dans nos deux derniers chapitres, clauses qui sont uniquement dictées par le souci qu'a le créancier de ne pas être obligé de recevoir pour sa valeur légale la monnaie dépréciée que pourrait lui offrir son débiteur.

La première pensée qui vint, sans doute, aux contractants désireux de se ménager une rentrée de fonds égale à la somme déboursée, fût de stipuler que le remboursement ou le paiement devrait se faire en espèces monnayées et plus particulièrement en or. Avant 1870, cette clause était même devenue de style dans les actes notariés.

C'est là une idée qui peut paraître fort soutenable car, même sans avoir les opinions purement métallistes de certains économistes, il est permis de penser que l'or est resté, jusqu'à présent, la matière la plus ca-

pable de conserver, au milieu des vicissitudes politiques et économiques, le maximum d'utilité générale et le maximum de fixité dans la valeur. Bien qu'on puisse peut-être soutenir que nous nous trouvons là en présence d'un phénomène plus psychologique que scientifique, il ne nous paraît pas douteux que l'or garde encore actuellement tout son prestige.

SECTION I. — Étude de la clause au point de vue juridique.

§ I. — Valeur de la clause dans les conventions entre Français

A) *En temps normal.* — Pour pouvoir décider en connaissance de cause de la valeur juridique de la clause en temps normal, c'est-à-dire en dehors du cas de cours forcé des billets de banque, il paraît indispensable de donner une rapide vue d'ensemble des textes pouvant s'appliquer à la question.

I. — AUCUNE MONNAIE SPÉCIALE N'EST PRÉVUE PAR LA CONVENTION

Tout d'abord, nous devons éliminer une première question : Que doit verser le débiteur lorsque aucune monnaie spéciale n'est prévue par la convention, mais que, d'autre part, il est stipulé que le paiement doit être effectué en espèces ?

Le débiteur a alors le choix de la monnaie à employer et, pourvu qu'il emploie des espèces ayant cours légal et dans la mesure où elles ont cours, il aura payé valablement. Cela résulte des articles 1895 et 1896 du *Code Civil*. Bien que placés dans le titre du prêt, ces articles sont évidemment applicables à toutes les obligations.

Il est assez curieux de constater, en passant, que le franc qui, d'après la loi de Germinal, peut être défini un poids d'argent fin, semble être au contraire, d'après le *Code*

Civil, une sorte de monnaie de compte. Toutefois, cette conception de la monnaie de compte semble toute différente des idées communément admises en cette matière, car l'idée qui subsiste, après la lecture des articles du *Code* se rapportant à cette matière, est que la valeur de cette monnaie de compte appelée franc peut légalement être fixée par le législateur (1).

Notre *Code Civil* paraît, sur ce sujet, s'être directement inspiré des théories et de la jurisprudence de l'ancien régime (2) et cette thèse était également soutenue par le droit romain (3).

II. — PEUT-ON STIPULER VALABLEMENT QU'UNE MONNAIE DÉTERMINÉE DEVRA ÊTRE VERSÉE ?

Toutefois, un créancier peut-il, en temps ordinaire, stipuler valablement qu'il ne pourra être payé qu'en or ou en argent et exclure le billet de banque ? La réponse ne paraît pas douteuse car, d'une part, les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites et, d'autre part, le créancier ne peut être contraint de recevoir autre chose que ce qui lui est dû, quelle que soit la valeur de ce qu'on lui offre à la place (4).

Quant à la jurisprudence, elle semble avoir toujours admis la liceité de cette convention (5) en dehors des périodes de cours forcé ; de même, elle avait admis que, lors-

(1) Voir en ce sens : ARNAUNÉ — *La Monnaie, le Crédit et le Change* — Paris 1902 — P. 140.

(2) Voir POTHIER : *Traité du Prêt de consommation*, n° 37 — Cité par Arnauné, même ouvrage.

(3) Voir DIGESTE — Lib. XVIII — Tit. I — 1 — Paulus : ... *caque materia forma*.....

Lib. XLVI — Tit. III — 94 — Papinianus — § 1

(Textes cités par Demolombe — *Cours de Code Napoléon* — Tome 27 — P. 258 —)

(4) AUBRY et RAU. — *Droit Civil*. — 5^e Ed. Tome IV — n° 318.

DEMOLOMBE — Tome IV — n° 259, 263.

BEDARRIDE — *Commentaires Code de Commerce* — T. II — n° 393.

BAUDRY LACANTINERIE et BARDE — T. II — 1475.

LYON-CAEN et RENAULT — T. IV — P. 762.

(5) Voir : Cass. 1^{er} Février 1873 et Aix 22 Novembre 1872.

qu'il n'y avait ni cours forcé, ni cours légal, par exemple jusqu'à la Révolution de 1848, et de 1850 à 1870, on pouvait, en dehors de toute convention, refuser les billets de banque offerts en paiement. Nous trouvons, en ce sens, un arrêt de la Cour de Cassation du 7 avril 1856 cassant un jugement rendu par le Tribunal de Commerce de Lyon le 31 août 1854. Cet arrêt s'appuie sur les articles 143 du *Code de Commerce* et 1243 du *Code Civil* et, naturellement, sur le fait que, à cette époque, les billets de la Banque de France n'avaient ni cours forcé ni même cours légal. Notons, d'ailleurs, que la clause, même si le cours légal existe, est absolument inutile, puisque les billets sont échangeables à vue contre des espèces monnayées.

B) *En période de cours forcé.* — La clause ne peut présenter quelque intérêt que si elle possède une valeur juridique, incontestable et reconnue par les tribunaux, au cours des périodes où le cours forcé coexiste avec le cours légal. Avant d'aborder la discussion, il ne sera peut-être pas inutile de définir exactement ces deux expressions.

Par le cours légal, le billet de banque devient une véritable monnaie que nul particulier ne peut refuser en paiement, mais, lorsque le cours légal existe seul, toute personne venant de toucher une somme en billets de banque peut se présenter à la Banque de France où on lui délivre, séance tenante, une quantité d'or égale à la valeur nominale des billets.

La mise en vigueur du cours forcé a justement pour but de sauvegarder l'encaisse métallique de la Banque de France en la dispensant d'effectuer le remboursement des billets. Le cours forcé s'applique non aux relations des particuliers entre eux, mais à leurs relations avec la Banque de France.

Supposons que le cours forcé existe seul et que le cours légal soit aboli, la question de la validité de la clause qui nous occupe ne pourrait se poser et rien ne saurait autoriser les tribunaux à ne pas la faire appliquer.

Mais, par suite de la coexistence du cours légal et du cours forcé, les choses se passent ainsi :

Le cours légal oblige le créancier à recevoir les billets en paiement pour leur valeur nominale, et le cours forcé l'oblige à les conserver sans pouvoir les faire rembourser par la Banque de France.

Or, le créancier peut-il, par une convention contraire et comme le pensent certains écrivains récents (1), stipuler, comme nous avons vu qu'il le pouvait faire en temps normal, que son débiteur devra lui verser de l'or et non des billets ?

Voyons les textes qui peuvent intéresser la validité de la clause. Tandis que le décret de 1790 sur les assignats disait dans son paragraphe IV : « En exécution du décret des 16 et 17 avril dernier, toutes sommes, stipulées par acte : payables en espèces, pourront être payées en assignats, nonobstant toutes clauses et dispositions à ce contraires, » le décret du 5 août 1914 se borne à donner cours forcé aux billets de la Banque de France, c'est-à-dire qu'il dispense la Banque de rembourser les billets, mais ne fait aucune allusion aux conventions qui auraient pu être conclues entre particuliers. La loi du 12 août 1870 était également rédigée de la même manière.

Le décret du 3 juillet 1915 prohibe uniquement les sorties et réexportations d'or. Notre dernier texte est une loi du 12 février 1916 défendant d'acheter les monnaies nationales à un prix supérieur à leur valeur légale.

Aucun de ces textes ne permet de se prononcer contre la validité de la clause et, cependant, la jurisprudence actuelle a pris position contre la validité de cette clause, en ce qui concerne les paiements à faire en France par des Français. Sur quoi se basent les tribunaux, c'est ce qui ressortira d'un historique rapide du mouvement de la jurisprudence à ce sujet.

(1) En ce sens : ANSIAUX — *Traité d'Economie Politique* — Tome II — 1923
P. 235.

I. — LA CLAUSE S'APPLIQUANT A DES FRANÇAIS
RÉSIDENT EN FRANCE

La loi du 12 août 1870 (1) donna lieu, en raison même de son ambiguïté (elle ne reproduisait pas l'interdiction des stipulations contraires qui figurait au décret de 1790) à plusieurs décisions intéressantes.

Le 7 novembre 1871 un premier litige est soumis au Tribunal de Commerce de Marseille : le porteur d'une traite tirée d'Espagne sur la France se prévaut de la mention « payable en or », imprimée sur la traite, pour refuser le paiement en billets de banque. Le Tribunal ne donna pas suite à sa prétention. Mais nous nous empressons de faire remarquer que le jugement s'appuie sur un tout autre motif que le cours forcé du billet de banque ; il se base uniquement sur le fait que la clause payable en espèces a été mise par erreur, ou plutôt qu'on a omis de la rayer puisque, dans la pensée du tireur, elle n'était obligatoire que dans le pays où la traite avait été fournie.

La Cour d'Appel d'Aix confirma ce jugement par un arrêt du 23 novembre 1871, en s'appuyant principalement sur ce fait que la traite avait été acceptée sans qu'il soit indiqué expressément qu'elle serait payable en numéraire. En dehors de cela, nous pouvons relever plusieurs « attendus » intéressants, par exemple : « Que la loi peut donner à un papier de crédit une valeur obligatoire équivalente à celle des espèces qui ont cours légal ; que la loi qui crée cette obligation est d'ordre public et qu'elle peut être invoquée en France, chaque fois qu'il s'agit de réaliser le paiement d'une lettre de change indiquant qu'elle doit être payée en numéraire ; que ce paiement peut être effectué avec les papiers de crédit qui ont cours forcé et qui ont toute la valeur d'une monnaie de circulation. »

(1) Elle était ainsi conçue :

ARTICLE PREMIER = A partir du jour de la promulgation de la présente loi, les billets de la Banque de France seront reçus comme monnaie légale par les caisses publiques et par les particuliers.

ART. 2. = Jusqu'à nouvel ordre, la Banque de France est dispensée de rembourser ses billets avec des espèces.

Cet arrêt, bien que méritant d'être rapporté à titre documentaire, ne nous semble pas pouvoir permettre de préjuger ce qu'aurait été réellement l'opinion de la Cour d'Aix en ce qui concerne la validité de la clause « payable en or ». Tout en montrant qu'elle a le sentiment que la loi du 12 août 1870 pourrait être invoquée en la circonstance, la Cour semble, comme nous le disions plus haut, se baser sur ce que la traite avait été acceptée sans qu'il soit indiqué qu'elle serait payable en numéraire. Si les « attendus » relatifs au cours forcé nous permettent de croire que l'arrêt aurait été rendu dans le même sens si la clause avait été catégorique, nous n'en sommes pas sûrs et il semble même certain que le Tribunal de Commerce eût statué en sens opposé.

Pour notre étude, un jugement du 23 décembre 1871, rendu par le Tribunal Civil de Lille, semble beaucoup plus intéressant.

Aux termes d'un contrat reçu par M^e Beghin, notaire à Haubourdin, les époux Do-Delattre ne pouvaient se libérer des sommes dues par eux, en principal et intérêts, qu'en pièces d'or et d'argent. Les débiteurs, c'est-à-dire les époux Do-Delattre, renonçaient « de bonne foi et d'honneur » à employer, pour payer les dettes considérées, aucune autre valeur ou papier-monnaie représentatif de la monnaie dont le cours, « même forcé », serait introduit en France par des lois ou décrets.

Ainsi, dans cette convention, tout est prévu : quelles que soient les circonstances, les débiteurs s'engagent, en pleine connaissance de cause, à payer leurs dettes en numéraire.

Les époux Do-Delattre ayant refusé de payer autrement qu'en billets un de leurs créanciers, Scouteten, l'affaire fut portée, à la date que nous avons indiquée plus haut, devant le Tribunal Civil de Lille.

Aucune réticence, aucune obscurité de la convention, ne permet, nous l'avons vu, au Tribunal de détourner la

question ; or il y répond en validant la clause qu'il ne trouve contraire ni à l'ordre public, ni aux bonnes mœurs.

Dès lors, dit-il, pour qu'une semblable clause pût être invalidée, il faudrait trouver dans la loi du 12 août 1870 une disposition formelle, analogue à celle de l'art. 4 du Décret du 12 septembre 1790 qui annulait toute convention antérieure contenant stipulation de paiement en or et en argent à l'exclusion de billets ; or, tout au contraire, la loi du 12 août 1870 se borne à mettre, d'une manière générale, les billets de la Banque de France sur le même pied que la monnaie proprement dite, donc cette loi ne porte pas atteinte aux conventions antérieures.

Le jugement rappelle qu'il est un principe universellement admis, c'est que chacun peut valablement stipuler qu'il sera payé en or plutôt qu'en argent, ou bien en argent plutôt qu'en or, ou bien même exclusivement en monnaie de cuivre ; or les billets de la Banque de France, monnaie fiduciaire, constituent, dans l'usage de la vie pratique, une monnaie comme une autre ; donc, ils peuvent être l'objet d'une clause conventionnelle soit d'adoption, soit d'exclusion spéciale.

Prévoyant l'objection que l'on peut tirer de l'article 475-11 du *Code Pénal*, le Tribunal fait remarquer que cela n'enlève nullement aux créanciers le droit, qu'ils puissent dans l'art. 1134, de choisir une monnaie spéciale.

La Cour d'Appel de Douai confirma ce jugement par un arrêt du 8 mars 1872.

Ces décisions ont fait, en doctrine, l'objet de sérieuses critiques.

M. de Folleville, dans un article paru dans la *Revue Pratique de Droit Français* (1), s'élève vigoureusement contre cet arrêt.

Toutefois, on nous permettra de faire observer que ses arguments ne nous paraissent pas convaincants. En effet, si

(1) Année 1871 — Tome III — P. 426.

nous l'avons bien comprise, son argumentation repose sur les bases suivantes : l'auteur reproche au Tribunal d'avoir considéré le fait que la clause ne nuisait pas à l'ordre public comme démontré, c'est exact ; mais alors pourquoi l'auteur base-t-il lui-même la plus grande partie de son argumentation sur le fait que la clause est contraire à l'ordre public, sans essayer aucunement de nous démontrer le bien-fondé de cette affirmation ?

Notons d'abord que M. de Folleville semble croire que le cours forcé règle les rapports des particuliers entre eux, alors qu'il est simplement une sorte de « moratorium » accordé à la Banque de France. Il aurait fallu démontrer que, lorsque le bénéfice du cours forcé est accordé à la Banque de France, le cours légal de ses billets est d'ordre public, en ce sens qu'aucune convention ne peut permettre de les refuser en paiement.

Toutefois, cela nous semble d'importance secondaire ; fort probablement l'auteur eût admis l'idée que nous soutenons et cela n'empêche pas la notion d'ordre public de rester nécessairement le fondement de l'argumentation juridique.

Si nous étudions cette argumentation, nous voyons que l'auteur, tout en admettant comme démontré que la clause est contraire à l'ordre public, base une grande partie de son argumentation sur l'article 475-11 du *Code Pénal*. « Aux termes de cet article, dit-il, il est interdit, sous peine d'amende, à tout créancier de refuser la réception des espèces et monnaies nationales, non fausses, ni altérées, selon la valeur pour laquelle elles ont cours ; or, l'art. premier de la loi du 12 août 1870 a donné, par des motifs impérieux de nécessité sociale, aux billets de la Banque de France, une valeur obligatoire, équivalente et de tous points semblable à celle des espèces qui ont cours légal ; donc, tout créancier est strictement obligé d'accepter les paiements à lui proposés, en billets de banque, sans pouvoir invoquer aucune stipulation contraire ».

Cependant, les meilleurs auteurs (1) sont d'avis que cette disposition de l'art. 475 du *Code Pénal* n'est applicable que s'il n'y a pas de disposition contraire ; or, le cours légal met simplement les espèces d'or, d'argent et les billets sur le même pied, mais ne donne pas à l'une d'elles cours exclusif.

Ce qui, suivant nous, devait être démontré, c'est que l'exécution de la clause de paiement en espèces était contraire à l'ordre public.

La même observation peut, d'ailleurs, être faite sur la note de M. Labbé (2).

Remarquons dès à présent, et nous aurons l'occasion d'y revenir dans le chapitre suivant, que ces deux auteurs, bien que soutenant la non-valeur de la clause de paiement en or, semblent cependant partisans de la validité de ce que nous appellerions actuellement la clause de paiement en « valeur-or ».

Cependant, M. de Folleville se distingue de M. Labbé en ce qu'il est d'avis que la convention qui exclut l'emploi d'une monnaie déterminée ne doit pas être interprétée comme une convention qui ordonne de tenir compte de la différence de valeur entre les monnaies (3).

La Cour de Cassation fût à son tour, le 11 février 1873, appelée à intervenir dans le débat ; les époux Do-Delattre s'étant pourvus contre l'arrêt de la Cour de Douai.

La requête indiquait un moyen unique : Violation de l'art. 6 *Code Civil* et de la loi du 12 août 1870 ; fausse application de l'art. 1134 du *Code Civil*, fausse interprétation de l'art. 475-11 du *Code Pénal*.

Rappelons que l'arrêt attaqué s'appuyait sur trois arguments principaux :

1° Les mots « à partir du jour de la promulgation » réservent les droits des créanciers antérieurs ;

(1) Voir en particulier la note de M. LYON-CAEN — *Sirey* — 1920 — 1 — 193

(2) *Sirey* — 1872 — 2 — 161

(3) *Nature du Droit et de l'Obligation* — Page 108.

2° La loi de 1870 n'annule pas expressément toute convention contraire ;

3° Un créancier peut stipuler que son paiement se fera en or et non pas en argent, pourquoi ne pourrait-il pas stipuler que son paiement se fera en espèces métalliques et non en papier-monnaie ?

La Cour de Cassation cassa cet arrêt (1) en s'appuyant simplement sur la loi du 12 août 1870 et sur l'art. 6 du *Code Civil* ; par conséquent, l'arrêt reconnaît le caractère d'ordre public du cours forcé.

Il ajoute, et c'est un point très important, que le créancier ne peut refuser le paiement qui lui est offert en billets de la Banque de France suivant leur valeur légale obligatoirement équivalente à celle des espèces métalliques.

Cet arrêt qui devait fixer la jurisprudence française admettait donc le caractère d'ordre public absolu du cours forcé.

Le 17 mars 1919, le cas se présente de nouveau devant le Tribunal Civil de la Seine (2).

Un bailleur, s'en basant sur la clause d'un bail où il était stipulé que le paiement des loyers ne pourrait être effectué « qu'en espèces d'or et d'argent au cours actuel, et non autrement, nonobstant toutes lois et ordonnances à ce contraires, au bénéfice desquelles le preneur déclarait renoncer dès à présent à titre d'engagement d'honneur » exigeait le paiement des loyers en monnaie d'or.

Le Tribunal le débouta de sa demande et décida :

« Que la clause exceptionnelle insérée au bail du 31 décembre 1912 doit être considérée, en l'état actuel, comme immorale et illicite et doit être réputée non écrite ;

» Attendu, en effet, que de même que la loi du 12 août 1870 avait établi en France le cours forcé des billets de la Banque de France en décidant qu'ils seraient reçus comme monnaie légale par les caisses publiques et les par-

(1) *Sirey* — 1873 — 1 — 97.

(2) *Gaz. du Palais* — 27 Nov. 1919.

ticuliers, la loi du 5 août 1914 a établi, à titre provisoire, le cours forcé des billets ;

» Attendu que les lois et décrets établissant le cours forcé des billets de banque en vue de corriger une crise monétaire doivent être considérés comme lois de police et de sûreté générale et rentrent dans la catégorie de celles auxquelles l'art. 6 du *Code Civil* interdit toute dérogation par des conventions spéciales ;

» Attendu qu'il n'est permis à aucun citoyen d'éluder la loi et de prétendre, par des dispositions particulières contraires à l'ordre public, en tourner les prescriptions. »

Le jugement se montrait sévère pour le demandeur, en ajoutant « que l'on est en droit de s'étonner, qu'en temps de guerre, un citoyen français ose émettre semblable prétention et prétende échapper exceptionnellement au cours forcé établi par la loi..... »

Le notaire rédacteur est également désapprouvé ; « on peut être en droit de s'étonner de l'insertion d'une clause de cette nature dans un acte reçu par un officier ministériel et revêtu de la forme authentique. »

Plusieurs jugements rendus depuis, sans s'appliquer précisément à la clause de paiement en espèces d'or, semblent cependant montrer que la jurisprudence n'a pas varié à ce sujet.

Le Tribunal Civil de Belfort, dans un jugement rendu le 5 novembre 1920 (1), nous dit que le créancier ne pourra refuser le papier-monnaie ayant cours dans le pays du débiteur, alors même que la substitution du papier-monnaie à la monnaie métallique a eu lieu postérieurement à la formation de la convention.

Le 14 juin 1922 (2) le Tribunal Civil de la Seine (2^{me} Chambre) avait à résoudre le cas suivant : la Banque Foncière du Jura avait consenti, en 1910, un prêt au remboursement duquel était affecté une villa. Il avait été stipulé que

(1) *Recueil de la Gaz. du Palais* — 1921 — 1 — 129.

(2) *Gaz. des Tribunaux* — 5 Novembre 1922 —

les versements des débiteurs seraient « effectués à Bâle, au siège de la Banque, en bonnes espèces d'or ou d'argent ayant cours légal en France ou en Suisse, ou entre les mains de la personne ou société que la Banque aurait désigné cinq jours avant l'échéance en France ou en Suisse. »

Le paiement de la dette ayant dû se faire en France, il s'agissait de savoir si le débiteur pouvait être contraint de verser de l'or.

Le Tribunal répondit par la négative :

« Attendu que..... les parties contractantes avaient profité..... de l'art. 1247 du *Code Civil* et, d'autre part, usé d'un droit incontestable en précisant comme objet de l'obligation une monnaie déterminée ; que la monnaie, quelle qu'elle soit, est en effet une marchandise comme les autres et que la promesse d'en fournir une de nature spécifiée est parfaitement licite ».

« ...mais la loi du 5 août 1914 est d'ordre public... et le paiement de la dette ayant dû se faire en France, contrairement sans doute aux stipulations de l'emprunt, mais à raison d'une circonstance que les parties n'avaient pas été sans envisager, le créancier n'était pas en droit d'exiger d'autre monnaie que le billet de banque. »

II. — LA CLAUSE S'APPLIQUANT A DES ÉTRANGERS

Tous les jugements que nous avons vus s'appuient donc, pour admettre la non-validité de la clause, uniquement sur le cours forcé et son caractère d'ordre public ; en un mot, la jurisprudence se guide sur l'intérêt national ou du moins sur ce qu'elle croit être l'intérêt national. C'est ainsi que lorsque la clause s'applique à des étrangers résidant à l'étranger, la jurisprudence admet sa validité, et cela, bien que la dette soit payable en France.

Nous en avons la preuve dans une décision rendue, le 9 juillet 1917 (1), et confirmée par la Cour de Cassation le 7 juin 1920 (2).

(1) *Recueil des Assurances* — 1917 — P. 453

(2) *Sirey* — 1920 — I — 193

La question à résoudre était celle-ci : une Compagnie d'Assurances peut-elle se soustraire à l'exécution d'une clause de police d'assurance sur la vie portant stipulation du paiement « en or », lorsqu'elle a son siège en Amérique, où il lui est facile de se procurer les espèces nécessaires pour sa libération ?

Le Tribunal a soutenu la négative en rendant une décision spécifiant que la compagnie ne saurait se prévaloir des dispositions légales concernant le cours forcé, car — et cela souligne le souci de l'intérêt national qui, en cette matière, guide la jurisprudence — le but de ces dispositions est de maintenir l'encaisse métallique des banques nationales et de fortifier le crédit de l'Etat, et non pas de mettre obstacle à l'exécution d'un engagement privé dont l'intérêt public commande, au contraire, l'observation rigoureuse.

La Cour de Cassation a rendu son arrêt dans le même sens en ajoutant que l'ordre public, exclusivement fondé sur l'intérêt national, n'est intéressé au cours forcé qu'en ce qui concerne les paiements effectués en France par des Français et que l'étranger, débiteur d'une monnaie déterminée par la convention, ne peut réclamer en France le bénéfice du cours forcé.

Quelles sont les bases juridiques de cette décision ? M. Lyon-Caen, dans une dissertation parue dans le *Sirey* (1), les a critiquées et les trouve, avec raison, fort discutables.

En effet, si nous considérons les textes régissant actuellement la matière, nous voyons qu'ils ne diffèrent pas sensiblement de la législation en vigueur lors de l'arrêt de 1873.

Nous avons :

La loi du 5 août 1914 (2) qui, de même que celle de 1870, s'applique aux relations de la Banque de France

(1) 1920 — 1 — 193.

(2) Voir *Dalloz périodique* 1914 — 4 — 88.

avec les particuliers et non aux relations des particuliers entre eux.

Le décret du 3 juillet 1915 (1) défend l'exportation de la monnaie et des matières d'or, mais il n'interdit aucunement les conventions de paiements en or à effectuer en France, par des Français. Il n'empêche même pas de convenir d'un paiement en or à effectuer à l'étranger, puisqu'il est relativement facile, sans aucune exportation de monnaie d'or, de s'en procurer sur les places étrangères.

La loi du 12 février 1916 (2) réprime la spéculation sur l'or, mais ne s'applique aucunement si la monnaie française d'or est prise pour sa valeur nominale.

Pour annuler juridiquement la clause de paiement en monnaie d'or, il faudrait prouver la justesse de l'affirmation suivante : le cours légal des billets prend, par suite du cours forcé, un caractère d'ordre public mettant obstacle à toute convention stipulant le paiement en espèces métalliques.

Comme le remarque M. Lyon-Caen, dans sa note précitée, il est inutile de prouver que le cours forcé est d'ordre public : il l'est évidemment ; on ne voit pas la Banque de France remboursant en or quelques porteurs de billets à l'exclusion des autres.

Or, la jurisprudence ne semble pas avoir fait cette distinction ou plutôt, selon nous, elle paraît considérer la question comme résolue dans le sens de l'affirmative, c'est-à-dire dans le sens du caractère d'ordre public du cours légal des billets, quel que soit l'angle sous lequel on l'envisage.

Mais alors sur quoi l'arrêt que nous venons de résumer base-t-il sa décision ? En effet, si, pour employer les termes du jugement du 17 mars 1919 cité plus haut, « les lois et décrets établissant le cours forcé des billets de banque.... doivent être considérés comme lois de police et de sûreté

(1) *Journal Officiel* — 3 Juillet 1915 — P. 4633.

(2) *Journal Officiel* — 16 Février 1916 — P. 1218.

générale et rentrent dans la catégorie de celles auxquelles l'art. 6 interdit toute dérogation », ces lois devraient s'appliquer aux étrangers comme aux nationaux. Il est en effet admis, aussi bien en doctrine qu'en jurisprudence (1), que ces lois doivent s'appliquer à tous ceux qui se trouvent en France, aux étrangers comme aux nationaux.

Comme le remarque M. Lyon-Caen, le fait que l'interdiction ne s'appliquerait pas aux dettes des étrangers envers les Français ne se trouve dans aucune loi, et si cette interprétation était exacte, on devrait considérer comme licite et valable la clause « payable en or » souscrite par un débiteur étranger en faveur de son créancier français, dans une convention conclue après la loi instituant le cours forcé.

De plus, comme l'a écrit M. Demogue (2) l'application de cette solution est fort délicate. Que décider, par exemple, pour l'étranger fixé en France et n'ayant plus d'attaches avec son pays ? et pour le Français fixé en pays étranger et traitant des affaires en France ? et pour les contractants habitant un pays qui aurait également décrété le cours forcé ?

Certains auteurs, par exemple M. Dupuich dans sa note parue dans le *Dalloz*, avaient cru voir dans ce dernier arrêt l'indice d'un revirement de la jurisprudence en cette matière. Nous avons vu, en étudiant l'arrêt du Tribunal de la Seine du 17 mars 1919, que leur attente avait été trompée et que nos tribunaux restent uniquement dominés par le souci de faire cadrer leurs décisions avec l'intérêt national, ce qui leur est permis par l'imprécision des textes que l'on peut appliquer à la matière.

C) *Court aperçu de quelques décisions de tribunaux étrangers.* — La jurisprudence française n'est pas la seule qui, en ces circonstances, nous montre des arrêts en sens

(1) Voir *Répertoire Alphabétique Dalloz* : 448 et s. et *Supplément* 429 et s.

(2) *Revue Trim. de Droit Civil* 1921 — P. 261

divers ; prenons, en premier lieu, la jurisprudence italienne, nous y voyons les mêmes variations.

Nous nous bornerons uniquement aux cas où le Tribunal a voulu interdire ou permettre l'emploi de la monnaie métallique, car, ce que nous voulons mettre en lumière, ce sont moins les motifs juridiques sur lesquels s'appuient les décisions que les arrêts contradictoires auxquels est amenée fatalement la jurisprudence lorsqu'il s'agit d'interpréter une loi qui est loin d'avoir prévu catégoriquement toutes les éventualités et qui laisse au juge, semble-t-il, la faculté d'apprécier les faits suivant le point de vue où ses connaissances économiques lui font envisager l'ordre public.

Seule la jurisprudence qui suivit le décret italien de 1866 fera l'objet de notre résumé ; car, au cours de la guerre de 1914-18, le gouvernement italien prit d'autres mesures législatives qui sont beaucoup moins comparables avec les lois françaises actuelles.

L'article 3 du décret du 1^{er} mai 1866, introducteur des billets à cours forcé, était ainsi conçu : « Les billets seront donnés et reçus comme argent comptant pour leur valeur nominale dans les paiements à effectuer dans l'Etat, malgré toute disposition contraire venant soit d'une loi, soit d'un pacte conventionnel. » (1)

Ce décret paraît très clair, plus clair même que les lois françaises sur la même matière et, cependant, la Cour d'Appel de Palerme décide que « nonobstant le décret du 1^{er} mai 1866, la convention de payer en espèces métalliques seulement et non en papier est valable (2).

Le 21 décembre 1872, la Cour de Cassation de Palerme juge, au contraire, qu'une pareille convention n'est pas valable sans qu'il y ait à distinguer si elle a été conclue

(1) *I biglietti saranno dati e ricevuti come danaro costante per loro valore nominale nei pagamenti effettuabile nello Stato, non ostante qualunque contraria disposizione di lege o patto convenzionale.*

(2) *Circolo giuridico*, de Palerme, T. 1^{er} — 1870 — P. 170.

avant ou après la promulgation du décret qui établit le cours forcé. Cet arrêt cassait le précédent. (1)

En général, la jurisprudence se montre opposée au paiement en espèces. (2)

En ce qui concerne la sphère d'application du cours forcé, la jurisprudence italienne s'est montrée plus stricte que ne le fût la jurisprudence française dans l'affaire de la Compagnie d'assurances « La New-York ». La Cour d'Appel de Brescia décide, le 4 novembre 1878, que l'art. 3 du décret du 1^{er} mai 1866 indique clairement que le législateur a voulu assujettir au cours forcé tous les paiements, même stipulés dans les états étrangers, pourvu qu'ils fussent exigibles en Italie (3). De même, la Cour d'Appel de Milan a jugé, le 1^{er} mai 1894 (4), qu'un débiteur, condamné par la Cour d'Appel de Milan à payer 8.500 fr. à une firme italienne, était valablement libéré par le paiement de 8.500 lire-papier et que les lois italiennes sont applicables à tous les paiements faits en Italie.

Il est intéressant de noter ici que les décisions rendues par nos tribunaux peuvent influencer les cours et tribunaux étrangers. Citons un exemple :

Le 22 mars 1921 le Trib. Civ. du Caire (5) décidait que les lois qui établissent le cours forcé dans un pays ont le caractère d'ordre public et bénéficient non seulement aux nationaux du pays, mais encore aux débiteurs étrangers et que, dès lors, le débiteur tenu au paiement, soit en France, soit en Egypte, de « bonnes monnaies d'or françaises » et ne pouvant payer en telles monnaies ni en France, ni en Egypte, est tenu, et est aussi en droit, de payer en Egypte, tout comme en France, en billets de la Banque de France.

(1) *Circolo giuridico* — Tome III — P. 329.

(2) Voir dans *Journal de Droit Intern. Privé*. 1877 — P. 84 :

Arrêt de la Cour de Cassation de Naples, du 2 Mai 1876.

Arrêt de la Cour d'Appel de Catane, du 17 Juillet 1875.

(3) *Journal de Droit Intern. Privé*, 1881 P. 448.

(4) *Journal de Droit Intern. Privé*, 1898 P. 416.

(5) Cité par *Revue du Droit Bancaire*, Juillet 1923, P. 432.

Or, sur appel de ce jugement, la Cour d'Appel a condamné le 30 mars 1922 le débiteur à verser de l'or ou tout au moins des billets égyptiens, mais au change de la pièce d'or française et non des billets de la Banque de France ; cet arrêt s'appuyait sur les motifs suivants: (1) « Il n'appartient pas aux Tribunaux Egyptiens, appelés à apprécier ce qui peut ou non être contraire à l'ordre public français, de s'écarter de l'interprétation admise en la matière par la Cour de Cassation de France ; celle-ci a décidé (7 juin 1920) que s'agissant d'un débiteur étranger tenu de payer en or un créancier français, cette obligation n'a rien de contraire à la loi d'ordre public établissant le cours forcé des billets, loi qui se borne simplement à dispenser la Banque de France d'échanger les billets en monnaie d'or, et qui ne s'oppose nullement à ce que des paiements soient faits en cette monnaie pourvu que celle-ci ne soit pas calculée à un prix dépassant sa valeur légale. »

« Ne constituent point force majeure déchargeant le débiteur de son obligation de payer en or, pour lui permettre de payer en billets au cours du change, les circonstances ayant rendu plus difficile pour lui, mais non impossible, de se procurer des monnaies d'or. »

Le caractère territorial des lois sur le cours forcé semble, d'ailleurs, être un principe unanimement reconnu. (2)

La question, quelles que soient les décisions judiciaires, reste, nous l'avons déjà dit plus haut, dominée par le point de vue économique. Il n'est pas douteux que lorsqu'un gouvernement a édicté le cours forcé, il a eu l'intention d'agir dans l'intérêt général, or cet intérêt général exige-t-il l'invalidation des clauses de paiement en espèces-or, c'est ce que nous allons essayer d'éclaircir.

(1) Cité par *Revue du Droit Bancaire*, Juillet 1923, P. 439.

(2) *Journal de Droit Intern. Privé* 1905 — P. 1111 — Cour d'Appel d'Athènes 1895.

Journal de Droit Intern. Privé 1874 — P. 41 — Nouvelle Orléans, 1866.

SECTION II. — Étude critique de la Clause.

Nous croyons que la manière la plus profitable d'étudier cette question sera d'exposer, en essayant de les classer dans un ordre logique, les opinions en sens divers que nous avons pu recueillir à ce sujet et ensuite d'examiner ce qu'il en faut réellement penser.

Parmi les arguments « économiques » contre la validité de la clause, nous pouvons citer les suivants :

Dans son jugement du 17 mars 1919, le Tribunal Civil de la Seine considère que la reconnaissance de la validité de la clause « aurait pour effet de nuire au crédit de l'Etat et de faire baisser encore le cours des fonds publics en restreignant l'emploi des billets de la Banque de France par le refus de les accepter à titre de paiement libératoire. »

M. Lyon-Caen émet l'opinion suivante (1) : « Il est évident que s'il était permis, sous l'empire du cours forcé, de stipuler valablement que le paiement aurait lieu en espèces métalliques, à l'exclusion des billets de banque, ces stipulations se multiplieraient et contribueraient à la dépréciation de cette monnaie fiduciaire, si indispensable, surtout en temps de crise ».

Cette opinion est également celle de M. de Folleville, dans son article de la *Revue Pratique*. (2)

Larombière paraît persuadé que la liberté des conventions, si elle était admise par les Tribunaux en pareille matière, ne ferait qu'aggraver les désastres des crises monétaires. (3)

Demolombe est convaincu (4) que ce que les parties considèrent dans les espèces monnayées, ce n'est pas la valeur intrinsèque du métal comme lorsqu'elles traitent sur des lingots, c'est seulement la représentation légale de

(1) Note dans *Sirey* 1920 — 1 — 193.

(2) T. 32 — P. 426.

(3) *Théorie et Pratique des Obligations* — Tome IV — Art. 1246 — N° 8

(4) *Cours de Code Napoléon* — Tome 27 — P. 258

la valeur signifiée, pour laquelle l'Etat les a livrées à la circulation. La conclusion qui en découle naturellement, c'est que les contractants n'ont pas d'intérêt à réclamer de l'or ou des billets, il suffit qu'ils reçoivent le même nombre de francs et, conséquence encore plus grave, il s'ensuivrait également que l'Etat peut fixer à sa guise la valeur des monnaies.

La Cour de Cassation ne semble-t-elle pas, d'ailleurs, être du même avis puisque, dans un arrêt du 21 janvier 1915 (1), nous pouvons lire que « le fait de ne consentir à recevoir ces billets (de la Banque de l'Algérie) en paiement et à ne rendre la monnaie que si l'acheteur remet une certaine somme en sus du prix de la marchandise vendue, n'opère pas la baisse de ces billets, puisque la valeur en est fixée par la loi et se trouve ainsi en dehors du jeu de la concurrence et du commerce. »

D'assez nombreux arguments ont, en revanche, été développés pour la validité de la clause.

M. Labbé écrivait dans sa note du *Sirey* (2) : « Si les parties ne peuvent pas fixer comme objet de leur dette une somme différente en or ou en papier, tous les prix seront fixés comme devant être payés en papier, augmentés d'après la dépréciation que subit ce papier. Bien candide serait alors celui qui paierait en or ou en argent. Une mesure destinée à pallier la gêne résultant de la rareté des espèces aurait, ainsi entendue, l'effet de les exclure complètement des rapports des particuliers entre eux. »

« Au contraire, admettez que les particuliers puissent, dans l'exécution de leurs engagements et en vertu de conventions formelles, tenir compte de la différence des cours entre les monnaies. Celui qui a de la monnaie d'or, d'argent, la montre et l'emploie, car il y trouve un avantage. La monnaie métallique continue à circuler et conserve sa valeur propre..... La crise monétaire est atténuée et non

(1) *Dalloz* — 1919 — 1 — 82.

(2) 1873 — 1 — 97.

compliquée d'une altération de la valeur des choses. Le retour à l'emploi exclusif de la monnaie métallique, fait incontestablement souhaité et poursuivi par le législateur, est facilité. »

Pietro Esperson, professeur à l'Université de Pavie, défendait la même thèse : (1) « Il est incontestable qu'en rendant cette stipulation entièrement valable, on contribuerait à accélérer l'abolition tant désirée du cours forcé. »

Boistel, à l'objection que la clause serait devenue une clause de style, répondait que, malgré cela, le cours forcé n'aurait pas été sans efficacité car « il supprimait la nécessité d'espèces métalliques pour cet immense quantité de paiements qui se font au comptant sans aucune convention préalable ou à la suite de conventions si rapides qu'on ne peut même pas songer à stipuler un mode particulier de paiement ; il s'appliquait à toute la masse d'échanges journaliers,..... à tous les paiements de salaires, gages..... à tout ce qui se négocie dans les bourses d'effets publics et dans les bourses de marchandises,..... aux prix des transports,..... aux paiements faits par la Banque de France. Si l'on met en regard..... les transactions qui font l'objet d'actes rédigés d'avance,.....quelle proportion..... représenteront-elles ? »

La non-reconnaissance de la validité de la clause lui semblait, de plus, devoir nuire beaucoup aux opérations de change. Il prévoyait également que le numéraire ne se montrerait plus et resterait « enfoui dans les caisses des particuliers. »

Pour M. Ténékidès (1) « tout essai de restriction ou de simple réglementation dans les questions financières et économiques donne des résultats opposés à ceux qu'on s'est proposé d'atteindre. Une loi prohibitive en la matière manquerait complètement son effet et ce serait une méprise de dire que les conventions précitées envisagées dans leur

(1) *Journal de Droit Intern. Privé* 1882 — P. 284.

(2) Article dans *Journal de Droit Intern. Privé*, 1922, P. 64.

ensemble et surtout dans leur but (Bulnoir *Propriété et Contrats*, P. 544) sont contraires à l'ordre public. Elles seraient plutôt de nature à favoriser le crédit public en faisant affluer l'or dans le pays. »

M. Dupuich (1) n'admet pas le danger de la multiplication de la clause qui serait trop rigoureuse pour le débiteur et, par conséquent, peu employée.

Comme M. Ténékidès, il en souhaiterait, d'ailleurs, l'emploi car « à l'heure actuelle, dit-il, en l'état de pénurie de notre circulation métallique, l'obligation de payer en or ne peut être que profitable à l'intérêt public.... Celui qui s'est engagé à payer en or, s'est par là-même obligé à s'en procurer. Si l'or est introuvable en France, il doit donc en importer. Comment cela pourrait-il compromettre l'ordre public ? Rien n'est plus souhaitable au contraire. Ce serait la reconstitution de notre stock métallique et la restauration de notre change. »

Nous nous trouvons donc en présence de deux opinions : l'une, sans donner, il est vrai, beaucoup d'arguments économiques, voit dans l'emploi de la clause dont nous nous occupons un grave danger pour la situation générale des finances publiques ; l'autre, qui donne peut-être un peu plus de précisions, voit au contraire de grands avantages à l'emploi de cette stipulation. Certes, nous croyons qu'il est fort difficile, sinon impossible, de prévoir exactement ce qui se passerait si la clause « payable en espèces or », validée par les tribunaux, devenait d'un usage courant ; nous sommes devant un « cas » où l'application pratique risquerait fort d'amener des surprises qu'il est peut-être téméraire de vouloir préjuger ; cependant, on nous permettra d'émettre, à notre tour, notre opinion à ce sujet.

Rappelons ce qui se passa en 1914 au point de vue monétaire. Dès la déclaration de guerre, la circulation de l'or se raréfia, puis elle finit par se tarir complètement.

(1) Note dans *Dalloz* — 1920 — 1 — 137

Or, et il est bon d'insister sur ce fait, l'or disparaissant de la circulation, l'emploi d'étalon des valeurs devenait libre. L'étalon fût toujours le franc, mais le franc-papier et non le franc-or. Ce franc-papier devint la monnaie principale du marché, la seule en laquelle se cotent les prix et la seule avec laquelle on s'acquitta des dettes.

Il nous paraît certain qu'au début du cours forcé la reconnaissance de la validité de la clause n'eût probablement pas offert grand inconvénient et elle eut été, peut-être, fort peu employée. Le Français de toute classe et de toute condition avait l'habitude des billets de banque ; la confiance dans la solvabilité de la Banque de France était universelle ; enfin les prix, dans les premiers mois de la guerre, étant restés à peu près stationnaires, la majorité des gens n'aurait pas eu le soupçon de la non-équivalence des monnaies, puisqu'avec un franc-papier on pouvait acquérir la même quantité de marchandises qu'avec un franc-or.

Nous semblons « enfoncer des portes ouvertes », mais il est des vérités élémentaires qu'il est bon de rappeler, d'autant plus qu'elles risquent souvent d'être oubliées.

La situation en se prolongeant, et surtout les émissions en se multipliant, amenèrent, s'il est permis de s'exprimer ainsi, la séparation des valeurs des deux monnaies et nous croyons que l'on peut sans crainte affirmer que la plupart des gens, dès que la hausse des prix et le chiffre des émissions devinrent notables, furent convaincus que le franc-papier n'avait plus la même valeur que le franc-or. D'ailleurs, si cette connaissance, en quelque sorte instinctive, n'avait pas été générale, comment expliquer que l'or ait disparu complètement de la circulation ? L'appel de la Banque de France, invitant les populations à apporter leur or, s'adressait à leur patriotisme, et nous croyons que s'il y fût répondu c'est aussi par patriotisme et peut-être, de plus, parce que beaucoup de personnes croyaient que la dépréciation serait de peu de durée, que l'or ne leur serait

pendant la durée du cours forcé d'aucune utilité et que la reprise des paiements en espèces suivrait de près la conclusion de la paix.

Mais l'étalon était toujours et est d'ailleurs encore le franc-papier. Nous ne nous dissimulons pas les inconvénients de cette situation, car, avec l'étalon de papier, nous avons le régime de l'instabilité monétaire avec tous ses ennuis. Le double prix (prix en or et prix en papier) aurait théoriquement l'avantage — qui serait le bienvenu près des économistes — de montrer plus exactement la hausse des prix.

La question est de savoir s'il est possible, après des années de cours forcé, de reconnaître la validité de la clause « payable en or » et si la réapparition de l'or dans la circulation ne serait pas la source de multiples inconvénients.

Tout d'abord, il ne nous semble pas douteux que la clause, une fois validée par les tribunaux, serait beaucoup employée par les personnes désireuses de s'assurer, autant que possible, contre l'instabilité monétaire. M. Boistel semblait croire que cette clause resterait uniquement employée dans quelques actes notariés ; M. Dupuich, s'appuyant sur la rigueur de cette stipulation pour le débiteur, paraît être du même avis. Quant à nous, nous ne croyons pas que la rigueur de cette clause en rende l'emploi prohibitif, ni qu'elle reste limitée à un petit nombre de conventions.

Supposons que les tribunaux valident cette clause et l'appuient de leur autorité ; nous voici en face d'un débiteur récalcitrant auquel il va être ordonné, par jugement, d'effectuer un paiement en or monnayé ; si ce débiteur n'a pas de monnaie d'or ou s'il prétend n'en pas avoir, il se trouve forcé de s'en procurer ; or, il est évident qu'il ne pourra acquérir un certain nombre de francs représentés par des pièces d'or qu'en versant un nombre plus considérable de francs en billets de banque. Il devient donc in-

dispensable d'abroger la loi de 1916 qui a pour but d'empêcher le trafic des espèces monnayées ; sinon, nous aboutissons à une impasse puisque nous interdisons un trafic que, d'autre part, nous rendons inévitable.

La rigueur de la clause serait-elle un obstacle à son emploi ? Nous ne le pensons pas. Le débiteur peut ne pas apprécier exactement ce à quoi il s'engage ; s'il s'agit d'un engagement à long terme, il peut espérer la plus-value du billet. Il peut également se préoccuper beaucoup plus du moyen de se procurer des fonds que du moyen de les restituer. Nous sommes d'avis que le pourcentage des personnes que la rigueur de cette clause pourrait empêcher de contracter serait très minime.

Cette clause resterait-elle limitée aux actes notariés et aux obligations à long terme ? Pour notre part, nous ne le croyons pas, et si l'exemple était donné par ces contrats, nous ne voyons pas qu'une interdiction soit efficace pour les transactions journalières au comptant. Qui pourrait empêcher d'offrir ou de proposer un double prix, selon que le paiement serait effectué en or ou en billets ?

Nous croyons donc impossible de limiter l'emploi de la clause, une fois que la première brèche serait faite et nous croyons que sa rigueur n'amènerait pas davantage sa limitation.

Mais on peut objecter : admettons que cette clause devienne de style, qu'elle soit couramment employée, quel mal y aurait-il à cela ? C'est ce que nous allons essayer de démontrer.

Si l'on admet que la clause, validée par les Tribunaux, devienne d'un emploi courant, la première chose à faire serait, nous l'avons vu, de donner aux contractants les moyens de se procurer de l'or. Il devrait donc exister un marché de l'or, une sorte de Bourse, où les cours respectifs du métal et du papier seraient établis et où l'on serait sûr de pouvoir toujours se procurer, au cours du jour, la quantité d'or dont on pourrait avoir besoin. Les dangers

d'un pareil système nous semblent évidents ; ce serait rendre la spéculation maîtresse de donner au billet la valeur qui lui conviendrait, absolument comme à la Bourse des Valeurs Mobilières la spéculation à la hausse ou à la baisse parvient à donner au titre auquel elle s'intéresse une valeur marchande absolument factice et n'ayant souvent qu'un rapport lointain avec sa valeur réelle.

Nous pouvons avoir un exemple de cette spéculation en nous reportant à ce qui se passa aux Etats-Unis lors des années 1862 et suivantes au cours desquelles exista à New-York un marché de l'or. (1)

Nous voyons qu'au cours de ces années la spéculation sur l'or prit un essor sans précédent. De nombreux offices particuliers furent ouverts et certains furent si mal famés que le *Stock-Exchange* dû en interdire l'accès à ses membres. « L'or, dit l'auteur dont nous avons parlé (2), devint un article aussi favorable à la spéculation que le pétrole ou les actions de chemins de fer. Nombre de personnes que leur situation ne préparait pas à ce genre d'opérations — clergymens, médecins, hommes de loi, petits marchands — achetaient et vendaient de l'or. Les membres du congrès, les employés du gouvernement et les reporters essayèrent fréquemment d'obtenir des avantages, grâce aux informations qu'ils avaient avant le public »... « Tous les journaux s'occupent de la question et donnent les prix des marchandises, de l'or ; voir les tables des prix dans le *Hands Merchant's Magazine*, le *Commercial and Financial-Chronicle*, le *Banker's Magazine*, l'*Annual Report of the Chamber of Commerce of the State of New-York*. »

Or, remarquons qu'il s'agissait là d'un pays producteur d'or ; que serait-ce dans une contrée réduite à trafiquer sur l'or que les particuliers voudraient bien mettre en vente ou que l'on ferait venir de l'étranger ?

(1) Voir en particulier : WESLEY CLAIR MITCHELL : « *History of the Greenbacks* » P. 183 et suiv.

(2) Voir Ouvrage cité P. 184.

L'emploi de la clause que nous étudions, devenu licite après des années de cours forcé absolu, aggraverait très probablement notre situation économique intérieure.

Tout d'abord, remarquons qu'une hausse des prix se produirait probablement, hausse que suffirait à créer une abondance plus grande de moyens de paiement. Actuellement, pour le marché intérieur, l'or n'existe pas ; ce n'est plus un instrument d'échange, c'est simplement, pour les particuliers qui l'ont conservé, un instrument d'épargne. Nous avons actuellement environ 38 milliards de billets en circulation ; supposons, pour tenir compte de la thésaurisation et des billets retenus à l'étranger, qu'il n'y ait pour servir aux échanges quotidiens entre Français que 15 milliards de billets ; supposons également qu'un seul milliard d'or rentre (par suite de l'emploi du double prix) dans la circulation : ce milliard d'or représenterait au moins la valeur de 3 milliards de francs en billets, ce serait donc une sorte d'inflation.

L'or monnayé aurait-il la valeur mathématique que lui assignerait l'importance de notre circulation fiduciaire et notre situation financière ? Il nous semble permis d'en douter. Même si nous éliminons le facteur spéculation, dont nous avons dit quelques mots plus haut, l'or a une qualité que la monnaie fiduciaire ne possède pas au même degré et qui le fera toujours surestimer : il est un instrument d'épargne. On peut objecter qu'actuellement certains thésaurisent les billets, nous l'accordons volontiers, mais n'est-ce pas « faute de mieux » ? Or, de même que, lorsqu'une menace d'inflation semble, à tort ou à raison, prochaine, nous voyons les possesseurs d'une certaine quantité de billets de banque chercher à acquérir des « valeurs réelles » telles que : maisons, fonds de terre, actions de Sociétés, etc., ne verrions-nous pas l'or, à peine réapparu après des années d'absence, accaparé par ces mêmes personnes à des prix tels qu'une dépréciation du billet s'ensuivrait presque inévitablement.

Donc, premier danger de l'usage courant du double prix : l'or, après une apparition sur le marché d'une durée relativement courte, disparaît de nouveau presque entièrement (après avoir peut-être provoqué une augmentation de la circulation fiduciaire, suite de la hausse des prix à prévoir) parce que ses détenteurs sont trop exigeants ; les billets restent seuls en circulation avec un pouvoir d'achat diminué et inspirent une défiance croissante, et la clause « payable en or » reste, par la force des choses, uniquement employée dans les contrats à long terme.

Mais c'est là une hypothèse relativement favorable. Si, au contraire, nous supposons une défiance très prononcée des porteurs de billets, défiance venant d'une crainte, plus ou moins justifiée, au sujet de notre relèvement économique et financier (crainte que la spéculation nationale ou internationale peut contribuer à répandre et à exagérer) ne verrions-nous pas la bonne monnaie chasser la mauvaise. Rappelons-nous que la loi de Gresham joue quand les Pouvoirs Publics interviennent pour que la mauvaise monnaie soit prise à sa valeur nominale (valeur officiellement égale à celle de la bonne monnaie) ; or, dans l'espèce qui nous occupe, le cas ne serait pas le même, puisque les tractations sur la monnaie seraient libres. La mauvaise monnaie resterait peut-être en circulation, mais, comme on pourrait avoir un instrument d'échange ayant une valeur réelle, l'or, ce serait la valeur de la monnaie de papier qui tomberait aux environs de zéro.

Dès que dans un pays la monnaie fiduciaire devient suspecte, à tort ou à raison, l'or devient pour elle un concurrent trop dangereux. Le créancier, si la loi le lui permet, préférera toujours, même à valeur égale, la monnaie la plus stable.

La Révolution Française l'avait compris en prononçant les peines les plus rigoureuses (même la peine de mort) contre la vente ou l'achat de monnaies métalliques,

la dualité de prix, le simple fait de demander en quelle monnaie l'achat serait payé. (1)

Nous trouvons encore un exemple de cette préférence pour l'or dans ce qui s'est passé dans l'Etat de Californie au cours des années 1862 et suivantes. Voici ce que nous dit à ce sujet M. W. C. Mitchell (2) « Sur la côte du Pacifique, les gens, accoutumés à la seule circulation des espèces, étaient très désireux de la maintenir. Les hommes d'affaires cherchèrent donc les moyens par lesquels ils pourraient maintenir la circulation de l'or et empêcher leurs débiteurs de les forcer à recevoir des billets. Un de ces moyens fût la conclusion, par un certain nombre de marchands de San Francisco, d'une convention « de ne recevoir ou verser les billets que pour leur valeur réelle ; l'or demeurant l'étalon. » Les firmes qui refusèrent d'adhérer à cette convention ou d'y obéir furent marquées sur une liste noire et obligées ensuite de payer en argent comptant les marchandises qu'elles désiraient. »

« L'observation loyale de cet arrangement volontaire était cependant difficile à maintenir et de vigoureux efforts furent faits pour que la législation de l'Etat tende à la même fin par des moyens légaux. Après le rejet de diverses propositions, un « specific contract act » était finalement approuvé le 27 avril 1863. Il prévoyait que le respect de la clause « payable en or effectif » devait être assuré par les tribunaux. Par suite... les hommes d'affaires purent se protéger contre les porteurs de « greenbacks » en spécifiant, dans leurs contrats, que le paiement devait être fait en or. Cela devint une pratique générale et les Californiens maintinrent une large circulation d'espèces pendant les 17 années durant lesquelles le reste des Etats-Unis fut au régime du papier-monnaie. Quand celui-ci était reçu, c'était d'ailleurs pour sa valeur réelle comparativement à celle de l'or. »

(1) Voir : MARION ; *Histoire Financière de la France*, Tome III, P. 48 ; P. 95.

(2) Op. cité p. 137.

Si nous en jugeons d'après un article paru dans la *Revue d'Economie Politique* (1), la même horreur du billet se manifestait pendant la guerre dans les provinces turques et les billets y furent pour ainsi dire évincés par l'or : « Il existe partout un double barème de prix en or et en papier, mais l'or est demeuré la base normale des transactions : aucun détenteur de marchandises ne consent à s'en dessaisir contre des billets et quiconque est dépourvu de monnaie métallique est contraint de s'en procurer, aux conditions les plus onéreuses, pour pouvoir effectuer le moindre achat. »

Tout ceci, croyons-nous, prouve que lorsque la circulation des billets atteint un chiffre élevé et que la dépréciation est manifeste, il peut être dangereux de permettre les stipulations de monnaies d'or, surtout si elles ont été interdites pendant plusieurs années et depuis le début du cours forcé.

Envisageons la question au point de vue du commerce extérieur. Nos importateurs auraient-ils avantage à acheter de l'or sur le marché national au lieu d'acheter des devises étrangères au cours du change ? Nous y voyons des dangers et peu de profits. Ces importateurs pourraient-ils atténuer par ces envois la baisse du franc ? Il est permis d'en douter ; les envois seraient-ils faits avec assez de modération ? Seraient-ils dirigés sur les points où il y aurait le plus d'intérêt à atténuer la prime du change ? Serait-il politique d'affaiblir la réserve métallique du pays ? Autant de questions auxquelles il semble difficile de répondre affirmativement.

Certes l'agio vient évidemment de ce que l'or ne peut s'écouler à l'étranger le jour de l'échéance pour liquider le papier commercial ; mais ne sera-t-il pas impossible de réimporter l'or exporté ? Ainsi au moment même où la réapparition de l'or sur le marché intérieur risque de pro-

(1) Année 1919 — P. 278 et suiv. — JEAN VERGEOT — *Le Papier-Monnaie en Turquie pendant la guerre.*

voquer une nouvelle hausse des prix et, par suite, une nouvelle inflation, une partie de cet or partirait à l'étranger au risque de causer, quelques jours plus tard, par son absence à notre actif, une crise de change bien plus grave que celle que l'on voulait atténuer, et si nous voulions rapatrier cet or nous serions obligés d'envoyer à l'étranger une somme en billets plus importante que celle que la sortie de cet or nous aurait épargnée.

Y aurait-il intérêt à obliger les particuliers à importer de l'or pour effectuer le règlement de leurs dettes intérieures ? Cela contribuerait, fort probablement, à rendre nos changes encore plus défavorables ; car, acheter de l'or ou acheter une autre marchandise c'est tout un ; or, un pays à change avarié doit naturellement chercher l'augmentation de ses exportations et la diminution de ses importations. Avarier nos changes, et qui sait dans quelles proportions, pour essayer d'équilibrer nos 38 milliards de billets par 12 milliards d'or serait un métier de dupe.

Examinons un dernier avantage que l'on pourrait être tenté d'attribuer à l'emploi de la clause dont nous discutons : l'Etat, si nous supposons que la monnaie d'or réapparue s'échange d'une façon à peu près stable avec la monnaie de papier, pourrait profiter de cette circonstance pour diminuer le nombre des billets en circulation et effectuer une sorte de conversion. Il pourrait décréter, par exemple, que le cours de l'or étant avec celui du billet dans la proportion de 1 à 3, chaque personne qui apporterait aux caisses publiques 3 fr. en billets recevrait 1 fr. en or et *vice versa*. Au point de vue justice pure, cette proposition paraît inattaquable, les porteurs restent libres et s'ils préfèrent courir leur chance, c'est à leurs risques et périls. Ce serait une sorte de dévaluation, mais facultative.

Sans insister sur les difficultés théoriques que nous prévoyons à l'essai de réalisation d'une pareille opération, notons qu'une expérience de ce genre faite par la République Argentine n'a pas été heureuse. La loi du 3 janvier

1867, profitant de la situation favorable du marché, avait créé un bureau de change : 25 pesos papier étaient livrés à quiconque en faisait la demande contre 1 peso métal et échangeable au même taux ; mais les réserves métalliques s'épuisèrent et il fallut, en 1876, revenir au cours forcé. Il nous semble qu'il n'y aurait aucun avantage à risquer l'encaisse de la Banque de France dans une opération aussi hasardeuse, qui risquerait beaucoup d'amener une situation pire que celle dont on a voulu sortir.

A notre avis, les avantages de la validation de la clause de paiement en or effectif ne compenseraient pas les inconvénients qui en résulteraient. Tant que l'on pourra conserver l'espoir de sortir normalement du cours forcé, il faudrait éviter tout ce qui pourrait souligner la différence entre la pièce de vingt francs en or et le billet de vingt francs. Il est entendu que tout le monde sait qu'il y a une différence, nous sommes d'accord à ce sujet, mais nous croyons qu'il importe de ne pas traduire cette différence en une formule trop claire ; formule qui pourrait être exploitée contre le crédit de l'Etat. Ce serait, semble-t-il, une politique économique fâcheuse que d'exiger l'exécution de la clause « payable en or effectif » et nous inclinons à croire que, dans les circonstances actuelles, les tribunaux ont raison de la considérer comme contraire à l'ordre public ; nous souhaiterions simplement que les lois et décrets sur le cours forcé soient un peu plus explicites et qu'ainsi les jugements sur cette matière puissent avoir une base juridique moins discutable.

CHAPITRE IV

De la Clause de Paiement en Valeur-or

Nous venons de voir les inconvénients de la clause « payable en or effectif » ; faut-il en conclure que, dans une période d'instabilité monétaire et lorsqu'il s'agit de contrats dont le règlement repose sur une période de temps assez longue, la question de l'égalité des prestations à fournir par chacun des contractants reste insoluble ?

Cette inégalité des prestations fournies est non seulement choquante, si l'on se place au point de vue de la stricte justice, mais elle peut avoir, même envisagée au point de vue purement économique, des inconvénients que l'on a souvent fait remarquer. Comme l'écrivait Leroy-Beaulieu, dans un article paru dans l'*Economiste Français* (1), le créancier tente de récupérer cette perte, parfois considérable, et que rien ne justifie, ni son imprévoyance, ni la maladresse de son opération, ni les conditions de la vente ou de l'échange, ni aucun acte inintelligent de sa part et il le fait, presque inconsciemment, en surélevant les conditions de son prêt ou le prix de ses ventes ; il la met, en un mot, dans ses factures.

C'est ce que remarquait déjà Talleyrand (2) « Dans la crainte d'être remboursés en billets, ils (les créanciers) grossissent outre mesure leur créance et, par là, ils assurent la ruine des débiteurs pour l'époque où les billets

(1) Année 1873 — Page 711

(2) Cité par MARION ; *Histoire Financière de la France* — Tome II — Page 60.

(se rapprocheront du pair) ». Est-ce là, en équité, une réparation des premières pertes subies par ces mêmes créanciers ? Non, et « il est évident que ce n'est pas ici une réparation de la première injustice mais bien une injustice nouvelle, puisque ce ne sont ni les mêmes contractants, ni les mêmes engagements, ni la même proportion. »

Il est certain que le risque influence la vie économique, non seulement par ses effets apparents (à savoir, les pertes positives qu'il entraîne lorsque l'événement redouté se réalise) ; mais encore, et surtout, à raison de l'incertitude qu'il engendre, quant aux résultats de l'opération entreprise. (1)

Il était donc naturel, et même souhaitable, que pendant une période d'instabilité monétaire comme celle que nous traversons, on cherche à se prémunir contre le risque de la dépréciation de la monnaie légale en employant une formule qui protège, contre ce risque, à la fois le créancier et le débiteur et qui, de plus, soit reconnue valable par les Tribunaux.

LA CLAUSE « PAYABLE EN VALEUR-OR »

Parmi les clauses proposées, la clause « payable en valeur-or », et plus spécialement, pour les affaires traitées en France, la clause « payable en francs-or », semble être actuellement très en faveur. Comme le remarque M. Demogue (2), un exemple venu de haut, celui du traité de Versailles qui a prévu des paiements à faire par l'Allemagne estimés en marks-or, devait amener l'attention sur cette clause.

Le Congrès postal de Madrid, en 1920, prend, pour base des taxes postales, le franc-or conforme au poids et au titre établis par la législation en vigueur dans les divers pays qui ont adopté cette unité monétaire.

(1) Voir en ce sens : ALLAN WILLET, *Théorie économique du risque de l'assurance* — *Studies in History, Economics and Public Law* — Columbia University.

(2) *Journal des Notaires* — 1923 — Page 91

Plus récemment encore, le 29 mars 1923, un accord, conclu à Rome, entre la Compagnie des Chemins de Fer du Sud de l'Autriche, les mandataires des obligataires et les Etats intéressés, au sujet du service des obligations de cette Compagnie, précisait que, pour son exécution, tous les paiements seraient effectués en francs-or.

La manière dont on a prévu le règlement des arriérés montre bien le caractère international que tend à prendre cette dénomination de franc-or. Nous lisons, par exemple, que les coupons échus depuis le 1^{er} octobre 1908 jusqu'au 1^{er} juillet 1914 seront réglés, à leur valeur nominale, en francs français ; que les neuf coupons échus après le 1^{er} juillet 1914, jusqu'au 1^{er} janvier 1919, seront remboursés à raison de 2 francs-or par coupon.

Remarquons que, du moins en ce qui concerne les valeurs mobilières, l'idée du franc-or ou plus précisément de la valeur-or n'est pas nouvelle ; il suffit de parcourir la cote pour s'apercevoir qu'un nombre relativement élevé de titres sont libellés en valeur-or.

La plupart de ces titres ont d'ailleurs été émis par des pays à monnaie dépréciée et le terme « or » est uniquement opposé à la monnaie de papier circulant dans ces pays ; par exemple, l'emprunt 4 $\frac{1}{2}$ % or 1909 de la Province de Buenos-Ayres est libellé ainsi : « Emprunt de £. 2.380.952, ou francs 60.000.000, ou pesos-or 12.000.000... » Le terme peso-or est uniquement opposé à peso-papier, ce qui le prouve c'est que le franc circulant à ce moment-là au pair de l'or, le mot franc-or a paru superflu.

L'emprunt Bulgare 1896, libellé en langues française, anglaise et allemande, emploie également le terme franc-or : « Emprunt... portant sur un capital nominal de 30.000.000 francs-or ou 12.000.000 florins d'Autriche or ou 24.270.000 reichsmark ou £. 1.190.476. — Obligation au porteur de 500 francs-or. — »

Toutefois, ce genre de conventions était destiné à éviter, autant que possible, les litiges qui pourraient naître

de questions de change et il ne s'agissait nullement, en cette matière, d'une mesure ayant trait à doter les nationaux d'un pays donné d'une monnaie de compte stable.

C'est avec intention que nous avons employé l'expression « monnaie de compte », car dans la clause que nous envisageons actuellement le mot franc-or désigne beaucoup plus une monnaie de compte qu'une monnaie réelle. Tous les paiements, en effet, s'effectuent en monnaie de papier ; selon la dépréciation de cette monnaie, on donne deux, trois ou quatre francs-papier pour un franc-or. Au moyen-âge, en Italie et dans certaines villes hanséatiques, on créa de même ce qu'on appella une monnaie de compte pour échapper aux inconvénients de la variété des monnaies et surtout de leurs falsifications. Mais à la différence du franc-or, qui a une existence réelle sous forme de monnaie d'or, les monnaies de compte anciennes, bien que représentant un certain poids d'or ou d'argent fin, n'ont jamais circulé sous forme de monnaies. Le franc-or, comme du reste le mark-or, n'est donc une monnaie de compte que si on le considère dans le nouveau sens du mot et c'est le sens qu'ont certainement eu en vue les partisans de la clause en valeur-or, dans les publications qu'ils ont faites à ce sujet depuis quelques années.

Parmi les ouvrages qui ont ramené l'attention sur l'emploi de cette mesure de valeurs par les simples particuliers, soit pour leur comptabilité, soit dans leurs contrats, nous pouvons citer ceux de M. Georges Valois (1),

Les travaux de la Semaine de la Monnaie ont également donné une certaine publicité à l'emploi de cette clause et divers rapports y ont été entièrement consacrés à cette question.

M. Em. Delavelle, par exemple, s'est attaché à montrer l'utilité de la comptabilité en francs-or qui « seule peut

(1) Voir encore dans ce sens son dernier ouvrage : *L'Etat et la Production* — Paris — 1922

donner les résultats exacts obtenus par une entreprise » (1). Il cite, à l'appui de sa thèse, l'exemple du Mexique qui pratiqua cette double comptabilité dans la période de cours forcé de 1914-1916, et où de nombreuses maisons tenaient leur comptabilité à la fois en pesos mexicains et en dollars des Etats-Unis. Un peu plus loin, il ajoute que l'habitude de compter en francs-or peut conduire assez vite :

Au rétablissement de la circulation de l'or ; on verra sortir des caisses privées l'or encore caché et, comme nulle raison ne l'invitera à sortir du pays, il restera chez nous et même il nous en viendra du dehors ;

Et à la réduction de la dette publique ; les porteurs, comptant en francs-or, trouveront moins étrange qu'un jour on échange leurs titres de 100 francs-papier contre un titre de 35 ou 40 francs-or.

Notons également, qu'au début de 1923, l'Association Centrale du Commerce de Gros Allemand adressa deux pétitions au Ministre de l'Economie Nationale du Reich pour obtenir, en faveur de pratiques devenues courantes (2), la reconnaissance officielle.

Cette association demandait : 1° Que le Reichsbank accepte d'ouvrir des comptes libellés en marks-or aux maisons légalement enregistrées au Tribunal de Commerce ;

2° Que ces comptes soient ouverts aussi bien pour les versements d'or monnayé que pour les versements de devises ou de marks-papier au cours de la Bourse du jour qui suivra ces versements ;

3° Que la disposition des crédits en marks-or soit possible par virement d'un compte à un autre ou par rem-

(1) *Semaine de la Monnaie* — P. 338.

(2) Les emprunts en marks-or se multiplient en Allemagne — Citons l'emprunt récemment (Juin-Juillet 1923) émis par la Société du Neckar en vue d'aménager les forces électro-hydrauliques qui doivent être utilisées pour la canalisation du Neckar — Les obligations offertes au public ne rapportent que 5 % et ont été émises à 93 $\frac{1}{2}$ % — Mais l'intérêt et la valeur de remboursement sont calculés suivant la parité officielle entre le mark et le dollar.

Les souscriptions sont effectuées en marks-papier, suivant le cours du dollar au moment de la souscription.

boursement en marks-papier après avis donné la veille et au cours de la Bourse du jour suivant celui de l'avis ;

4° Comme il n'y a pas de cote du cours de l'or en Allemagne, on se baserait sur le cours du change du dollar.

De même que le rapport de M. Delavelle, que nous venons de citer, ces demandes étaient principalement motivées par l'impossibilité de tenir une comptabilité exacte en monnaie de papier. (1)

Parmi les rapports présentés au cours de la Semaine de la Monnaie, citons également celui de M. de Roux, bâtonnier à Poitiers (2). Ce travail avait pour but de montrer la légalité de la clause de paiement en francs-or. M. de Roux rappelle que cette clause est complètement différente de la clause de paiement en espèces-or ; qu'elle ne vise pas à obtenir des espèces métalliques d'une monnaie réelle, mais à fixer l'obligation prévue au contrat d'après une monnaie de compte.

QU'EST-CE QUE LE FRANC-OR ?

Mais que représentera cette monnaie de compte ? quelle sera la valeur de cette mesure des valeurs appelée franc-or ?

La loi de Germinal, an XI, après avoir institué expressément comme unité monétaire le franc de cinq grammes d'argent au titre de 9/10 de fin, dispose qu'un kilog. d'or, au même titre, doit fournir 155 pièces de 20 fr. soit 3.100 fr. On peut donc s'appuyer sur ce texte pour dire que, légalement, le franc d'or représente un poids en or pur de 0 gr. 290322.

On peut objecter que ce poids d'or n'est représenté par aucune coupure monétaire, mais n'en est-il pas de même

(1) Il convient cependant de remarquer que le Syndicat des Banques Allemandes s'est, le 17 Mars 1923, prononcé contre l'introduction de la comptabilité en mark-or.

(2) *Semaine de la Monnaie* — P. 370

pour le mark d'or allemand (de 0 gr. 358425 d'or fin et même du dollar or (de 1 gr. 50444 d'or fin) qui n'est plus frappé depuis 1890. Le franc-or existe comme unité dans les pièces d'or qui sont ses multiples et peut être facilement conçu comme unité matérielle.

Pour effectuer le règlement d'une somme due en francs-or, deux solutions pouvaient être envisagées. Nous ne croyons pouvoir les exposer plus clairement qu'en citant quelques passages d'un article de M. Nogaro sur la question du change au Congrès Postal de Madrid : (1) « On pouvait assurément considérer le franc-or comme une marchandise et regarder comme correspondant à un certain nombre de francs-or une traite, libellée en francs français ou en toute autre monnaie, qui permettrait d'acheter un poids de métal fin correspondant à ce nombre de francs-or. Mais, dans l'état actuel du marché des métaux précieux, cette méthode n'est sans doute pas la plus pratique. Aussi a-t-on estimé qu'il valait mieux rattacher le franc-or à une monnaie légale, cotée sur toutes les grandes places et circulant comme l'or, par exemple, le dollar. La délégation française présenta un texte qui indiquait un moyen pratique très simple..... Ainsi, le pair théorique du franc étant, par rapport au dollar, de 100/518, le franc-or eût été considéré comme correspondant aux 100/518 du cours des devises libellées en dollars... Cette proposition... donnait une expression concrète à la notion abstraite du franc-or. »

Le Congrès a adopté, d'ailleurs, un système conforme à cela dans ses grandes lignes, ce qui fait ressortir la possibilité de maintenir le franc comme unité de compte universelle. (2)

(1) *Revue d'Economie Politique* — Sept. Octobre 1921 — P. 602.

(2) Au point de vue pratique, pour exprimer le franc-or en francs-papier, il suffit de diviser le dollar au cours du change par le dollar au pair de l'or.

Supposons le dollar au cours de 16 francs.

$$1 \text{ franc-or} = \frac{16}{5.18} = 3.08 \text{ francs-papier} ; 1 \text{ franc-papier} = \frac{5.18}{16} = 0.32 \text{ franc-or.}$$

La convention relative aux Chemins de Fer du Sud de l'Autriche, dont nous avons déjà dit quelques mots, a défini avec une extrême précision le poids et le titre du franc-or adopté et qui est l'étalon monétaire de l'Union Latine (Convention Monétaire du 6 novembre 1885), c'est-à-dire la vingtième partie d'une pièce d'or pesant 6 gr. 45161 au titre de 0.900 d'or fin.

Quoiqu'en paraisse penser M. de Roux (1) le franc-or a donc une définition légale. Juridiquement, une convention en francs-or a donc un objet suffisamment déterminé et contient les éléments nécessaires pour fixer la quotité à laquelle a droit le créancier.

SECTION I. — Étude juridique de cette Clause.

A) *Quel accueil lui ont fait les Tribunaux.* — La jurisprudence sera-t-elle plus favorable à cette clause qu'à la clause de paiement en monnaie métallique ? C'est ce que nous allons examiner en distinguant, comme nous l'avons fait dans le chapitre précédent, suivant qu'il s'agit d'une convention conclue entre Français et exécutoire en France ou d'une convention conclue dans d'autres conditions.

I. — LA CLAUSE DANS LES CONTRATS NATIONAUX

A notre connaissance, il n'y a pas encore de jurisprudence sur la question de la validité de la clause « payable en francs-or » dans une convention entre Français et exécutoire en France ; toutefois, les décisions rendues par nos Tribunaux sur des sujets connexes, ou encore par des Tribunaux étrangers, nous permettront, peut-être, de préjuger dans quel sens seraient probablement rendues les décisions sur ce sujet.

Pratiquement, qu'est-ce qu'une stipulation en francs-or ? De toute évidence, cela équivaut à stipuler qu'il

(1) *Semaine de la Monnaie* — P. 370 et suiv.

sera tenu compte de l'agio, c'est-à-dire de la différence de cours existant entre la monnaie métallique (et plus particulièrement la monnaie d'or) et la monnaie de papier. Dans les deux cas, ne sera-t-on pas obligé de payer en papier et ne donnera-t-on pas une quantité de papier suffisante pour équivaloir à la somme stipulée, soit qu'elle ait été énoncée en francs-or, soit qu'elle l'ait été en monnaie d'or ? Supposons qu'au lieu de stipuler des francs-or nous ayons stipulé de la monnaie d'or en précisant que notre débiteur pourrait se libérer en papier, en tenant compte de l'agio ; ne serons-nous pas forcés, pratiquement, pour calculer cet agio, de prendre la valeur du franc métal, soit en calculant la valeur en papier du poids de métal qui constitue le franc, soit en nous basant sur le change du franc-papier avec une monnaie étrangère circulant au pair de l'or ? Il est évident qu'une stipulation de francs-or nous obligerait exactement au même calcul.

Or, si nous avons bien compris l'esprit animant les arrêts et jugements rendus par nos Cours et Tribunaux durant les périodes de cours forcé que nous avons traversées, il nous semble que la stipulation de tenir compte de l'agio n'a jamais été vue avec faveur. Cela se comprend d'ailleurs ; en effet, nous avons vu que la jurisprudence a toujours considéré comme peu souhaitable que la dépréciation du billet apparaisse aux yeux de tous ; or, il est évident que la stipulation qu'il sera tenu compte de l'agio, de même que la stipulation en francs-or, aura un résultat pratique certain : celui de montrer aux contractants et, si la clause se répand, de montrer à la plupart des gens, quelle est la dépréciation de la monnaie de papier.

La jurisprudence est d'avis qu'en tout état de cause dans les contrats entre Français, il ne doit pas être fait de différence entre la monnaie de papier et la monnaie métallique.

C'est ainsi que l'arrêt de la Cour de Cassation du 11 février 1873, qui fixe encore la jurisprudence française,

nous dit que le créancier ne peut refuser le paiement qui lui est offert en billets de la Banque de France, suivant leur valeur légale, « obligatoirement équivalente à celle des espèces métalliques. »

Comment concilier cette phrase avec la théorie qui donne une valeur différente au franc-or et au franc-papier ?

Citons quelques arrêts ou jugements plus récents :

Le 21 janvier 1915, la Cour de Cassation répète que le fait de ne pas accepter les billets, suivant la valeur pour laquelle ils ont cours, constitue la contravention prévue par l'art. 475. 11° du *Code Pénal*. Il en résulte qu'au point de vue juridique cent francs-papier égalent nécessairement cent francs-or.

Le jugement du Tribunal de la Seine du 17 mars 1919 (1) renferme deux attendus ainsi conçus : « Attendu que..... Lxxx prétend..... ne recevoir paiement de ses loyers qu'en monnaie d'or et d'argent et non en billets, prétendant exiger versement d'une somme supérieure au montant des loyers fixés au bail au cas où le locataire ne pourrait acquitter ses termes qu'en billets de banque, afin de récupérer la perte que lui ferait subir à l'étranger le change des billets et même de la monnaie française ; »

« Attendu que l'on est en droit de s'étonner qu'en temps de guerre un citoyen français ose émettre semblable prétention et prétende échapper exceptionnellement au cours forcé établi par la loi en vue d'assurer le crédit public et de parer aux dépenses excessives créées et nécessitées par la guerre. »

Ne semble-t-il pas que ces motifs s'appliquent tout autant à la prétention de toucher un supplément de billets qu'à celle d'être payé en monnaie d'or ?

Au cours des années qui suivirent le décret du 1^{er} mai 1866, la jurisprudence italienne, du moins si nous considérons les arrêts des cours suprêmes, n'admit pas la vali-

(1) *Gaz. du Palais* du 27 Novembre 1919.

dité des conventions ayant pour but d'obtenir, au cas de non-paiement en espèces, un supplément de billets.

La Cour de Cassation de Naples, le 18 octobre 1873 ; la Cour d'appel de Venise, le 17 juin 1874 ; la Cour de Cassation de Florence, le 18 décembre 1873, jugent non valable la clause portant qu'il serait tenu compte de l'agio (1).

La Cour de Cassation de Palerme, sections réunies, casse, le 19 février 1875, un arrêt de la Cour d'Appel de Palerme qui, le 24 novembre 1873, avait admis la validité de cette convention. (2)

La Cour de Cassation de Rome cassa également, en 1876, un arrêt de la Cour d'Appel de Catane qui avait statué dans le même sens. (3)

Le résultat pratique de la stipulation en francs-or étant équivalent à celui de la stipulation qu'il sera tenu compte de l'agio, et les tribunaux français ayant toujours considéré cette stipulation comme non valable, il nous semble que la reconnaissance en justice de la validité de cette convention exigerait un changement radical dans l'orientation de notre jurisprudence.

II. — LA CLAUSE DANS LES CONTRATS INTERNATIONAUX

On pourrait objecter à cette conclusion qu'il existe quelques jugements ou arrêts où le franc-or est reconnu comme pouvant faire l'objet d'une stipulation valable. C'est exact et ces arrêts étant, au moment où nous écrivons, fort peu nombreux, il nous est facile d'en donner un rapide aperçu.

Le premier en date est un jugement du Tribunal Civil de la Seine, du 7 juillet 1922, rendu dans un litige entre la C^{ie} Havraise Péninsulaire et la C^{ie} du Canal de Suez et décidant que, lorsqu'en temps de paix et longtemps avant

(1) Cités dans *Journal de Droit Intern. Privé*, 1875 — P. 229.

(2) Cités dans *Journal de Droit Intern. Privé*, 1875 — P. 229.

(3) *Journal de Droit Intern. Privé* — Année 1877 — P. 84.

la guerre la monnaie stipulée pour le paiement des droits de passage du Canal de Suez a été le « franc », on a entendu prendre un étalon fixe et invariable, soit le franc-or, et non pas le franc-papier pouvant avoir cours légal en France mais ne l'ayant pas en Egypte. (1)

Un autre jugement, rendu par le Tribunal de Commerce de Marseille, le 7 décembre 1922, a admis la validité d'une stipulation en francs-or. Un contrat d'affrètements conclu à Buenos-Ayres convenait que le franc-or serait la monnaie de base de l'obligation. Le Tribunal a admis la validité de cette convention considérant que son exécution ne tendait pas à faire sortir de la monnaie d'or de France, mais seulement à ce que le demandeur soit payé de sa créance en papier ayant cours forcé d'un montant équivalent à la valeur de la monnaie prévue aux accords et qu'il n'y avait rien là de contraire à la loi d'ordre public existant. (2)

Le Tribunal Civil de la Seine (1^{re} Chambre) avait statué dans le même sens le 11 décembre 1922 (3). Il s'agis-

(1) *Journal de Droit Intern. Privé* — Livraison Août-Octobre 1922 — P. 693. Citons parmi les motifs :

Attendu que, dès lors, la Compagnie demanderesse a émis la prétention de payer en Egypte ses droits de transit en billets de banque français, alléguant que dans tous les actes de concession, statuts et règlements, il n'est question que de paiement en francs ; que le franc est l'unité monétaire française et qu'elle sera valablement libérée en acquittant ses droits en francs-papier ;

Attendu que s'il a été stipulé, pour la première fois, le 5 Janvier 1856, que les paiements auraient lieu en francs, unité monétaire de plusieurs pays d'Europe, il est hors de doute qu'on a entendu prendre un étalon fixe et invariable et non pas le franc-papier, qui n'ayant pas cours légal en Egypte pouvait, suivant des circonstances économiques ou politiques, être soumis à des fluctuations susceptibles d'en modifier profondément la valeur ;

Attendu que le Canal de Suez est un canal international où ont accès les navires du monde entier ; que d'après l'acte de concession tous les pays doivent y être traités sur le même pied d'égalité ; qu'il fallait donc, pour faire régner cette égalité, établir un type qui fut le même pour tous et qui, en conséquence, ne pouvait être que le franc-or ; l'or étant l'élément commun et fondamental de tous les systèmes monétaires ;

Attendu qu'à l'époque de la concession, comme aujourd'hui d'ailleurs, en vertu de la loi égyptienne du 18 Octobre 1916, le franc représentait la 20^{me} partie de la pièce de 20 francs, et que c'est sur cette base que la Compagnie de Suez effectue tous ses paiements ;

Attendu enfin que le règlement de la Compagnie de Suez avait prescrit que sauf les exceptions ci-dessus rapportées, les droits devaient être acquittés en Egypte et en espèces ; que les billets de la B. de F. qui n'ont point cours en Egypte et qui ne sont pas des espèces, ne pouvaient, en conséquence, valablement libérer la Compagnie débitrice.

(2) *Gaz. du Palais*, 26 Janvier 1923.

(3) *Gaz. du Palais*, 18 Mars 1923.

sait de savoir si une convention antérieure à la guerre, convention conclue entre un étranger débiteur (le gouvernement d'Antioquia) et un créancier français (les porteurs d'obligations) et stipulant que le paiement de la dette devait avoir lieu en France et en francs-or, devait être validée.

L'exécution de cette convention a été ordonnée par le Tribunal, « Attendu que, pour se soustraire à l'engagement formel par lui contracté de payer intérêts et capital en or, le département d'Antioquia ne saurait se prévaloir de la législation française qui a donné, aux billets de la Banque de France, cours légal et même cours forcé ; que ces mesures législatives édictées dans un intérêt national pour sauvegarder le crédit de la France et défendre l'encaisse-or de la Banque, ne peuvent évidemment être invoquées par des débiteurs étrangers contre des créanciers français, en vue de faire échec à une convention librement consentie, qui a eu précisément pour objet de mettre le créancier français à l'abri des risques résultant des fluctuations du change, en faisant choix pour le paiement d'une monnaie dont la valeur est fixe. »

Si nous considérons ces trois espèces, nous remarquons que, dans la première, il s'agissait, en quelque sorte, d'une convention d'ordre international et que le franc dont il s'agissait ne pouvait guère être, comme le remarque le jugement, que le franc-or ;

Dans la deuxième, la convention avait été conclue à l'étranger et c'était un créancier étranger qui réclamait son exécution ;

Enfin, dans la troisième, le Tribunal a surtout considéré que si on faisait intervenir les lois sur le cours forcé, ce serait au désavantage des Français et en faveur d'étrangers, ce qui ne pouvait avoir été le but poursuivi par le législateur.

Nous pouvons donc refaire ici la remarque que nous avons déjà faite au cours du chapitre précédent : les tribu-

naux, unanimes à considérer les lois sur le cours forcé comme lois d'ordre public, ont tendance à envisager cet ordre public de façon différente suivant les espèces qui leur sont soumises. En cette matière, ils semblent moins se baser sur les textes que sur les conséquences que peuvent avoir, pour notre économie nationale, les décisions qu'ils prennent.

B) *La clause est-elle, en théorie, juridiquement condamnable.* — Cette jurisprudence fondée pour ainsi dire uniquement sur la notion d'ordre public (c'est-à-dire pratiquement sur des considérations d'économie nationale) et, partant, variable selon qu'il s'agit de conventions d'ordre intérieur ou d'ordre extérieur, est loin d'être approuvée par l'unanimité de la doctrine.

M. Lyon-Caen, dans une note parue dans le recueil *Sirey* (1), montre les inconvénients qu'entraînent ces solutions d'espèces : une loi d'ordre public, nous dit-il, devrait être « rigide ». Cela semble être également l'avis de M. Franz-Despagnet qui, après avoir montré l'importance énorme de l'initiative du juge lorsqu'il s'agissait de décider, dans le silence des textes, si une loi rentre ou non dans l'ordre public, écrivait (2) que « cette initiative ne saurait permettre (au juge) de critiquer l'esprit de la loi elle-même et de s'inspirer de ses sentiments personnels pour déclarer que l'ordre public n'est pas en cause..... » et, plus loin, il émettait l'opinion que, si le juge a la conviction que, dans la pensée du législateur, une disposition légale est d'ordre public, il doit, quelque critiquable qu'elle lui semble, donner gain de cause à la pensée du législateur.

Si nous faisons abstraction du caractère d'ordre public reconnu par la jurisprudence aux lois sur le cours forcé, nous ne trouvons aucun texte sur lequel nous puissions

(1) S. 1920 — 1 — 193

(2) *L'Ordre Public en Droit International Privé.* — *Journal de Droit Intern. Privé* — 1889 — P. 18

baser une interdiction de stipuler des francs-or ou de stipuler qu'il sera tenu compte de l'agio, pas plus que nous n'en avons trouvé défendant de stipuler que le paiement devra être effectué en espèces monnayées.

Nous allons examiner en quelques lignes, en nous rapportant à ce qui a été écrit sur cette question, la valeur des arguments juridiques que l'on peut apporter contre la validité de la stipulation en francs-or.

La grande majorité des jurisconsultes étant d'accord pour décider qu'il est incontestable que le créancier ne peut, pendant la durée du cours forcé, exiger son paiement en monnaie métallique, la question qui se pose est celle-ci : peut-il stipuler, la loi qui donne cours forcé aux billets de la Banque de France étant muette sur la question, que la somme qui lui est due variera selon qu'il sera payé en or ou en billets ?

M. Labbé, dans ses notes parues dans le recueil *Sirey* (1) a fort bien montré que, si l'on se borne à l'étude approfondie des principaux textes pouvant s'appliquer à la question de la monnaie à employer dans les paiements et qui sont les articles 143 et 338 du *Code de Commerce*, l'art. 475 § 11 du *Code Pénal* et enfin l'art. 1895 du *Code Civil*, rien ne s'oppose à la validité de la clause qu'il sera tenu compte de la différence de la valeur réelle des espèces.

L'article 338 du *Code de Commerce* « qui règle le change des monnaies étrangères en monnaies françaises admet que les monnaies ont un cours indépendant de leur titre nominal, une valeur variable. »

« L'article 475-11 du *Code Pénal* ne répugne pas à notre théorie. Nous admettons que le paiement peut se faire en une monnaie quelconque ayant cours légal et forcé, que l'on ne saurait refuser l'offre de billets de banque sous l'empire de la loi de 1870 (loi donnant cours forcé aux billets de la Banque de France). Mais la somme à payer,

(1) S. 1872 — 3 — 161 et S. 1873 — 1 — 193

dont le montant est souverainement fixé par la convention des partis, variera suivant l'espèce de monnaie offerte, quand les parties auront fixé la consistance de la dette en une espèce de monnaie déterminée. »

L'art. 1895, « le plus embarrassant », n'est qu'une interprétation de la volonté probable des parties qui « n'exclut pas la validité d'une clause contraire ».

On pourrait encore apporter à l'appui de la thèse de M. Labbé, au sujet de l'art. 1895, l'argument suivant :

La loi de Germinal An XI, qui a institué expressément comme unité monétaire le franc de 5 grammes d'argent au titre de 9/10 de fin et qui a disposé qu'un kilo d'or, au même titre, doit fournir 155 pièces de 20 francs, a été rédigée par le même Conseil d'Etat, votée par le même corps législatif qui ont rédigé et voté l'art. 1895 du *Code Civil*. Il est également curieux de constater, comme le fait M. Arnauné (1), que, dans le second rapport fait par Béranger, le 17 Fructidor An X, au nom de la Section des Finances du Conseil d'Etat, les principes suivants sont posés : « 2° que la monnaie est d'autant plus favorable à la multiplication des échanges que sa valeur est plus invariable ; 3° Que la valeur des monnaies est indépendante de la volonté du législateur... »

Dans l'article de la *Revue Pratique*, dont nous avons parlé au cours du précédent chapitre, M. de Folleville admet, *in fine*, la validité de la clause dont nous nous occupons : « Une semblable clause constitue, dit-il, bien plutôt une stipulation accessoire, portant surélévation du prix, qu'une contradiction formelle aux principes nouveaux. Le paiement se fera, au gré du débiteur, en billets de banque, comme le veut la loi dans l'intérêt public ; seulement, il y aura lieu d'ajouter une somme proportionnelle au chiffre de la dépréciation du papier-monnaie, absolument comme en droit commun un débiteur peut parfois être

(1) *La Monnaie, le Crédit et le Change*, P.^e 142, et la note.

forcé de payer des intérêts ou de remettre certains objets en nature, en outre de l'acquittement du principal de la dette. »

Plus récemment, M. Valéry (1) se montre tout à fait partisan de la validité de la clause que nous envisageons actuellement. « Cette solution est conforme à la loi, écrit-il, puisqu'elle reconnaît l'obligation du créancier de recevoir en paiement les billets qui ont cours forcé et, puisqu'elle lui permet, cependant, de recevoir la valeur qui lui est due, elle est conforme, en même temps, aux principes du droit. »

C'est d'ailleurs cette thèse qui semble rallier les suffrages des écrivains récents. (2)

M. Ténékidès montre (3), et avec raison selon nous, que le nœud du problème réside moins dans des discussions un peu byzantines sur tel ou tel article du *Code* que dans le fait de savoir s'il est, oui ou non, contraire à l'ordre public que l'on stipule qu'il sera tenu compte de l'agio ou, ce qui est à peu près la même chose, que l'on stipule une somme évaluée en francs-or.

« Il est fort douteux, dit-il, que l'ordre public soit tant soit peu intéressé à consacrer une iniquité et à déposer toute une catégorie de particuliers d'une partie de leurs ressources, par une dévalorisation globale des créances, au profit d'une autre catégorie, alors que le plus souvent, durant la crise, comme ce fût le cas durant et après la grande guerre, les autres catégories de biens : terres, fabriqués, outillage industriel et agricole, habitations, etc., n'ont accusé que peu ou point de dépréciation ! » Plus loin, il ajoute « Nous avons de la peine à croire que, du maintien de cet équilibre d'intérêts privés librement définis et arrêtés, pourrait jamais résulter un préjudice économique pour le pays, en ce qui concerne la

(1) *Journal de Droit Intern. Privé* — 1916 — P. 1132.

(2) *Wéros* — T. IV — P. 379 ; *Surville et Arthuys*, n° 495.

(3) Article dans *Journal de Droit Intern. Privé*. — 1922 — P. 63.

circulation fiduciaire... ». « Le problème de la circulation fiduciaire est entièrement dominé par des considérations d'ordre économique et psychologique. Le principe de la liberté des contrats n'est nullement incompatible avec l'intérêt général et le crédit public et n'est d'aucune influence sur la tenue du papier-monnaie... »

Donc un premier point nous paraît prouvé, la stipulation d'une somme évaluée en francs-or ne peut être invalidée que si on la considère comme contraire à l'ordre public ; il nous reste donc à examiner quels sont les avantages ou les inconvénients qui peuvent résulter de l'emploi de cette clause pour notre économie nationale.

SECTION II. — Étude de cette Clause au point de vue économique.

La généralité des auteurs, qui ont dit quelques mots de l'influence économique que pouvait avoir la stipulation d'une somme évaluée en francs-or, se sont, de préférence, étendus sur les conséquences possibles de l'emploi de clauses de ce genre dans ce que nous pourrions appeler le domaine intérieur, c'est-à-dire dans des contrats conclus entre Français et exécutoires en France. M. Valéry, dans l'article que nous avons cité précédemment, envisage au contraire les conséquences de cette clause employée dans nos relations économiques extérieures et il les trouve plus favorables que si l'on employait simplement la stipulation de francs légaux, c'est-à-dire de francs-papier. La stipulation de francs-or ne présente pas comme la seconde « le danger de détourner les banquiers et commerçants étrangers de traiter des affaires de nature à engendrer des dettes payables en France ; elle offre aussi l'avantage de favoriser les emprunts que notre gouvernement pourrait avoir à contracter, puisqu'elle donne aux prêteurs étrangers l'assurance de toucher toujours, à titre d'intérêts ou de remboursement, les sommes dont le paiement leur aura été promis. »

Nous ne nous étendrons pas davantage, d'autant plus que, comme nous l'avons vu, les tribunaux paraissent admettre la validité de la clause dans les conventions entre nationaux et étrangers.

Nous ne méconnaissions pas, d'autre part, l'utilité qu'il y a pour le commerçant, l'industriel, à se rendre un compte exact de la valeur réelle des différents postes de son bilan. Cette utilité est incontestable et a été depuis longtemps reconnue comme le montre un exemple donné par le vicomte d'Avenel (1) : « Sur les livres de comptes des frères Bonis, qui datent du ^{xiv}^e siècle, on voit que ces marchands inscrivaient très souvent les sommes qui leur étaient dues en écus d'or, dont le poids et le titre ont peu varié. Ils inscrivaient à côté la valeur de l'écu en sous, valeur qui a incessamment varié, débutant à 15 sous en 1343, portée pour 35 sous en décembre 1352, pour 12 sous en avril 1363, pour 56 sous en novembre 1353 et se terminant à 22 sous en 1363. A partir de l'année 1357, leurs comptes sont en florins et en livres. Ce sont les grosses sommes qui sont cotées ainsi avec la double valeur. »

Mais, même au point de vue comptabilité, ne serait-il pas bon de faire quelques réserves sur l'emploi du franc-or et la clause que nous étudions aurait-elle, si elle était employée sur le marché intérieur, toutes les heureuses conséquences que ses promoteurs en attendent ? (2)

On se plaint principalement des injustices dans les transactions qui résultent forcément du cours forcé et des répercussions fâcheuses pour l'économie nationale qui sont causées par la valeur instable de l'étalon légal. La reconnaissance légale de la validité de la clause « payable en franc-or » ou, pour parler d'une façon un peu plus

(1) Cité par A. LEVASSEUR dans : *Aperçu de l'Histoire des Monnaies — Revue d'Economie Pol.* 1910 — P. 198.

(2) Nous citerons, ici, M. Raphaël Georges Lévy qui, dans son discours d'ouverture de la Semaine de la Monnaie, disait : « Les transactions, elles-mêmes, ne peuvent se concevoir, légalement et pratiquement, que dans la monnaie légale ». (*Semaine de la Monnaie*, P. 40).

archaïque, la reconnaissance de la validité de la convention portant qu'il sera tenu compte de l'agio, peut-elle remédier à cela ?

Nous ne reviendrons pas sur la façon dont l'établissement du cours forcé permet aux débiteurs de léser légalement, et souvent même inconsciemment, leurs créanciers ; c'est là un fâcheux état de chose dont le simple bon sens permet de s'apercevoir et il est inutile d'y insister encore une fois. Mais la reconnaissance de la valeur juridique des stipulations de francs-or, réalisera-t-elle cette justice pure ? Même si pour le moment, et pour ne pas obscurcir la discussion, nous supposons que la valeur du franc-or puisse être exactement évaluée en francs-papier, il est permis de douter qu'on puisse obtenir cet heureux résultat.

Remarquons, en effet, que cette clause se trouvera validée après neuf ans de cours forcé, or, pendant cette période, que de contrats à terme ont dû être conclus !

Si nous supposons, et nous souhaitons que cela reste exact, que le maximum de l'inflation a été atteint en 1920, et que son niveau reste à peu près stationnaire après avoir baissé de 2 milliards, mais que cette inflation continuera à être comprimée peu à peu, nous aurons sous les yeux quatre catégories de contrats :

I. — Les conventions conclues depuis la reconnaissance de la validité de la clause « payable en francs-or ». (Nous supposons que cette validité a été reconnue par les tribunaux) ;

II. — Les contrats conclus pendant l'inflation maxima et depuis ;

III. — Ceux conclus pendant la période d'inflation ;

IV. — Et enfin ceux conclus avant août 1914, c'est-à-dire avant l'édiction du cours forcé.

Or, à quels contrats profiterait la validation de la clause que nous étudions ? Uniquement à ceux de la première catégorie, et les conventions que nous avons rangées

dans les trois autres classes n'en profiteraient aucunement, tous leurs inconvénients subsisteraient.

Nous croyons, par conséquent, que les contractants de ces trois dernières catégories, du moins ceux des contractants que l'état de choses actuel lèse, seraient amenés à réclamer la révision de leurs conventions avec autant d'insistance que l'on en met actuellement à réclamer la reconnaissance de la validité de la convention en francs-or. (1)

En effet, comme le remarque M. Ténékidès dans l'article que nous avons déjà signalé, une convention doit être appréciée à son *initium*. C'est à ce moment que l'emprunteur et le prêteur ont dû se faire une idée arrêtée de la valeur pour laquelle ils se sont respectivement institués créancier et débiteur. (2)

Or, est-il possible de soutenir que des personnes qui ont conclu un contrat en 1913 ont pu penser à la dépréciation de la monnaie et en tenir compte ?

Le jugement du 7 juillet 1922 admet que le franc visé dans la convention de la C^{ie} du Canal de Suez est le franc-or. « On a entendu, dans cette convention, prendre un étalon fixe et invariable et non pas le franc-papier ». Si, dans une convention (d'ordre international, il est vrai), conclue en 1856, c'est-à-dire huit ans après la période de cours forcé de 1848, le mot franc, sans aucun qualificatif, signifie franc-or, ne devrait-il pas, à plus forte raison, en être ainsi des conventions, même d'ordre privé, conclues en 1912 ou 1913 ? Cela d'autant plus que, par suite de la validation de la clause, il serait difficile de ramener l'argument de l'ordre public.

(1) Il est intéressant de noter que la loi du 15 Fructidor An V, relative aux transactions entre particuliers antérieurs à la dépréciation du papier-monnaie, reconnaît que les obligations de sommes d'argent portant une date antérieure à la dépréciation, doivent s'entendre valeur or.

Son article 2 porte, en effet : « Toutes les obligations d'une date antérieure au 1^{er} Janvier 1791 seront acquittées en numéraire métallique, sans réduction. »

(2) Voir également en faveur de l'idée que le franc stipulé avant le cours forcé devrait être entendu comme étant le franc-or : T. CSEMICZKY — Des paiements en numéraire au point de vue de leur objet — Thèse pour le doctorat — Paris 1923 — Voir, en particulier, pages 171 et 172.

Mais alors, pourquoi les personnes s'étant obligées à terme au cours de la période d'inflation ne réclameraient-elles pas la révision de leurs conventions ? (1)

Dans ce cas, la question se compliquerait d'un élément nouveau. Supposons deux personnes ayant contracté en 1916 ; il s'agit d'une vente ; le vendeur, se rendant compte de la hausse continue des prix, a dû inconsciemment tenir compte des dangers de l'inflation en augmentant son prix de vente, ainsi que le taux de l'intérêt de la somme qui ne lui a pas été payée comptant. L'inflation ayant continué, les prévisions du créancier ont pu se trouver dépassées, et c'est le débiteur qui bénéficie de cet état de chose ; mais si en 1923 on convertit les francs-papier dus en francs-or, sans tenir compte de la portion du prix représentant l'assurance du créancier contre l'inflation, c'est le vendeur créancier qui recevra trop puisqu'on lui paiera l'équivalent d'un risque que la conversion du prix en francs-or rend inexistant.

Si l'on voulait faire régner la justice dans tous les contrats conclus depuis l'établissement du cours forcé, il faudrait donc, non seulement établir une échelle de dépréciation des billets de banque, mais se livrer à un examen attentif de chaque contrat pris en particulier.

Donc, et toujours en supposant que nous sommes au début d'une période de déflation, la validation de la clause de paiement en francs-or nous laisse en face de deux solutions : si les conventions où le paiement en francs-or sera expressément stipulé (et ce sera surtout des conventions conclues lorsque l'on sera sûr de la valeur juridique de la clause) sont les seules où il sera tenu compte des oscilla-

(1) C'est ce que faisait la loi du 11 Frimaire An VI, qui fixait ainsi le remboursement des obligations contractées pendant la dépréciation du papier-monnaie :

« Art. 2. — Les obligations contractées... depuis le 1^{er} Janvier 1791, jusqu'à la publication de la loi du 29 Messidor An IV, seront censées consenties valeur nominale du papier ayant cours, lorsque le contraire ne sera pas prouvé..... »

Art. 4. — Le montant des obligations désignées en l'art. 2 sera..... réduit en numéraire métallique suivant le tableau de dépréciation... »

tions de la valeur du billet, seuls les débiteurs en bénéficieront (1), puisque cette clause les assure contre la plus-value du billet de banque. Les créanciers qui, jusqu'à présent, ont surtout souffert de l'instabilité monétaire ne verraient pas leur situation améliorée par l'adoption de cette clause et les injustices du cours forcé subsisteraient presque entièrement.

D'autre part, si l'on admet la rétroactivité de la clause, ce qui, au point de vue justice pure, serait logique, on est presque fatalement amené à devenir partisan de ce que l'on a appelé la « dévaluation ».

Nous pouvons lire, en effet, dans le rapport de M. Delavelle (2), que l'habitude de compter en francs-or peut conduire assez vite :

1° Au rétablissement de la circulation de l'or ;

2° A la réduction de la dette publique, car les porteurs, comptant en francs-or, trouveront moins étrange qu'un jour on échange leurs titres de 100 francs-papier contre un titre de 35 fr. ou 40 fr. en or.

Notons en passant que cette dernière phrase semble confirmer ce que nous disions plus haut et qu'une fois la clause francs-or reconnue, on serait amené à en demander la rétroactivité.

De même, M. Hilffferding, ministre des Finances du Reich, ayant tracé dans le *Worwärts* (3) le plan de l'assainissement monétaire, considère que le premier but à poursuivre est de commencer à organiser un système de comptes en or. On en arrivera ainsi à rendre de plus en plus nécessaire l'emploi de l'instrument monétaire lui-même et, par là, à reléguer tout à fait à l'arrière-plan la

(1) Si nous supposons que le maximum de l'inflation ait eu lieu en 1920, et que la déflation s'opère peu à peu.

(2) Compte-Rendu de la *Semaine de la Monnaie* — P. 338 et suiv.

(3) Cité par M. ANDRÉ LIESSE — *Ec. Française* du 1^{er} Septembre 1923 — P. 258 — Col. 2.

monnaie de papier, sinon même à la répudier complètement. (1)

A notre avis, tant que les Pouvoirs Publics ne voudront pas prendre la responsabilité de la dévaluation avec toutes ses conséquences, tant qu'il apparaîtra possible d'améliorer progressivement la situation monétaire, il semble qu'une politique consistant à étaler aux yeux de tous la dépréciation du franc-papier pourrait avoir de graves conséquences et ajouterait encore aux difficultés déjà grandes de la situation financière.

On pourrait objecter que cette dépréciation est bien constatée officiellement et que, pour ne citer qu'un exemple, conséquence de la Convention de Barcelone dont nous avons déjà parlé, toute personne ayant des relations postales avec l'étranger est forcément au courant de la dépréciation du franc. On pourrait en dire autant des relations commerciales nécessitant l'achat de devises appréciées. Ces objections ont leur valeur, mais, outre que quantité de personnes n'ont presque jamais de relations commerciales avec des étrangers alors qu'elles en ont journellement avec leurs compatriotes, nous sommes persuadés que l'usager des P. T. T. et même l'importateur de marchandises étrangères ayant besoin de se procurer des livres ou des dollars, sont beaucoup moins frappés de la dépréciation du franc que si ces mêmes personnes, débitrices de 10.000 francs-or envers un autre citoyen français, s'entendaient condamner à lui verser 25 ou 30.000 francs-papier ou si on leur apprenait qu'on va échanger leurs titres de cent francs de rente, souscrits en 1918 par exemple, contre des titres de rente de 35 francs-or.

De plus, cette clause qui peut être d'un emploi relativement pratique lorsqu'il s'agit d'opérations de grande envergure effectuées par des personnes au courant des

(1) En Juillet 1923, un projet de loi, tendant à empêcher la répudiation de la monnaie nationale par suite de l'emploi devenu courant en Allemagne, d'emprunts à valeur fixe et tendant à subordonner ces emprunts à une autorisation administrative, était à l'étude au sein des commissions du Reichstag.

questions financières et économiques, peut être et serait probablement d'un emploi impossible dans la vie courante et son exécution occasionnerait de multiples procès. La Commission des Réparations a dû, par une décision de janvier 1920, préciser que le mark-or serait calculé sur le cours du dollar américain, pris à midi dans une Banque déterminée de New-York ; nous ne voyons guère possibles un bail à ferme ou un prêt hypothécaire dont l'évaluation demanderait la même précision et surtout nous craindrions que, dans la majorité des cas, cette évaluation ne puisse être effectuée sans discussions et sans procès.

De plus, comme on l'a remarqué (1) avec raison, la valeur du papier-monnaie peut être évaluée de diverses façons, mais ces différentes mesures donnent des résultats largement divergents. La meilleure valeur à choisir semble être le cours du change, mais il convient également de remarquer que c'est celle qui fait apparaître la plus forte dépréciation.

Cela amène à se demander si le cours du change indique la véritable valeur de notre franc. Il est permis d'en douter, car, dans les circonstances actuelles, les éléments d'ordre subjectif ont une grande importance dans l'appréciation des devises dépréciées. Par éléments d'ordre subjectif, nous voulons parler de ceux qui font que les spéculateurs, guidés par de vagues sentiments, ont plus ou moins confiance dans le relèvement desdites devises.

Comme le remarque M. André Liesse (2), parmi les causes économiques effectives des variations qu'éprouve la cote des changes sur un marché entièrement libre se trouvent : le commerce extérieur ; le mouvement des valeurs mobilières ; celui des métaux précieux et, de plus, toutes les opérations qui rendent le pays considéré créateur ou débiteur de tous les autres pays — de tous, car les opérations d'arbitrage jouent ici un rôle très important.

(1) R. G. HAWTREY — *La Situation Monétaire Européenne* — *Revue de Métaphysique et de Morale*, N° de Mai-Juin 1921.

(2) *Economiste Français* du 25 Novembre 1922

Or, tandis que les facteurs économiques sont relativement paralysés, le facteur psychologique a au contraire une plus grande importance, importance soulignée d'ailleurs par les rapports présentés aux assemblées de plusieurs de nos grandes banques.

Voici, par exemple, quelques passages du rapport présenté à l'Assemblée des Actionnaires de la Banque de France, le 25 janvier 1923 :

« Ces variations (des changes au cours de l'année 1922) ont eu, sans doute, des causes d'ordre purement commercial et saisonnier. »

« Leurs excès cependant, en hausse ou en baisse, paraissent dûs trop souvent à des sautes d'opinions qui ne sont pas toujours justifiées. »

« Le mouvement des avoirs étrangers constitués en France exerce, à cet égard, une action dont nous avons signalé l'importance à maintes reprises dans nos précédents comptes-rendus. »

« Selon les alternatives de confiance ou d'appréhension que certaines informations sommaires, sinon même tendancieuses, provoquent chez leurs détenteurs, ces avoirs sont soumis à de brusques transferts qui précipitent les variations de cours. »

Le 20 avril 1923, le rapport de la Banque de l'Union Parisienne attirait également l'attention sur l'influence du « facteur psychologique » qui « a continué à exercer son influence au cours des premiers mois de cette année et a déterminé d'amples et nombreuses fluctuations en hausse ou en baisse, selon que l'opinion interprétait les événements dans un sens favorable ou non à nos intérêts et à notre crédit. Au 3 avril dernier, la livre et le dollar cotaient respectivement 70,94 et 15,17 $\frac{1}{2}$. »

« Une pareille dépréciation de notre franc, dit le rapport du Comptoir National d'Escompte (Assemblée du 26 avril 1923) n'est justifiée ni par la situation commerciale, ni par la situation financière. On ne peut donc l'attribuer

qu'à l'interprétation pessimiste qu'ont donnée, aux événements politiques, certains milieux étrangers. » (1)

M. de Lasteyrie, ministre des Finances, interrogé en août dernier sur notre change, déclarait que la dépréciation qui venait alors de se produire était due presque exclusivement à des influences spéculatrices.

Prenons un exemple pratique et supposons une personne ayant emprunté la somme de dix mille francs-or à la date du premier avril 1922 et s'étant engagée à en payer les intérêts par trimestre au taux de 4 % or. Si nous évaluons le franc-or au cours du dollar, nous pouvons dresser le tableau suivant :

Le 1 ^{er} trim. d'intérêts, éch. le 1 ^{er} juil. 1922,	sera env. de 234 fr. 45 pap.
Le 2 ^e — — — le 1 ^{er} oct. 1922,	— — 258 fr. 75 —
Le 3 ^e — — — le 1 ^{er} janv. 1923,	— — 281 fr. 70 —
Le 4 ^e — — — le 1 ^{er} avr. 1923,	— — 294 fr. 30 —
Le 5 ^e — — — le 1 ^{er} juil. 1923,	— — 337 fr. » —
Le 6 ^e — — — le 1 ^{er} oct. 1923,	— — 317 fr. 90 —

Quant au capital il représentait au jour de réception la somme de 21.230 francs-papier environ.

Le 1 ^{er} juillet suivant, il représentait approximativ ^t	23,149 fr. papier.
Le 1 ^{er} octobre — — —	25,524 —
Le 1 ^{er} janvier 1923, — — —	27,859 —
Le 1 ^{er} avril — — —	29,336 —
Le 1 ^{er} juillet — — —	33,302 —
Le 1 ^{er} octobre — — —	31,449 —

Il nous paraît impossible que, pratiquement, une aussi grande variabilité des prestations dues ne soit pas la source de contestations et de procès multiples.

Logiquement, il serait difficile d'interdire de payer en espèces d'or monnayé une dette de ce genre, par conséquent n'ouvrirait-on pas, par la validation de la clause

(1) Voir également le rapport de M. Fougère de la Commission Parlementaire chargée d'étudier le projet de loi sur les moyens de remédier au désordre des changes.

« payable en franc-or », un champ nouveau à la spéculation sur les métaux précieux et les espèces métalliques, et à l'accaparement de stocks plus ou moins considérables de pièces d'or.

La spéculation sur les changes ne serait-elle pas animée d'une nouvelle ardeur, puisque de très nombreuses personnes deviendraient intéressées à la hausse ou à la baisse des devises étrangères ?

Finalement, ne serait-ce pas détrôner, dans nos relations économiques intérieures, le franc au profit du dollar, car au lieu de prendre le détour de la stipulation de francs-or, pourquoi ne pas stipuler directement des dollars, puisque, si l'on s'en tient au mode de calcul courant, c'est sur le cours de dollar que sera calculée la différence de valeur entre le franc-papier et le franc-or ?

Pour résumer notre impression à ce sujet, et en faisant toutes réserves sur la manière d'évaluer le franc-or, il nous semble que l'emploi de cette clause, qui peut être logique dans les rapports internationaux et peut-être également pour certains gros règlements intérieurs, nous paraît peu souhaitable, nous dirions même presque impraticable, pour la généralité des transactions courantes. Cette clause employée en période d'inflation, par de grandes sociétés pour faire appel au crédit public, a le grave défaut de laisser à la charge de la société emprunteuse tout le risque de la dépréciation monétaire. Il faut que cette société fasse un emploi très rapide des sommes reçues pour que ce risque ne la constitue pas en péril.

Cette clause n'ayant pas encore été pratiquement utilisée dans les transactions journalières, il peut paraître téméraire d'avoir voulu présumer le résultat de son emploi et cependant, pour les raisons que nous avons exposées plus haut, il semble que les avantages n'en compenseraient pas les inconvénients.

CONCLUSION

Il est assez difficile, étant donné la variété des questions que nous avons dû examiner au cours de ce travail, de donner à cette étude une conclusion d'ensemble. Toutefois, comme nous l'avons fait remarquer plusieurs fois, la plupart des difficultés que nous avons étudiées ayant dû être envisagées au double point de vue du Droit et de l'Economie Politique, il semble que, vu l'impossibilité de donner une conclusion générale s'appliquant à ces deux ordres d'études, il sera préférable que nous nous bornions à résumer ici quelques idées qui nous ont été suggérées par l'examen de ces questions.

Au point de vue juridique, bien que l'on puisse classer les litiges relatifs à des questions monétaires en un nombre relativement restreint de catégories, nous avons pu voir, au cours de notre étude, que beaucoup des jugements que nous avons eu à examiner sont plutôt ce que l'on pourrait appeler des « cas d'espèce » ; cas où les tribunaux essaient beaucoup plus de juger en équité qu'en s'appuyant sur des textes.

Cela nous amène à regretter certaines lacunes de nos lois en ce qui concerne l'emploi des monnaies étrangères et les questions qui peuvent être soulevées par les variations du cours des changes. Serait-il bon que quelques articles relatifs aux questions découlant de l'emploi de monnaies étrangères vinsent s'ajouter à nos codes ? Nous n'osons pas nous prononcer pour l'affirmative, craignant qu'il soit difficile de prévoir en quelques articles de loi tous les cas divers qui peuvent se présenter.

Toutefois, si nous considérons plus particulièrement les clauses « payable en or » ou « payable en francs-or », nous croyons pouvoir légitimement reprocher aux textes qui régissent la matière un peu trop d'imprécision, ce qui amène forcément des solutions divergentes qui peuvent être d'un fâcheux effet.

Il est spécialement un point sur lequel il nous paraît difficile d'approuver la jurisprudence actuelle. Nous voulons parler de la différence de traitement appliquée par les Tribunaux suivant qu'il s'agit de contrats nationaux ou internationaux.

Nous avons déjà, à propos de l'étude de la clause « payable en or », dit un mot (p. 95) de ce que nous pensions de cette distinction mais nous estimons qu'il est indispensable d'y revenir ici car, si cette interprétation de l'ordre public peut, jusqu'à un certain point, se soutenir au point de vue économique, il semble difficile de la justifier juridiquement.

Il n'est pas besoin d'insister ici sur ce qu'il y a d'indéfini et d'incertain dans la notion d'ordre public ; mais, s'il appartient aux Tribunaux de juger, par l'appréciation du trouble qui résulterait de son inobservation, si telle disposition est d'ordre public, il ne nous paraît pas douteux que la décision une fois prise doit être la même pour tous.

Or, la loi qui dispense l'établissement émetteur de billets ayant cours légal de l'obligation d'en rembourser le montant en espèces métalliques présente évidemment tous les caractères d'une loi d'ordre public territorial et, par conséquent, soit que la jurisprudence considère que cette loi doit être interprétée restrictivement comme s'appliquant uniquement aux rapports de la Banque et des particuliers, soit qu'elle interprète cette loi d'une façon beaucoup plus large et qu'elle en étende la portée de façon à pouvoir annuler les clauses spécifiant que le paiement devra être effectué en monnaies d'or françaises ou étran-

gères ou en valeur-or, cette interprétation doit s'appliquer à tous les paiements qui doivent être exécutés en France, sans tenir compte de la nationalité des personnes qui ont contracté l'obligation.

Laisser au juge le pouvoir d'apprécier, suivant les cas, si les conventions dont l'exécution est demandée répondent ou ne répondent pas au but poursuivi par le législateur, c'est laisser la porte ouverte à l'arbitraire, à des décisions d'espèces, à des distinctions qui ne concordent pas avec la rigidité que doit avoir une loi intéressant l'ordre public ; c'est supposer aux magistrats des connaissances économiques étendues et une appréciation fort précise des conséquences des contrats qui leur sont soumis.

Rien ne dit que l'inégalité de traitement que nous avons remarquée dans les espèces où il s'agissait d'apprécier la valeur juridique de la clause « payable en or », n'atteindra pas d'autres clauses. La clause d'une convention énonçant un prix payable en dollars, par exemple, pourra être considérée comme valable s'il s'agit d'un contrat international, comme non-valable dans le cas contraire.

Devra-t-on admettre que le créancier français aura droit à l'exécution plus ou moins complète de l'obligation, suivant la nationalité de son débiteur ?

Dans l'espèce que nous avons étudié plus haut (p. 94) le débiteur condamné à payer en or était de nationalité américaine, s'il avait été ressortissant d'un pays soumis au régime du papier-monnaie, le Tribunal aurait donc dû prendre une autre décision.

Faudra-t-il donc, non seulement tenir compte de la nationalité des parties, mais étudier le régime monétaire auquel est soumis le pays où le débiteur a son principal établissement ?

Nous croyons encore devoir faire remarquer que beaucoup de litiges nous ont paru avoir été soulevés uniquement par l'obscurité et l'ambiguïté des termes employés par les

contractants. Nous nous permettons donc de souhaiter plus de clarté et de précision dans les conventions. On peut excuser l'obscurité sur la monnaie stipulée lorsqu'il s'agit de conventions conclues en 1914, mais il est inadmissible que des contrats datant des deux ou trois dernières années montrent les mêmes lacunes à ce sujet, et que les parties s'appuient sur cette ambiguïté pour intenter une action.

Si nous quittons le point de vue juridique pour envisager le côté économique de la question, nous nous bornons à regretter qu'une mesure stable de la valeur intrinsèque des biens n'existe pas. Certes, théoriquement, le problème ne paraît pas insoluble. C'est ce que constatait déjà Karl Menger en 1892 dans un article paru dans la *Revue d'Economie Politique*, où il souligne l'importance pratique de cette question au point de vue des rapports entre le débiteur et le créancier. Plus récemment (1), Irving Fisher voudrait, pour obtenir un étalon monétaire dont la puissance acquisitive fût invariable, faire varier le contenu en or du dollar américain suivant les variations de la valeur de l'or. Pour apprécier les divers systèmes qui ont été proposés à ce sujet, nous ne saurions mieux faire que citer les lignes suivantes de M. Truchy (2) : « Conférer à l'Etat le soin de régler les quantités convenables de monnaie, c'est lui supposer une science et une sagesse qu'il n'a pas.... En raison des intérêts opposés, la chose se réglerait par le hasard des scrutins et des majorités... Instituer le principe de la révision des contrats ou celui de l'unité de compte représentée par un poids d'or variable, c'est faire aux méthodes qui nous servent à mesurer la valeur de la monnaie une bien grande confiance, qu'elles ne méritent pas complètement,... à les supposer même excellentes, leurs résultats s'imposeraient-ils avec une telle évidence qu'on puisse les faire accepter par tous les gens que cela léserait ? »

(1) *Stabilizing The Dollar* — New-York — 1920

(2) *Cours d'Economie Politique* — Tome I — 1919

Certes, théoriquement, et même pratiquement, un des meilleurs moyens de calculer quelle est la somme (en numéraire ou en papier-monnaie) qui représente un pouvoir d'achat égal à celui de la somme qui avait été reçue, serait encore de calculer ce pouvoir d'après ce que Leroy-Beaulieu appelait un étalon composite en marchandises ou étalon tabulaire. (1) Leroy-Beaulieu préconisait l'emploi des tables des Index-Numbers, mais en y ajoutant, en se basant sur les statistiques des Offices du Travail, le prix du travail humain : « Supposons, dit-il (p. 348) une table ainsi dressée ; on stipulerait que, au bout de 10 ans, ou de 30, ou de 50, l'un des contractants, ou ses héritiers, devrait payer à l'autre, ou à ses héritiers, une somme en monnaie déterminée d'après ces tables. Si au bout du laps de temps fixé, l'ensemble des marchandises faisait ressortir une hausse de 15 à 20 %, la somme en monnaie à payer devrait être de 15 à 20 % supérieure à celle du moment où le contrat avait été passé ; si, au contraire, cet ensemble de marchandises faisait ressortir une baisse de 15 à 20 %, la somme en monnaie devrait être inférieure de 15 à 20 % ... La monnaie serait l'instrument de paiement, mais en réalité, ce serait un groupe de marchandises, préalablement fixé, qui déterminerait la somme due. Ainsi on maintiendrait autant que possible la valeur entre le moment de la passation du contrat et celui de son exécution, quelle que fût la distance qui séparât ces deux moments. »

M. Gide, dans son cours d'*Economie Politique* (Edition 1909), est également d'avis que les Index-Numbers, malgré leurs défauts, sont suffisamment exacts pour permettre de dresser des tables de références et de tenir compte, dans les contrats à long terme, des changements survenus dans le pouvoir acquisitif du numéraire.

Mais ce procédé, qui en temps normal eût été taxé de complication inutile, mais qui employé d'une façon générale eût peut-être rendu de grands services pour traverser

(1) *Traité d'Economie Politique*, Tome III — 1896 — P. 345 et suiv.

une période de crise comme celle que nous subissons, est-il, actuellement, d'un emploi souhaitable ? Dans la pratique, nous ne voyons guère l'emploi de ce genre de convention pour des contrats de minime importance ; il semble également que ce mode de contracter exige de la part de ceux qui l'emploient un minimum de connaissances économiques. D'autre part, comme le remarque M. Truchy, dans le passage que nous citons plus haut, il est fort probable que ce mode de contracter, un peu anormal, deviendrait facilement une source de contestations et de procès.

De plus, ce mode de contracter amènerait forcément un certain retard dans l'exécution des obligations. Ne devrait-on pas attendre que les tables des Index-Numbers soient parues. Il est vrai que l'on pourrait se baser sur la dernière statistique parue au jour de l'échéance. Si ce genre de conventions devait se répandre, il y aurait intérêt à ce que des tables officielles de statistiques paraissent à des intervalles aussi rapprochés que possible.

Tout en reconnaissant les inconvénients certains et à peu près inévitables de ce mode de stipulation, nous sommes cependant d'avis qu'il soulignerait moins la dépréciation du franc et serait peut-être moins fâcheusement interprété qu'une opposition directe entre le franc-or et le franc-papier.

Peut-être sera-t-il intéressant, pour terminer cette étude, de dire quelques mots de divers autres moyens qui ont été employés ou proposés pour tenir compte de la dépréciation ou de l'appréciation de la monnaie de papier.

Le mode le plus simpliste consiste à fixer la quantité de monnaie à fournir, d'après la valeur d'une marchandise unique prise comme étalon.

Nous en trouvons un exemple « officiel » dans la Constitution du 5 Fructidor An III, qui porte dans son article 68 : « Les membres du Corps Législatif reçoivent une indemnité annuelle ; elle est, dans l'un et l'autre Conseil,

fixée à 3.000 myriagrammes de froment, 613 quintaux, 32 livres. » Evidemment il s'agit de payer, non pas en blé, mais en assignats, selon la valeur du blé. C'est ce que dit, d'ailleurs, un arrêté du 19 Thermidor An IV : « Chacun des Membres de l'Institut recevra de la République une indemnité de la valeur de 750 myriagrammes de froment. »

L'attention s'est trouvée attirée, de nouveau, sur ce mode de stipulation par le fait que, depuis quelque temps, de nombreuses sociétés allemandes, ayant besoin de faire appel au public, ont choisi pour fixer le montant des souscriptions une marchandise autre que la monnaie :

Le montant des obligations offertes au public par une société de Mannheim n'est pas exprimé en marks, mais en charbon. Il y a des coupures de 10.000, 5.000, 2.000, 1.000 et 500 kilos de charbon, étant spécifié qu'il s'agit de la houille grasse de Westphalie. Le prix du charbon est la mesure suivant laquelle les souscriptions ont été reçues et suivant laquelle les engagements correspondants de la société emprunteuse seront exécutés.

Le seigle a été pris comme base de valeur stable, suivant les mêmes principes que ci-dessus, pour plusieurs emprunts agricoles, dont l'un émis par la Société allemande pour l'Agriculture.

Juridiquement, il est certain que l'on peut stipuler un paiement en marchandises, il semble donc que l'on peut stipuler soit des marchandises, soit leur valeur et alors, on ne voit pas ce qui s'oppose à ce que, seule, la valeur soit stipulée. Aucune contestation ne peut s'élever sur la monnaie à employer puisqu'il s'agit de la monnaie légale en circulation au moment du paiement.

Economiquement ce système a divers inconvénients graves ; un produit unique représente une valeur fort peu stable. Prenons le seigle, sa valeur dépendra d'une bonne ou d'une mauvaise récolte, de l'aggravation ou de la diminution des droits de douane, etc. Sauf le cas de catastrophe monétaire, un contrat contenant stipulation d'une seule

matière première, au lieu et place de papier-monnaie, peut présenter les mêmes inconvénients que si on s'était contenté de stipuler ce dernier. Deuxième inconvénient : si les prix ne sont pas fixés officiellement et si l'on n'a pas déterminé expressément la qualité envisagée, n'y aura-t-il pas là matière à multiples contestations ?

Certains bailleurs d'immeubles, prévoyant des réparations à faire, ont stipulé un prix de loyer comprenant une partie fixe et une partie variable. La partie variable est calculée suivant les cours de divers matériaux employés dans la construction.

Nous pourrions encore citer d'autres exemples, **mais** nous craindrions de surcharger inutilement notre exposé.

A notre avis, et si nous en exceptons les difficultés pratiques d'application, le plus grave inconvénient de toutes ces clauses nouvelles est plutôt d'ordre psychologique.

Ces nouveaux modes de stipulation, employés seulement après de nombreuses années de cours forcé, ne donneraient-ils pas l'impression que nous renonçons complètement à améliorer le cours de notre franc légal, c'est-à-dire du franc-papier.

Si nous en exceptons les conventions qui relèvent du commerce international, n'avons-nous pas vu employer ces diverses clauses principalement dans les pays qui ont renoncé, par la force des choses, à ramener leur monnaie de papier au pair. Certes, il est excessivement regrettable que la situation monétaire actuelle obscurcisse les notions de justice et d'équité qui doivent présider à l'exécution des obligations contractuelles, mais il serait peut-être encore plus fâcheux pour l'intérêt national que, sous prétexte de remédier à ces injustices (et encore une fois remarquons que nous ne remédierions sans doute qu'aux injustices futures), nous donnions l'impression, qui deviendrait peut-être une réalité, de répudier complètement notre monnaie nationale.

Si nos tribunaux doivent avoir avant tout le désir de

faire respecter et exécuter les conventions légalement et librement formées, ils doivent néanmoins étudier avec une grande attention et une grande prudence les clauses nouvelles qui leur sont soumises et examiner si, sous une apparence anodine, elles ne présentent pas un danger pour notre économie nationale.

Toutefois, et nous terminerons sur cette considération, que nos tribunaux n'oublient pas « que, comme l'a écrit Stuart Mill (1), la prospérité, même économique, d'un pays, peut être affectée suivant que l'intégrité, la probité pécuniaire et la foi des contrats sont, ou non, favorisées et qu'il est toujours fâcheux, pour l'intérêt général, que des facilités légales soient données pour éluder une obligation par des ruses ou des chicanes. » Le respect des conventions doit former là règle générale à laquelle seul un intérêt supérieur évident permet d'apporter, prudemment, quelques exceptions.

VU : le 20 Septembre 1923,

Le Président,

G. RIPERT.

VU :

Le Doyen,

BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

(1) J. STUART MILL — *Principes d'Economie Politique* — Livre V — Chap. VIII — § 3, *in fine*.

ADDENDA

Alors que l'impression de cet ouvrage est sur le point de s'achever, nous apprenons, par la « *Vie Financière* » du 15 novembre 1923, que le Tribunal Civil de la Seine vient de rendre (14 novembre) son jugement dans l'affaire des obligations du Crédit Foncier Franco-Canadien. Les porteurs d'obligations obtiennent gain de cause et pourront exiger en francs suisses le montant de leurs coupons.

Notons que les titres portaient, comme lieu de paiement : pour les obligations 3 %, Paris en francs, Genève en francs, Montréal en piastres et Londres en livres, piastres et livres au cours du jour ; pour les obligations 3,40 % 1896, Paris en francs, Genève en francs, Bâle en francs, Zurich en francs, Montréal en piastres au cours du jour ; et pour les obligations 3,40 % différé, des mentions identiques.

Le jugement rappelle « *qu'il est en principe incontesté que le lieu du paiement détermine la monnaie en laquelle ledit paiement doit être effectué* » et un peu plus loin, nous lisons : « *que la dérogation expresse et formelle, qui seule ferait échec au dit principe, apparaît si peu que pendant six années, de 1915 à 1921, le Crédit Foncier Franco-Canadien a payé en francs suisses les coupons présentés en Suisse.* »

Le Tribunal n'admet pas que les statuts de la Société (qui, en l'espèce, évaluaient en monnaie française, en même temps d'ailleurs qu'en piastres, le capital de chaque obligation) soient « *opposables aux obligataires, qui n'y ont pas participé, ne les ont même pas approuvés, et ne les connaissaient même pas* ».

Citons encore parmi les motifs : « *Attendu ; que le Crédit Foncier Franco-Canadien se plaindrait en vain qu'un préjudice très important lui serait causé ; qu'il ne faut pas perdre de vue que le montant des obligations dont s'agit a été versé par les souscripteurs, qu'ils soient Français ou Suisses, en francs au pair ; que les capitaux ainsi recueillis ont permis à la Société des opérations dont le produit arrive à ses caisses en monnaie non dépréciée qui, comme autrefois le franc français, vaut la monnaie d'or ; que la prétention du Crédit Foncier Franco-Canadien de servir l'intérêt ou d'assurer l'amortissement de ses obligations, souscrites en francs au pair, en une monnaie atteinte d'une telle dépréciation que l'est à cette heure le franc français, choque l'équité, puisqu'elle assurerait à la Société, ce au détriment des obligataires dont elle a sollicité les capitaux, des gains nettement en dehors de toute prévision ; que ce ne serait pas à coup sûr une raison suffisante pour assurer le succès de la demande ; que si juridiquement celle-ci apparaissait comme mal fondée, le droit devrait nécessairement l'emporter sur l'équité, mais qu'ainsi qu'il a été plus haut démontré, telle n'est pas la situation qui se dégage des éléments produits, puisque la prétention des demandeurs est imposée par un principe de droit certain, auquel il n'a pas été dérogé.* »

Le Tribunal rejette, comme contraire au principe du titre au porteur, la prétention du Crédit Foncier Franco-Canadien d'exiger des porteurs demandant le paiement en monnaie suisse la preuve de leur nationalité suisse.

BIBLIOGRAPHIE ⁽¹⁾

- DEMOGUE. — *Le Cours forcé du Billet de banque et ses effets.* — *Journ. Not.* 1921, p. 137 ; *De quelques clauses...* (eod. 1923, p. 97).
- DE FOLLEVILLE. — *Revue pratique de Droit Français.* 1871. T. xxxii, p. 426.
- LABBÉ. — *Notes Dalloz.* 1872-2-161 et 1873-1-79.
- LYON-CAEN. — *Notes Sirey.* 1920-1-193.
- Albert PICOT. — *Le Cours du Change et le Droit.* — Bâle 1921.
- VALERY. — *La Clause « payable en or » et le Cours forcé.* — *Journ. de Droit intern. privé.* 1916, p. 1132.
- A. MATER. — *Du Cours forcé en Droit Français.* — *Revue du Droit bancaire*, n^{os} 3 et 4.
- TÉNÉKIDÉS. — *De la Clause « payable en or »...* — *Journ. de Droit intern. privé.* 1922, p. 63.
- DUPUICH. — *Note dans Dalloz.* 1920-1-137.
- Théodore CSEMICZKY. — *Des Paiements en numéraire au point de vue de leur objet.* — Thèse pour le Doctorat. — Paris 1923.

(1) Nous notons ici uniquement les ouvrages ou articles traitant de la question au point de vue juridique et d'une façon approfondie ; nous avons volontairement laissé de côté ceux où il n'en est parlé qu'incidemment, on les trouvera, à l'occasion, cités au courant du texte.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER — Des conventions dans lesquelles les espèces à verser pour effectuer le paiement ont été évaluées en monnaies étrangères.	17
Section I. — Deux contractants, Français et do- miciliés en France, peuvent-ils stipuler que le paiement d'une obligation devra être effectué dans une monnaie étrangère.	17
Validité de la convention	17
Exécution de la convention . . .	18
Conséquences probables des stipulations en monnaies étrangères	20
Section II. — Deux contractants, de nationalités différentes, ont stipulé une monnaie étrangère. — Problèmes juridiques qui peuvent être soulévés par un contrat de cette espèce	23
§ I. — Quelle monnaie devra être fournie ?	23
a) Les parties ont exprimé le désir de recevoir une monnaie déterminée . .	23
b) Les parties ne paraissent tenir à aucune monnaie spéciale ; quelles espèces devront être fournies ? . .	25
§ II. — Difficultés soulevées par la conver- sion des espèces prévues par la convention en monnaie ayant cours dans le pays où le paiement est effectué	28
I. — Examen de la jurisprudence .	29
a) Le cours du change appliqué est celui du jour où l'obliga- tion a été contractée	29
b) Change du jour de l'éché- ance de la dette.	31

	PAGES
c) Cours du jour de l'assignation en justice.	33
d) Cours du jour du paiement.	34
e) Cours du jour du jugement.	35
II. — Examen de la question au point de vue théorique.	36
Esquisse d'une théorie des dommages-intérêts au cas de retard dans le paiement d'une somme énoncée en monnaie étrangère.	39
Le contractant qui souffre des conséquences « imprévisibles » d'une convention reste-t-il obligé?	46
CHAPITRE II. — Des conventions contenant stipulation de plusieurs monnaies et de celles dans lesquelles la monnaie stipulée est douteuse	49
Section I. — Conventions contenant stipulation de plusieurs monnaies.	49
Section II. — Conventions dans lesquelles la monnaie stipulée est douteuse.	62
Est-il possible de déterminer d'une façon certaine le lieu de l'exécution d'une convention conclue entre personnes de nationalités différentes et, par là-même, la loi qui doit la régir?	64
a) Le contrat prévoit le lieu où la convention doit être exécutée	65
b) Le titre ne fournit aucune indication relative au lieu de l'exécution	67
c) Plusieurs lieux de paiement sont prévus par la convention.	69
d) Plusieurs lieux de paiement sont prévus, mais le débiteur ne possède la nationalité d'aucun d'eux	72

	PAGES
Examen de la question au point de vue de l'équité.	75
Section III. — Étude rapide de quelques autres questions.	77
CHAPITRE III. — De la clause de paiement en espèces métalliques et, plus particulièrement, de la clause de paiement en or.	81
Section I. — Étude de la clause au point de vue juridique	82
§ I. — Valeur de la clause dans les conven- tions entre Français	82
A) En*temps normal	82
I. — Aucune monnaie spéciale n'est prévue par la convention	82
II. — Peut-on stipuler valable- ment qu'une monnaie déter- minée devra être versée?	83
B) En période de cours forcé	84
I. — La clause s'appliquant à des Français résidant en France.	86
II. — La clause s'appliquant à des étrangers.	93
C) Court aperçu de quelques déci- sions de tribunaux étrangers.	96
Section II. — Étude critique de la clause	100
CHAPITRE IV. — De la clause de paiement en valeur-or	115
La clause payable en valeur-or	116
Qu'est-ce que le franc-or?	120
Section I. — Étude juridique de cette clause	122
A) Quel accueil lui ont fait les tribunaux	122

	PAGES
I. — La clause dans les con- trats nationaux.	122
II. — La clause dans les con- trats internationaux.	125
B) La clause est-elle, en théorie, juridiquement condamnable? . . .	128
Section II. — Étude de cette clause au point de vue économique	132
CONCLUSION	143
ADDENDA.	153
BIBLIOGRAPHIE	155

